DIAGNOSTIC LOCAL DE SÉCURITÉ 2016

Communes urbaines de Coyah et Dubréka



SecurityMap

COGINTA
For police reforms and community safety

COGINTA répond à toute demande d'autorisation de reproduction
ou de traduction partielle ou intégrale du présent ouvrage.

Les demandes doivent être adressées par écrit à :
Association COGINTA, Maison Internationale de l'Environnement (MIE2),
7 chemin de Balexert, Châtelaine, CH-1219 Genève, Suisse
ou par e-mail à l'adresse suivante : admin@coginta. org

Directeur de la publication et auteur principal : Dr. Dominique Wisler

Responsable du chapitre sociodémographique : Professeur Alpha Amadou Bano Barry

Production des cartes : Rafael Avila Coya

Responsable de la collecte de données : Malek Garbouj

Coordonnateur des équipes d'enquêteurs : Siba Théodore Koropogui

Conception et mise en pages : services-concept.ch

Imprimé à Genève, Suisse, par NBmedia.

Le présent ouvrage peut également être consulté et
téléchargé sur le site internet : http://www.coginta.org

Photos © Coginta 2016



« La présente publication a été réalisée dans le cadre du Projet d'appui au renforcement de la police de proximité et à la dépollution pyrotechnique en Guinée (ICSP/2015/368-844) financé par l'Union européenne*. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de l'Association Coginta et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne. »

COGINTA
For police reforms and community safety

Nous tenons à remercier nos partenaires pour leur confiance et leur soutien.

CIVIPOL CONSEIL

Direction de la coopération internationale

*http://www.eeas.europa.eu/delegations/guinea/index_fr.htm

TABLE DES MATIÈRES

Introduction vii

CHAPITRE I **CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE** 1
COYAH 3
Dubréka 7
Typologie de quartiers 15

CHAPITRE II **CRIMINALITÉ ET INCIVILITÉS** 17
La prévalence des délits 19
Les incivilités 25

CHAPITRE III **LES QUARTIERS SENSIBLES** 31

CHAPITRE IV **LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ** 35
L'insécurité de jour et de nuit 37
L'inquiétude face à la criminalité 44
Échelle de 1 – 10 46
Évolution de la sécurité 47

CHAPITRE V **LA DÉNONCIATION** 49
Les taux de dénonciation 51
La satisfaction avec le traitement des plaintes 52
Profil des personnes qui dénoncent à la police 52

CHAPITRE VI **LA POLICE, SA PRÉSENCE ET SON IMAGE** 53
Le dispositif policier 55
Perception du travail de la police dans les quartiers 60
Le profil des insatisfaits 62
La mise en œuvre de la police de proximité 62
Les organisations qui assurent le mieux la sécurité publique dans les quartiers 65

CHAPITRE VII **LES ATTENTES DES RÉSIDENTS** 69
Les préférences en matière de prestations 71
Les préférences thématiques 72

CHAPITRE VIII **RÉSUMÉ ET CONCLUSION** 75

CHAPITRE IX **RECOMMANDATIONS** 81

CHAPITRE X **MÉTHODOLOGIE** 87
Pourquoi faire un sondage de victimisation 89
Le questionnaire et la langue des entretiens 89
Les enquêteurs et leur formation 90
Données techniques du sondage 90
Quelques étapes et outils du travail 92
Les outils statistiques utilisés dans ce sondage 92
La cartographie de la criminalité 93

Tables 95

INTRODUCTION

Ce diagnostic local de sécurité porte sur les deux communes urbaines satellites de Conakry, à savoir Coyah et Dubréka, avec, en toile de fond, la perspective de la constitution du vaste ensemble urbanistique cohérent dit du Grand Conakry. Le projet dénommé « Grand Conakry, Vision 2040 », porté par le Ministère de l'urbanisme avec un appui de l'Union européenne, entend repenser cette zone métropolitaine du Grand Conakry en arrimant Coyah et Dubréka aux 5 communes urbaines que compte aujourd'hui la ville de Conakry.[1] Afin d'alimenter la réflexion, et en s'appuyant essentiellement sur un sondage et des repérages cartographiques, le présent diagnostic analyse en détail la situation sécuritaire à Coyah et Dubréka et fournit systématiquement des données comparatives à partir des résultats du diagnostic local de sécurité 2014 réalisé par Coginta pour les communes de Conakry les plus proches, à savoir Matoto, Ratoma et Matam.

Le diagnostic s'inscrit également dans la perspective de l'introduction progressive de la police de proximité en Guinée. Les diagnostics sont des instruments idéaux de consultation des populations résidentes dans cette nouvelle approche d'une police centrée sur les citoyens. Ils permettent de connaître leurs expériences en matière de criminalité – tels que les taux de cambriolages mal connus en raison de taux de plaintes très faibles -, leurs comportements de prévention face à l'insécurité ou de dénonciation lorsqu'elles ont été victime d'un délit, leurs relations avec la police, y compris l'image qu'elles ont de celle-ci, ou encore leurs attentes en matière de prestations policières. Ces diagnostics sont fondateurs pour la police de proximité et reposent sur des méthodologies de consultation aussi solides que possible afin de s'assurer que les analyses portent sur des données représentatives des populations. L'outil principal de consultation est un sondage représentatif au niveau de chaque commune mené sous supervision académique. Au-delà de la présentation des indicateurs, le diagnostic cherche à identifier des leviers permettant d'améliorer la situation sécuritaire et la relation des populations avec la police. Il débouche ainsi sur des recommandations qui, à terme, ont vocation d'être intégrées aux plans d'action de la police et de l'administration communale lors de la mise en place de la police de proximité.

Ce diagnostic a été réalisé par l'ONG suisse Coginta, en partenariat avec l'Université de Sonfonia, dans le cadre d'un mandat de l'Union européenne mené conjointement avec CIVIPOL. Conseil en Guinée. Nous remercions chaleureusement les autorités locales des communes de Coyah et Dubréka et le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile pour leur active participation, leur bienveillance et pour avoir facilité les nombreuses démarches administratives et logistiques nécessaires à la réalisation de ce diagnostic.

1 Le projet du « Grand Conakry, Vision 2040 » est une actualisation de deux politiques précédentes qui ont été menées sous la première République (1958-1984). La première avait mis en place un dispositif urbanistique pour encadrer le fonctionnement et la gestion du domaine urbain de Conakry. Les documents clefs de cette étape avaient été le plan directeur d'aménagement et d'urbanisation de 1963 et le rapport de planification de 1982. Le plan directeur de 1963 fut confié à l'Institut d'Urbanisme de Zagreb (Croatie) et était parti de l'hypothèse que dans les 30 années à venir (c'est-à-dire vers 1990) la ville de Conakry atteindrait une population de 400'000 habitants alors qu'elle n'en pouvait en accommoder que quelque 300'000. Pour faire face à l'afflux de population, cet institut proposait la création de deux villes satellites : Dubréka et Coyah. Quelques années plus tard, un second rapport de planification de la ville de Conakry et de sa haute banlieue 1982 fut rédigé par URBAPLAN pour le compte de l'Etat guinéen. Cette étude émanait de la volonté de corriger les graves dysfonctionnements urbains de la ville de Conakry. Le gouvernement d'alors voulait répondre, à travers la mise en œuvre de ce projet du « grand Conakry », à l'urgence d'envisager certaines mesures correctives tout en attendant l'élaboration d'un nouveau plan directeur d'urbanisme de la ville. En dépit des conclusions de ce second plan, le projet ne se matérialisera pas.

CHAPITRE I

CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE



CHAPITRE I

CHAPITRE I

COYAH

INTRODUCTION

Coyah est le nom de la commune et de la préfecture qui l'abrite. Pour la petite histoire, cette appellation serait une déformation du patronyme du fondateur de la localité « Mangué Koyo » vers la fin du XVIIIe siècle, personnage qui guidait des migrants « sossoé » en quête de terres agricoles et de nouvelles zones de chasse. Il faut attendre le XIXe siècle pour que Coyah prenne de l'ampleur avec le tracé de la route Conakry-Niger, une route nationale majeure qui traverse trois des quatre régions de la Guinée d'Ouest en Est.

La localité a été érigée en préfecture en 1978. Géographiquement, la préfecture de Coyah est située à une cinquantaine de kilomètres de Conakry. Elle est cernée à l'est par la préfecture de Kindia, à l'ouest par la commune de Matoto, au nord par la préfecture de Dubréka et au sud par celle de Forécariah.

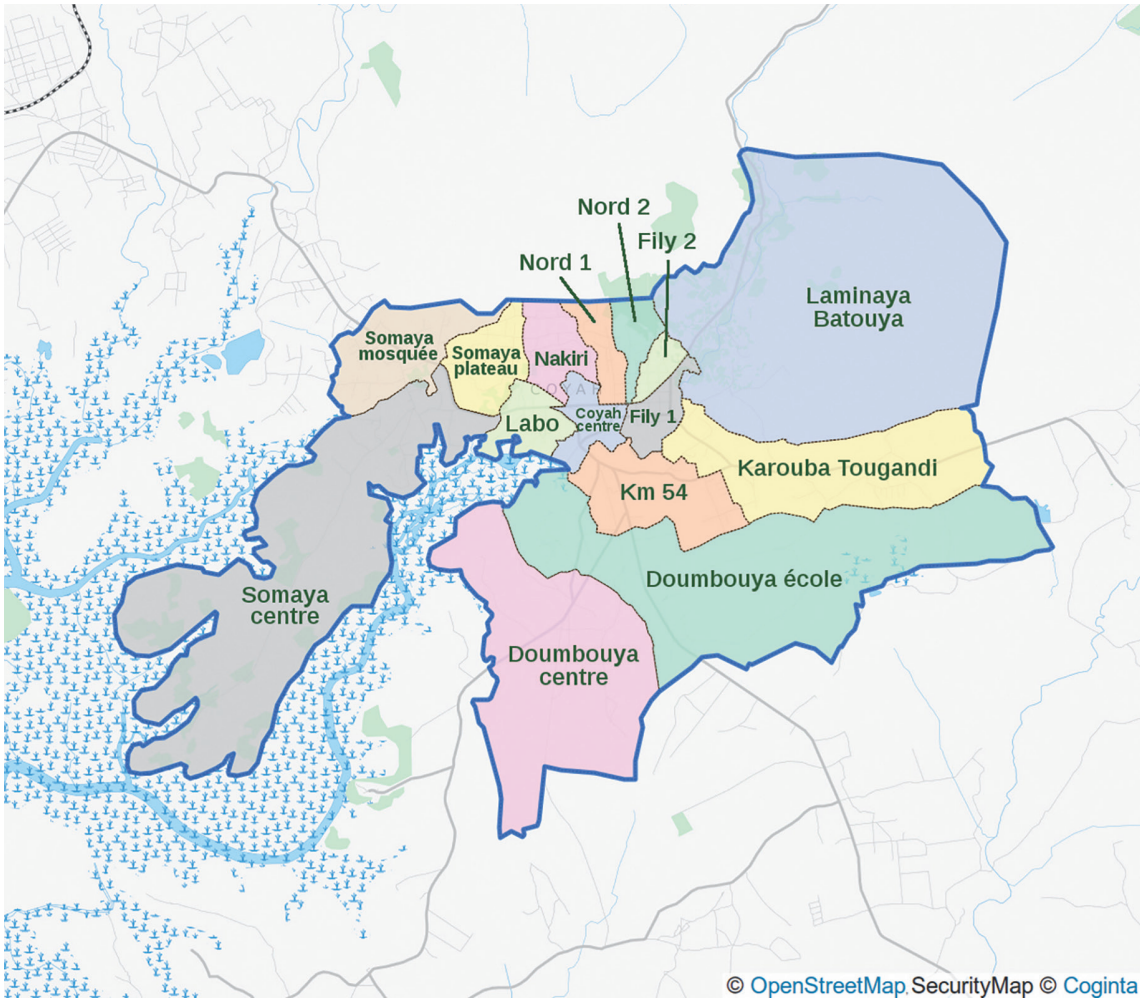
La préfecture de Coyah est située dans la zone littorale au sud de la Guinée et est comprise entre le 9°47 de la latitude nord et 13°47 et 13°96 de la longitude ouest. L'altitude moyenne est de 200 mètres. Au nord du centre urbain se situe une chaîne montagneuse, dite du Mont Gbalan (1'502 m), avec le Kakoulima, le Saléa, le Tambilo et les hauts plateaux de Sougan (515 m).

La présence de ces montagnes et la proximité du front de mer se conjuguent pour faire de la préfecture de Coyah l'une des zones les mieux arrosées de la Guinée, bénéficiant d'une pluviométrie moyenne de plus de 3'000 mm d'eau par an concentrée sur la période de mai à novembre.

La préfecture de Coyah comporte, en plus de la commune urbaine du même nom que nous allons étudier, trois sous-préfectures ou communes rurales appelées Kouriah, Wonkifong et Manéah. Au nord et nord-est, le Mont Kakoulima et la commune rurale de Kouriah bordent la bourgade de Coyah ; la commune rurale de Wonkifong la limite à l'est et au sud et Manéah à l'ouest. Ville carrefour avec deux des trois axes routiers reliant la capitale aux principales villes du pays, Coyah compte 15 quartiers et s'étale sur une superficie d'environ 12 km^2.

Le centre urbain de la commune comporte de nombreux petits quartiers, comme on peut l'observer sur la carte no 1 ci-dessous. A la périphérie de la commune, les quartiers ruraux occupent des surfaces plus importantes.

CARTE 1 **LIMITES ADMINISTRATIVES DES QUARTIERS DE LA COMMUNE DE COYAH**

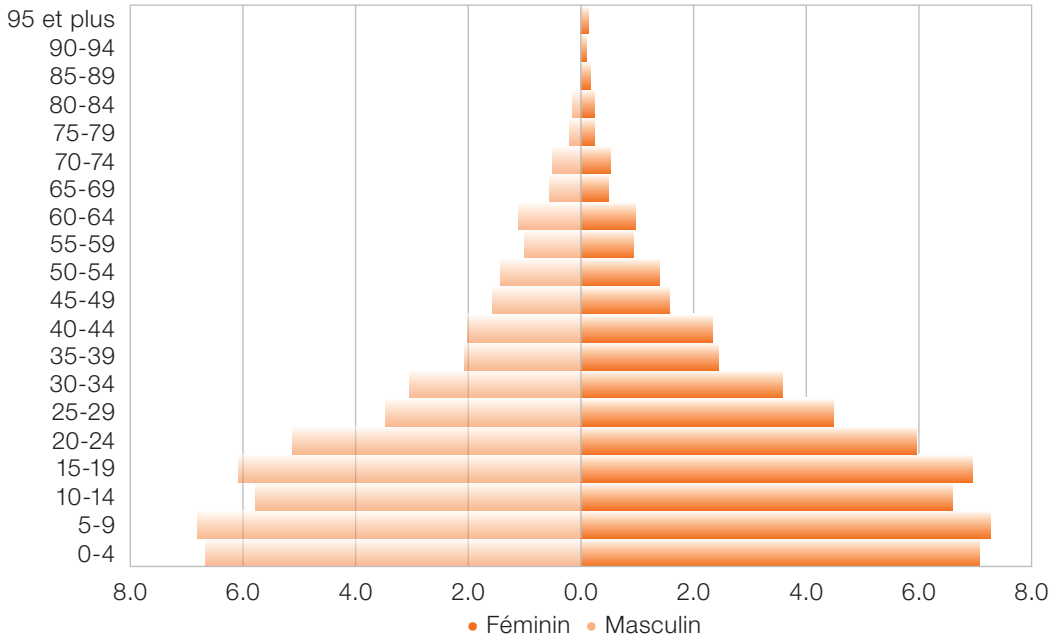


DÉMOGRAPHIE

La population de la commune urbaine de Coyah a plus que triplé depuis le recensement de 1983 où l'on dénombrait 14'254 habitants. Aujourd'hui, cette bourgade compte 49'896 habitants selon les derniers chiffres du recensement de 2014. Ceux-ci vivent dans 6'456 ménages. La taille moyenne d'un ménage dans la commune est de 13 personnes.

La pyramide des âges est celle d'une population jeune avec une espérance de vie réduite. 52.9 % des résidents ont moins de 20 ans et 63.9 % ont moins de 25 ans.

FIGURE 1 **PYRAMIDE DES ÂGES DE LA POPULATION DE LA COMMUNE URBAINE DE COYAH**



Source : données de recensement 2014, INS

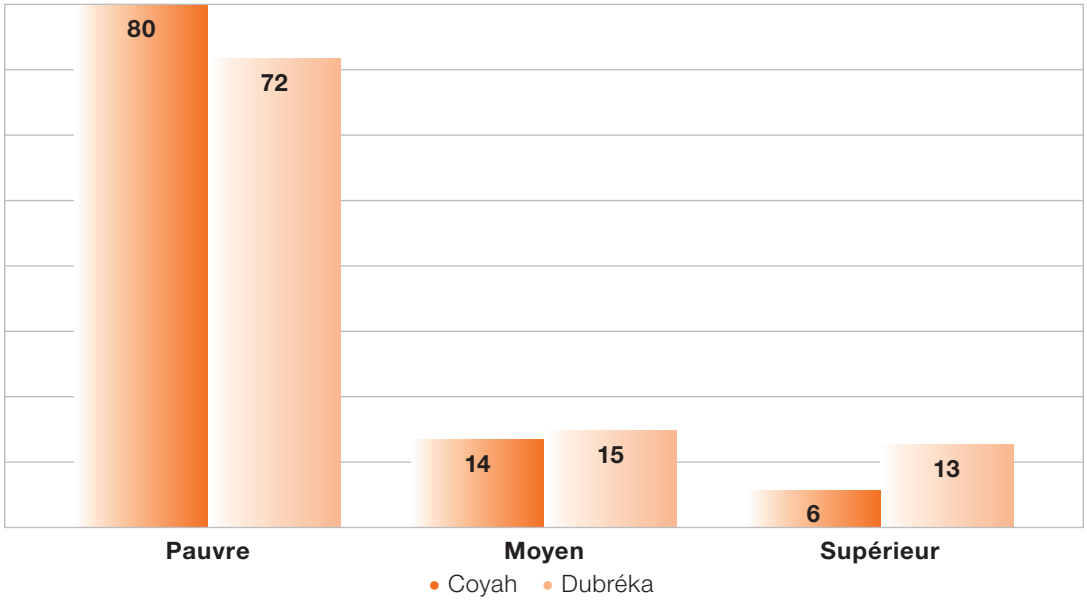
L'essentiel des habitants de Coyah, à savoir 94 %, habitent depuis plus de trois dans la commune. La qualité de vie est jugée plutôt bonne par les résidents : pour 89.4 % d'entre eux, il fait bon vivre dans leur quartier. 79.9 % des résidents en moyenne affirment également que la cohésion sociale est forte dans leur quartier et que l'entraide entre résidents domine les relations de voisinage. Le contrôle social y est également assez élevé : 89 % des résidents estiment que les voisins interviendraient en cas de cambriolage à leur domicile. Il y a assez peu de variations entre les quartiers en matière de qualité de vie. Les quartiers de Laminaya Batouya et de Nakiri ont des taux de cohésion sociale cependant un peu plus bas que la moyenne, respectivement 60 % et 74 %. Le contrôle social est légèrement inférieur à la moyenne dans les quartiers de Fily 2, Laminaya Batouya et de Nakiri, soit trois quartiers situés au centre et à l'est de la commune.

A Coyah, 39 % des habitants sondés indiquent exercer une activité professionnelle. Les autres n'ont pas d'occupation professionnelle (47 %) ou sont en formation (14 %). Les « actifs » de Coyah sont en majeure partie des artisans et des commerçants (35.4 %) ; 22 % sont ouvriers, 17 % fonctionnaires et 13 % employés du secteur privé. Seuls 3.7 % exercent une profession libérale (médecin, avocat).

Le taux d'actifs de Coyah – 39 % donc – est supérieur à ce qu'on avait pu constater dans les communes de Conakry hormis la zone commerçante et administrative de Kaloum. En moyenne, à Conakry, seuls 31 % des résidents exercent une activité professionnelle. Comme dans le reste de Conakry cependant, l'activité dominante est celle du petit commerce et de l'artisanat indépendant et informel. La part des ouvriers est plus importante qu'à Conakry tandis que les professions libérales y sont nettement moins représentées qu'en ville de Conakry.

Même avec un taux comparativement élevé d'actifs, la pauvreté domine à Coyah et s'avère même légèrement plus élevée qu'à Conakry (Matam, Ratoma et Matoto) et qu'à Dubréka. 80 % des résidents sondés de Coyah se déclarent issu de ménages pauvres (ou modestes) contre 76.1 % à Conakry et 72 % à Dubréka. 14 % des résidents de la commune affirment avoir des revenus moyens et 6 % se rangent dans la catégorie de revenus « supérieurs ».

FIGURE 2 **REVENU DES MÉNAGES DES SONDÉS DES COMMUNES URBAINES DE COYAH ET DUBRÉKA (EN %)**



Coyah étant une bourgade plutôt pauvre, 30 % des résidents estiment en conséquence que le problème principal de leur quartier est la situation économique et le chômage. En comparaison, cette préoccupation n'est mentionnée en premier que par 17 % des résidents de Dubréka. La présence d'industries de la capitale guinéenne dans sa banlieue nord rattachée à Dubréka explique cette différence qui se manifeste par des revenus supérieurs et un taux d'actifs également plus élevé. Coyah n'ayant pas véritablement bénéficié de l'industrialisation de sa commune voisine, elle reste encore et avant tout une bourgade avec peu d'activités économiques nouvelles. Elle est cependant encore une zone de production de sel – fortement concurrencée aujourd'hui par le sel importé – et d'eau embouteillée portant le même nom que la commune.

EAU, ÉLECTRICITÉ ET ASSAINISSEMENT

Dix des quinze quartiers que compte la commune urbaine de Coyah sont desservis par la Société des Eaux de Guinée (SEG). Cependant, la desserte journalière en eau potable est d'environ une heure trente minutes seulement. Les cinq autres quartiers (Somayah Centre, Domboyah Centre, Karouba Tougandi, Laminaya Batouya et Domboya Ecole) ont accès à de l'eau potable à travers des puits améliorés et des forages réalisés par le Service national d'aménagement des points d'eau (SNAPE). Cette situation est paradoxale sachant que Coyah est la zone l'une des plus arrosées de Guinée et peut-être même d'Afrique de l'Ouest, qu'elle est alimentée par plusieurs cours d'eau et que sa nappe phréatique est si abondante qu'elle fournit l'eau de la plus ancienne société d'embouteillage d'eau de Guinée : la société des eaux de Coyah.



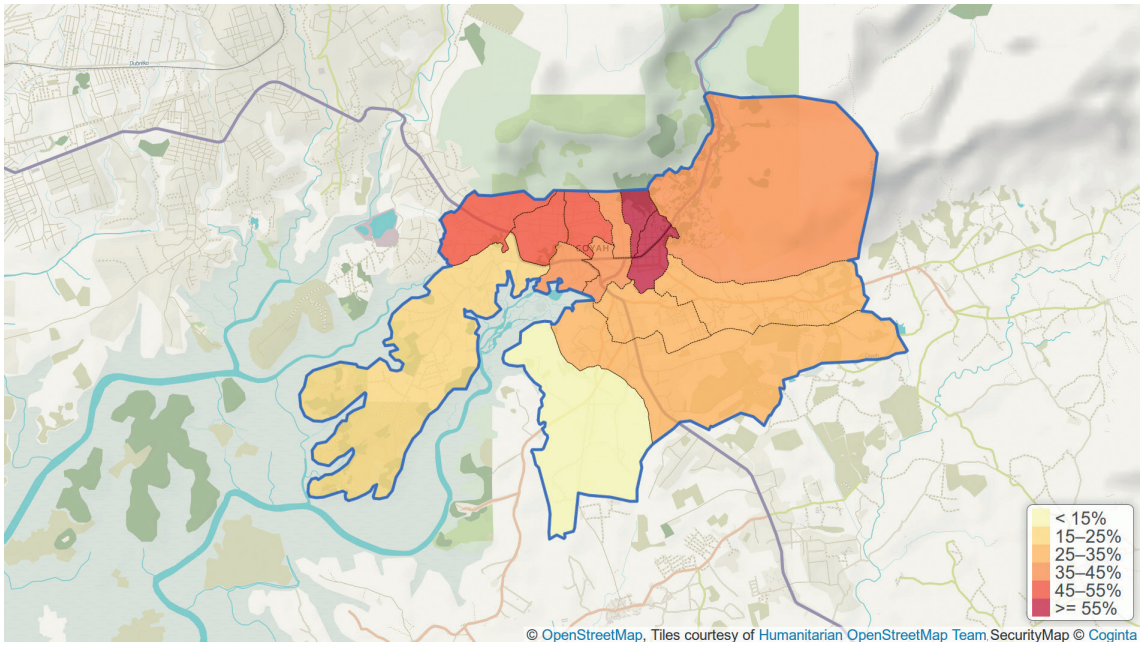
Sur le plan de l'électricité, la commune urbaine de Coyah se caractérise par une dégradation significative de la desserte. Jadis fournie 24 heures sur 24, elle n'est desservie aujourd'hui plus que 12 heures sur 24.

Les habitants de la commune urbaine de Coyah utilisent trois procédés différents pour se débarrasser des ordures ménagères. Le procédé le plus courant est celui de l'incinération dans et autour de la concession (le lieu de l'habitat). Ce procédé est utilisé dans douze des quinze communes urbaines. L'unique quartier desservi par une PME de ramassage d'ordures est celui de Nord I. Dans ce quartier, la PME de ramassages des ordures imposent un coût d'abonnement de 50'000 GNF et des frais mensuels de 30'000 GNF à 35'000 GNF. Deux autres quartiers (Laminaya Batouya et Km 54) utilisent leur position géographique pour se débarrasser de leurs ordures. Il s'agit en fait de les déverser à côté des ouvrages de franchissements que sont les ponts qui jouxtent ces quartiers. La carte suivante permet d'observer les variations entre les quartiers de la prévalence de la problématique de l'insalubrité. Cette problématique touche plus fortement les deux quartiers de Fily ainsi que Nord 2, mais également Nakiri et les deux Somaya.

CARACTÉRISTIQUES URBANISTIQUES : HABITAT ET VOIRIE

Dans la commune de Coyah, l'unique quartier à la fois loti et bitumé est celui de Somaya Plateau. Le grand quartier de Somayah Centre à l'ouest de la commune est loti mais non bitumé. Dix quartiers (Labo, centre, Fily 1 et 2, Karouba Tougandi, Laminaya Batouya, Nord 1 et 2, Doumbouya Ecole et Somaya Mosquée sont partiellement lotis tandis que les quartiers sud de Doumbouyah centre, Doumbouya Ecole et Km 54, ainsi que le quartier de Nakiri, ne le sont pas du tout. L'unique type d'habitat que l'on rencontre dans la commune de Coyah est du type « en ligne », sans aucune construction verticale en hauteur.

CARTE 2 **L'INSALUBRITÉ DANS LES QUARTIERS DE COYAH**



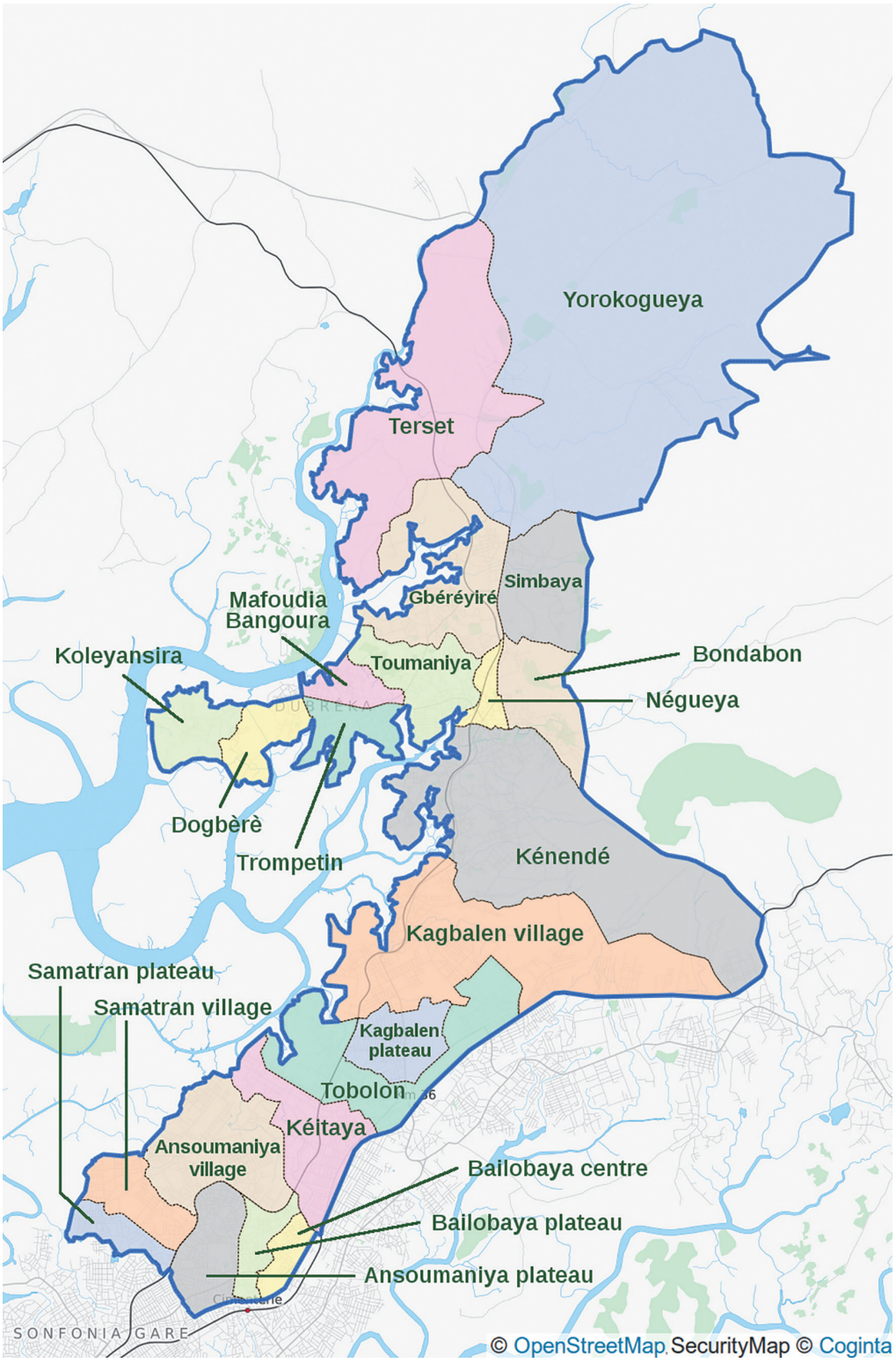
DUBRÉKA

Le centre historique de Dubréka est situé à 50 km environ de Conakry. Il se trouve au nord-ouest de la commune de Coyah et est séparée d'elle par une commune rurale. Dubréka est posté à l'embouchure du fleuve de Soumba. C'est grâce à ce lien avec l'océan que permet un large estuaire qui longe sa façade ouest que les premiers contacts entre les populations locales et les explorateurs occidentaux se sont établis.

Dubréka fut la première capitale désignée des Rivières du Sud (nom donné au territoire qui deviendra plus tard la Guinée française) et le resta jusqu'en 1885, date à laquelle elle se fit supplanter par l'île de Tombo située sur la commune actuelle de Kaloum.

Après avoir perdu son statut de capitale, Dubréka perdra aussi en 1982 son statut de région administrative au bénéfice de Coyah qui dépendait d'elle. A l'arrivée de Lansana Conte au pouvoir en 1984, le premier acte officiel a été d'ériger Dubréka en préfecture, au même titre que 33 autres, et même d'étendre son périmètre en venant incorporer une partie importante de Conakry (l'extrémité est de la commune de Ratoma).

CARTE 3 **LIMITES ADMINISTRATIVES DES QUARTIERS DE LA COMMUNE DE DUBRÉKA**



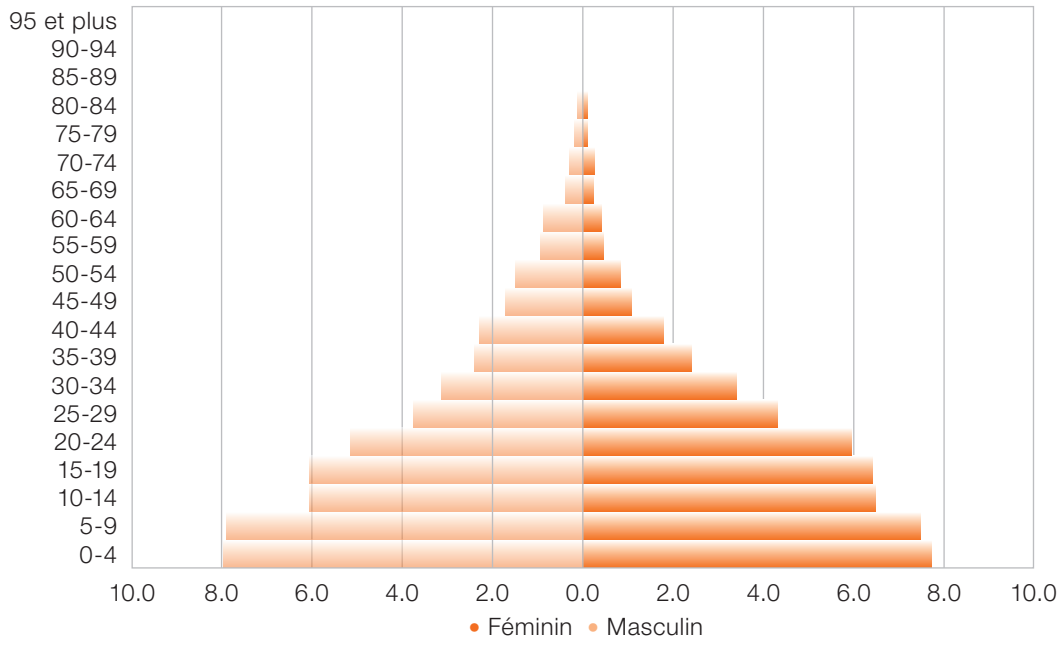
Cette extension de la commune originale de Dubréka sur le plateau fait que la commune couvre aujourd'hui une superficie très importante de soixante-quinze km^2 et qu'elle rejoint la banlieue de Ratoma au niveau de la Cimenterie. La commune ressemble un peu à la botte de l'Italie stylisée, avec le talon de la botte situé à Kenendé et l'avant-pied rejoignant Ratoma au niveau de Samatran plateau et d'Ansoumaniya plateau. Toute cette section qu'on appellera plus loin le plateau est habitée par des ménages un peu plus fortunés qu'ailleurs, s'avère industrialisée avec quelques usines importantes tout en servant aussi de cité dortoir de la capitale guinéenne.

La carte no 3 suivante présente les limites administratives des quartiers de Dubréka tels qu'elles ont été recueillies par l'équipe du diagnostic en collaboration avec les chefs de quartier.

DÉMOGRAPHIE

La population de Dubréka a crû fortement après l'extension de ses limites géographiques sous la seconde République. Elle est passée de 60'000 habitants, selon les chiffres du recensement de 1987, à 170'336 en 2014. Il est probable que l'essentiel de cette croissance provienne de l'explosion démographique sur le plateau nouvellement industrialisé de Dubréka. La population de Dubréka est encore plus jeune que celle de Coyah avec plus d'un résident sur deux (56.2 %) âgés de moins de vingt ans.

FIGURE 3 **PYRAMIDE DES ÂGES DE LA COMMUNE URBAINE DE DUBRÉKA**



Source : données de recensement 2014, INS

La pyramide des âges de la commune, comme celle de Coyah et des autres agglomérations guinéennes, est typique d'une population jeune avec une espérance de vie limitée. Comme à Coyah, la plupart (89 %) des résidents de Dubréka y habitent depuis plus de 3 ans. 2 % y habitent depuis moins de 6 mois, 3 % depuis plus de 6 mois mais moins d'une année et 7 % depuis plus d'une année jusqu'à 3 ans. Ces données montrent que l'immigration vers cette zone industrielle est désormais modeste et que le dynamisme de la zone ne joue plus un rôle déterminant dans l'immigration. Le chômage n'est cependant pas une préoccupation majeure pour les résidents de la commune. Seuls 17.4 % des résidents le considèrent comme le problème principal, loin derrière l'accès à l'eau (39 %) et juste devant le problème de l'insécurité (13.9 %).

Grâce à sa relative industrialisation, le taux d'occupation professionnelle dans la commune est sensiblement plus élevé qu'à Coyah : 41.2 % des habitants sondés indiquent exercer une activité contre 38.8 % à Coyah. 45.3 % des résidents n'ont pas d'activité professionnelle et 13.5 % se déclarent encore en formation. Comme à Coyah, ceux qui sont en activité le sont surtout dans les secteurs largement informels du commerce et de l'artisanat (39 %). 26 % des actifs de Dubréka travaillent comme ouvriers et 9 % comme employés du secteur privé. Le nombre relativement élevé d'ouvriers s'explique par la localisation des rares industries du pays (cimenterie et moulins) dans la commune. 7.8 % des actifs déclarent travailler dans l'agriculture ou la pêche, ces professions étant surtout exercées dans la partie nord de la commune.

72 % des résidents de la commune de Dubréka vivent dans un foyer « pauvre » ou « modeste ». Ce taux est légèrement inférieur à celui rencontré à Matam, Ratoma ou Matoto. 15 % vivent dans un foyer avec un revenu « moyen » et 13 % dans un foyer avec un revenu « supérieur ». La richesse se concentre plutôt sur le plateau de Dubréka qui géographiquement se situe – on l'a dit – dans le prolongement de la commune de Ratoma. Cette haute banlieue de la capitale a un niveau de vie supérieur au nord historique de Dubréka. En effet, seuls 69.7 % des sondés du plateau de Dubréka se déclarent pauvres contre 78.9 % des résidents du reste de Dubréka. Les ménages à revenus moyens et supérieurs sont respectivement 16.4 % et 13.9 % sur le plateau contre 11.7 % et 9.4 % au village.

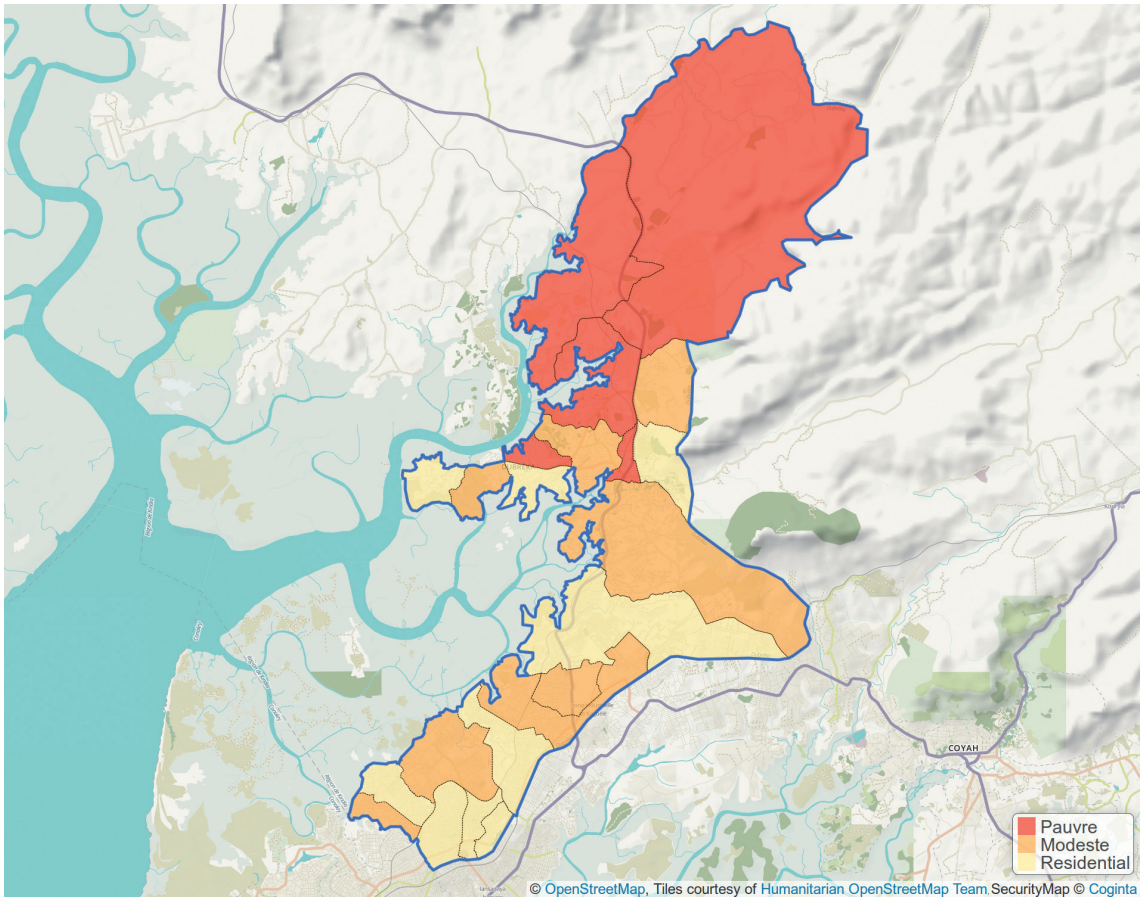
Coyah et Dubréka n'échappent pas au phénomène de paupérisation des villes guinéennes. Ce phénomène résulte d'un cumul de facteurs comme l'exode rural, le ralentissement de la croissance économique, la hausse des prix des céréales et le chômage des jeunes. Le revenu par tête en Guinée est passé de +0.7 % en 2012 à -0.7 % en 2013 et -1.8 % en 2014.

Un des facteurs aggravants de la pauvreté à Dubréka et à Coyah tient dans le niveau élevé d'infrascolarisation : 55.2 % des résidents de Dubréka n'ont en effet pas fréquenté l'école jusqu'à la fin de l'école primaire. Comparé à Conakry (Matoto, Matam et Ratoma), ce taux est très élevé puisqu'il se situe à 28 % seulement à Conakry. Dubréka, le plateau comme le nord de la commune, comptent donc le double d'habitants infrascolarisés. Le taux de non actifs chez les infrascolarisés est de 55.8 % contre 30 % en moyenne pour les scolarisés.[2]

Ce sont surtout les femmes qui s'avèrent infrascolarisées. Elles sont 63 % contre 47.5 % des hommes à ne pas avoir fini l'école primaire. 7.7 % des femmes de Dubréka ont un diplôme universitaire contre 12.6 % chez les hommes. L'infrascolarisation touche cependant surtout les plus âgés : 76.7 % des résidents de plus de 65 ans de Dubréka n'ont pas achevé l'école primaire. Ce taux chute de plus de la moitié chez les plus jeunes générations. Il n'est plus que de 31.7 % chez les jeunes entre 18 et 25 ans. Les jeunes femmes cependant restent toujours plus infrascolarisées que les hommes dans cette tranche d'âge : 38.6 % contre 24 % chez les jeunes hommes. A Dubréka, 76.7 % des femmes déclarent ne pas avoir d'activité professionnelle contre 42.1 % des hommes. Ce taux élevé de femmes qui n'exercent pas d'activité professionnelle est également un facteur contribuant à la pauvreté dominante à Dubréka. A Coyah, la situation est assez similaire.

2 Notons que l'effet de l'infrascolarisation sur le taux d'activité subsiste lorsqu'il est contrôlé par le genre même si cet effet s'avère faible comparé à celui du genre.

CARTE 4 **LES REVENUS MOYENS DES MÉNAGES DANS LES QUARTIERS DE DUBRÉKA**



Dans la commune urbaine de Dubréka, un résident sur deux (49 %) est soussou et 31 % peul. Les Peuls résident surtout sur le plateau industriel de Dubréka. Ils composent 38.5 % des résidents du plateau contre 38.3 % pour les Soussous tandis que dans le reste de Dubréka la grande majorité est soussou (83.7 %).

CARACTÉRISTIQUES URBANISTIQUES : HABITAT ET VOIRIE

Sur les vingt-et-un quartiers que compte la commune urbaine de Dubréka, un (Terset), situé au nord de la commune, est à la fois loti et totalement bitumé et un (Kagbalen Plateau) est loti et partiellement bitumé. Six autres quartiers sont partiellement lotis, mais non bitumés. Il s'agit des quartiers de Kéitaya, de Tobolon, de Kagbalen village, de Kenendé, de Négueya et de Bondabon. Les deux quartiers dans lesquels on rencontre des habitats en hauteur sont ceux de Kagbalen (plateau et village). Dans tous les autres, l'habitat rencontré est du type « en ligne ». Pour l'essentiel, le schéma urbanistique, lorsqu'il a été réalisé, l'a été par les services préfectoraux de l'urbanisme de Dubréka. Le quartier de Terset est le seul dont l'aménagement urbanistique date de la période coloniale. Deux quartiers (Gbéréyiré, et Yorokogueya) n'ont bénéficié d'aucun plan d'urbanisation par aucun des services (centraux et/ou déconcentrés) et sont entièrement informels.



EAU, ÉLECTRICITÉ ET ASSAINISSEMENT

Dix des vingt-deux quartiers de Dubréka ont accès à l'eau courante grâce à la Société des Eaux de Guinée (SEG) la moitié de la journée. La desserte en eau reste cependant aléatoire presque partout et très difficile dans certains secteurs. Les quartiers du plateau dépendent pratiquement exclusivement de la desserte en eau de la SEG. Les quartiers de Kénendé et Négueya bénéficient de forages réalisés par le service d'aménagement des points d'eau (SNAPE). Les quartiers de Samatran plateau et village, Bondabon, Gbéréyire, Terset et Yorokogueya utilisent des puits améliorés réalisés par les habitants pour accéder à l'eau potable.

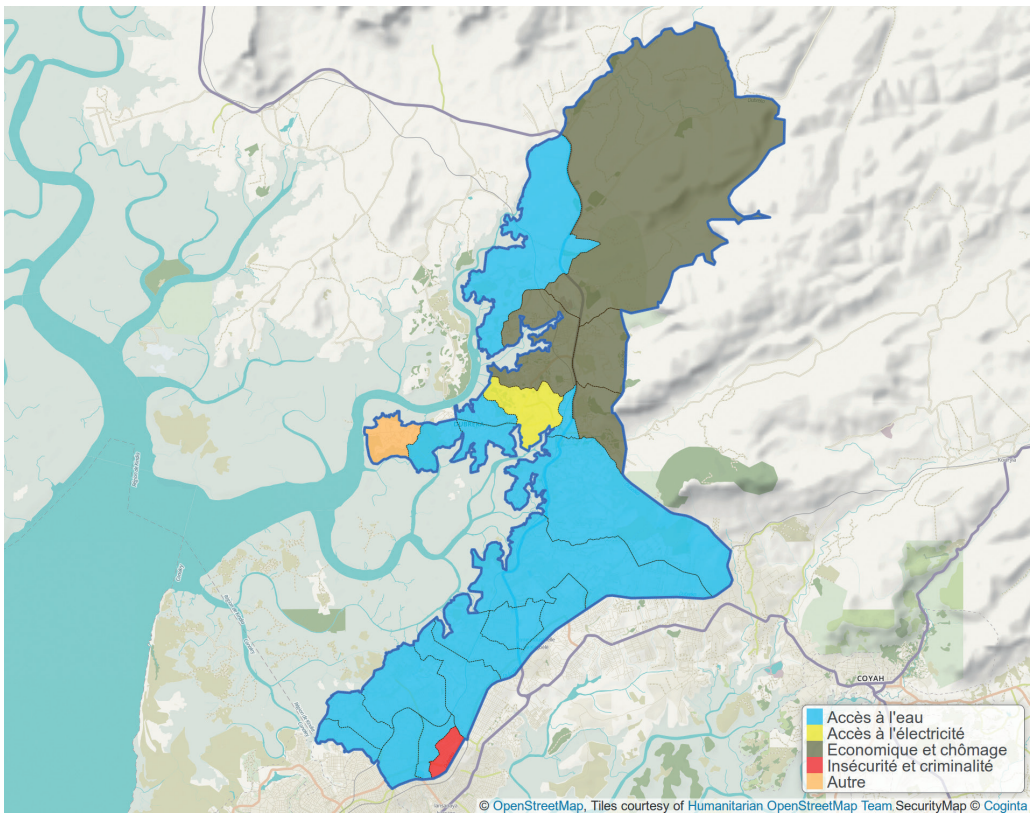


Dans ces quartiers, les bidons d'eau transportés par des jeunes sur des chariots constituent l'offre principale pour l'accès à l'eau potable. La problématique de l'accès à l'eau, à Dubréka, est prioritaire pour la plupart des quartiers. C'est surtout sur le plateau de Dubréka que les résidents estiment que l'accès à l'eau est leur préoccupation principale (42.9 %) alors qu'au nord de Dubréka ce problème est prioritaire pour seulement 26.7 % des résidents. A l'inverse, l'accès à l'électricité est plus problématique au nord de Dubréka (22.5 %) que sur le plateau (6.7 %). Mais ce qui préoccupe le plus les quartiers les plus septentrionaux de Dubréka est le chômage alors que cette problématique est au second plan sur le plateau. L'insécurité, qui constituait la problématique principale de toute la commune de Ratoma, n'est mentionnée comme préoccupation prioritaire que par les résidents du quartier de Bailobaya centre.

L'accès à l'électricité est total pour tous les quartiers, même si la desserte est réduite à une moyenne de 12 heures par jour. Cependant, cette desserte ne s'accompagne pas d'un éclairage public et les zones centrales de Dubréka semblent avoir un accès plus problématique à l'électricité. Toumaniya et Bondabon considèrent l'accès à l'électricité comme problèmes principaux de leur quartier.

Une grande partie de la commune rencontre peu de problèmes liés à la gestion des ordures ménagères. La raison de cette situation tient, pour l'essentiel, dans la disponibilité de l'espace à l'intérieur des lieux d'habitation. Les zones « d'agriculture suburbaine » permettent aux familles de recycler leurs ordures ménagères en les enfouissant dans la partie réservée aux activités agricoles. Cependant, il y a une limite à cette procédure en raison de l'accroissement de la densification urbaine dans les zones plus proche de Conakry sur le plateau, comme à Kagbelen et à Ansoumania. Il existe quelques quartiers (Bailobaya centre et plateau, Keitaya, Kagbelen plateau et Terset) qui bénéficient d'un service de ramassage des ordures sous-traité par les autorités communales. Les activités des PME de ramassage des ordures qui bénéficient d'un contrat se concentrent dans les quartiers avec une forte activité économique (le long des axes routiers), des zones caractérisées par de fortes activités d'offres de services (commerce alimentaire, de biens et services, etc.). L'insalubrité est une problématique qui touche avant tout le plateau de Dubréka come on peut s'en convaincre en observant la carte no 6.

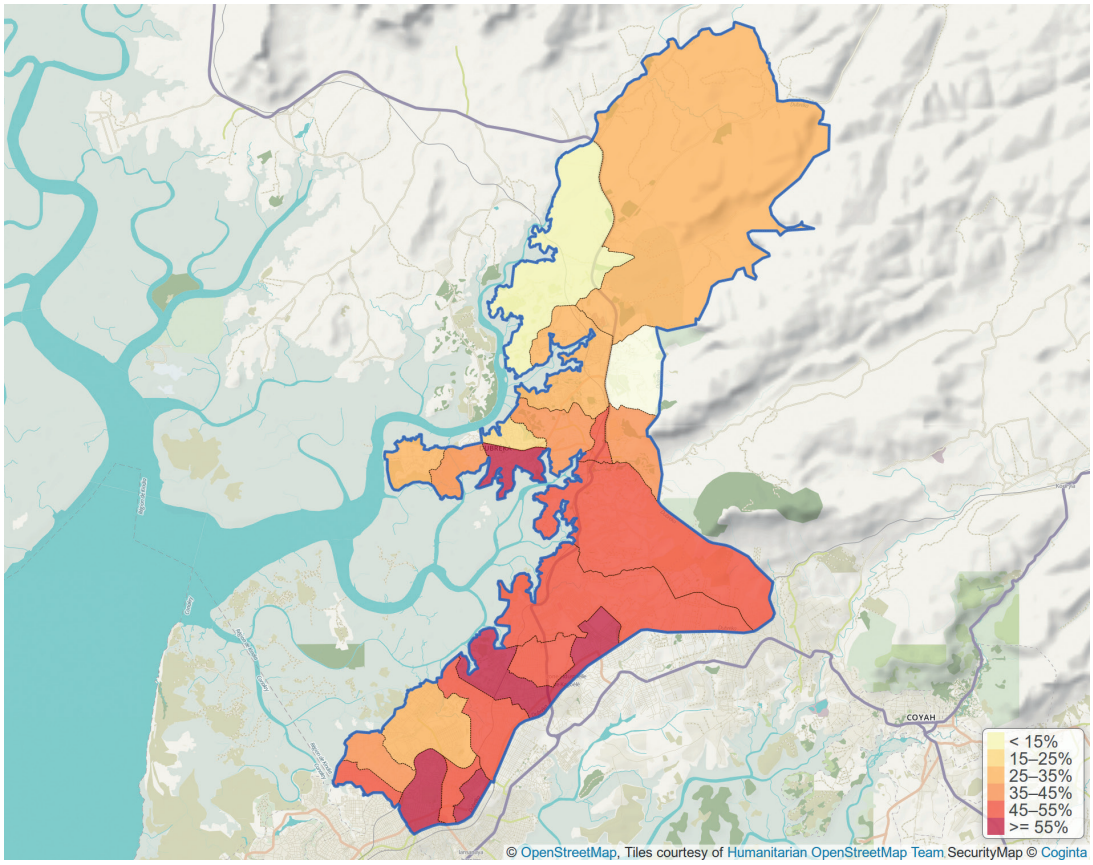
CARTE 5 **LES PROBLÈMES PRIORITAIRES DANS LES QUARTIERS DE DUBRÉKA**



Dans cette commune, le service de ramassage des ordures fonctionne sur le modèle de la chaîne. Le producteur de déchets dépose dans des ustensiles ou à même le sol, dans un coin de la place, les ordures. Quelques jours plus tard, ces ordures sont récupérées par un « ramasseur » qui les transporte contre paiement pour aller les jeter dans un dépôt communal ou, ce qui est très fréquent si la distance est longue entre le lieu de ramassage et le dépôt, dans des espaces libres du quartier (parcelle non construite, route, carrefours, caniveaux, fossés, cours d'eau, bas-fonds, marais, ponts).



CARTE 6 **INSALUBRITÉ DANS LES QUARTIERS DE LA COMMUNE DE DUBRÉKA**



TYPOLOGIE DE QUARTIERS

Pour guider l'analyse, le diagnostic distingue entre trois types de quartiers selon l'estimation du revenu des ménages. Les quartiers pauvres sont les quartiers où plus de 85 % des ménages se déclarent pauvres. Les quartiers sont modestes lorsque la part de la classe pauvre se situe entre 70 % et 85 %. Dans les quartiers « résidentiels », la part de la classe pauvre se situe à moins de 70 %.

Il n'y a pas, dans les deux communes étudiées, d'écarts très importants entre les quartiers : pratiquement partout, la pauvreté domine. Les quartiers appelés « résidentiels » ici se démarquent surtout des autres par une pauvreté moins exacerbée et non parce que la classe moyenne y serait dominante. Seul le quartier de Koleyansira semble avoir une classe moyenne dominante (avec une majorité de 59 % de ménages déclarant des revenus moyens ou supérieurs). Tous les autres quartiers, y compris ce qu'on appelle résidentiels ici, possèdent une classe pauvre dominante (plus de 60 % de pauvres). A Coyah, Fily 2, par exemple, a un taux de pauvreté situé à 61.4 % et Somaya mosquée à 62.5 %.

TABLEAU 1 **CLASSEMENT DES QUARTIERS PAR TYPE DE QUARTIER**

COYAH		
Pauvres	**Modestes**	**Résidentiels**
Coyah centre	Doumbouya centre	Fily 2
Karouba Tougandi	Doumbouya école	Nord 2
Labo	Km 54	Somaya mosquée
Nord 1	Laminaya Batouya	
Somaya centre	Nakiri	
Fily 1	Somaya Plateau	
DUBRÉKA		
Pauvres	**Modestes**	**Résidentiels**
Gbéréyiré	Kagbalen plateau	Ansoumaniya plateau
Mafoudia Bangoura	Anousmaniya village	Bailobaya plateau
Négueya	Dogbèrè	Bailobaya centre
Terset	Kénendé	Bondabon
Yorokogueya	Samatran plateau	Kagbalen village
	Simbaya	Kéitaya
	Tobolon	Samatran village
	Toumaniya	Trompetin
		Koleyansira

Géographiquement, on peut affirmer que la richesse toute relative se concentre sur le plateau industrialisé de Dubréka où aucun des quartiers ne peut être qualifié de pauvre. 45.5 % des quartiers du plateau sont modestes et 54.5 % sont « résidentiels ». Hors du plateau, au nord de la commune, pratiquement la moitié des résidents vivent dans des quartiers pauvres à Dubréka. A Coyah, deux des trois quartiers dits résidentiels ici se situent à l'extrémité nord-est de la commune

Les quartiers résidentiels se démarquent sensiblement des autres par le pourcentage plus élevé qu'ailleurs de résidents actifs ou en formation. Ce pourcentage est de 60 % contre 58.3 % pour les

quartiers modestes et 51.5 % pour les quartiers pauvres. Les quartiers dits résidentiels abritent sensiblement plus de commerçants que les autres : 32.1 % contre 28.5 % et 21.8 % pour les quartiers modestes et pauvres respectivement. Ils ont moins d'actifs dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche : 4 % contre 5.9 % et 9.7 % pour les quartiers modestes et pauvres respectivement. Ce qui les distingue surtout des quartiers modestes et pauvres c'est le pourcentage de femmes qui ont un travail. Dans les quartiers résidentiels, la proportion de femmes qui travaillent est sensiblement plus élevée qu'ailleurs : 26 % des femmes travaillent dans ces quartiers contre 16.8 % dans les quartiers pauvres. Les femmes y sont également plus éduquées : 10.9 % d'entre elles ont un niveau universitaire contre 4.2 % dans les quartiers pauvres. Les quartiers résidentiels plus bourgeois sont souvent habités par des ménages Peuls : 41.4 % contre 22.5 % dans les quartiers modestes et 10.7 % dans les quartiers pauvres.

Le chômage est le problème qui préoccupe le plus les résidents des quartiers pauvres. Le second problème dans l'ordre d'importance dans ces quartiers est l'accès à l'eau (30.8 %) suivi, dans des proportions moins importantes, de l'accès à l'électricité (13.7 %). Dans ces quartiers, ce sont surtout les femmes – préposées à chercher l'eau – qui placent l'accès à l'eau comme problème principal (38.5 %) alors que les hommes le mentionnent nettement moins souvent (23.2 %).

Les quartiers modestes considèrent que les accès à l'eau et à l'électricité sont les deux problèmes principaux (37.8 % chacun) alors que le chômage figure cette fois au troisième rang des préoccupations. Là aussi, les femmes placent l'accès à l'eau en tête des problèmes prioritaires (41.6 %).

Dans les quartiers résidentiels, l'accès à l'eau figure aussi au premier rang des problèmes (38.5 %) suivi de l'insécurité (20 %) et du chômage (14.5 %). Les hommes placent plus souvent l'insécurité en tête de leurs préoccupations (24.3 %) que les femmes (15.7 %). Pour les femmes des quartiers résidentiels, l'accès à l'eau est de loin le premier problème (41.3 %).

L'insécurité arrive en quatrième position dans l'ordre des préoccupations des quartiers pauvres et modestes, mais en deuxième position dans les quartiers résidentiels.

TABLEAU 2 **PROBLÈMES PRINCIPAUX SELON LE TYPE DE QUARTIER**

	Pauvres %	Modestes %	Résidentiels %
Chômage	34.7	19.1	14.5
Insalubrité	3.0	1.6	2.0
Logement	0.6	0.7	0.5
Nuisances sonores	0.6	0.5	0.2
Circulation routière	0.8	4.8	1.7
Insécurité	8.4	10.7	20.0
Accès à l'électricité	13.7	13.9	7.2
Accès à l'eau	30.8	37.8	38.5
Aucun problème	1.0	37.8	2.1
Autre	6.5	10.0	13.5
	100 %	100 %	100 %
N	**538**	**1288**	**1313**

CHAPITRE II

CRIMINALITÉ ET INCIVILITÉS



CHAPITRE II

CHAPITRE II

LA PRÉVALENCE DES DÉLITS

Les taux sur trois ans de cambriolages s'élèvent à 30.7 % et 25.8 % respectivement pour Coyah et Dubréka. Ces chiffres sont moins élevés que la moyenne de 35.5 % obtenue par les communes de Matoto, Matam et Ratoma dans le DLS 2014.

Les agressions sont également moins fréquentes à Coyah et Dubréka qu'à Conakry où, dans les communes de Matoto, Matam et Ratoma, la prévalence moyenne était de 10.4 % en 2014. Les taux moyens sont quant à eux de 2.8 % pour Coyah et de 4.8 % pour Dubréka. Il s'avère que les agressions à Dubréka ont lieu sensiblement plus souvent sur le plateau qui prolonge Ratoma jusqu'au quartier de Kénendé. Sur ce plateau, le taux d'agression est de 5.3 % alors qu'il plafonne à 3.3 % dans le reste de Dubréka. Cependant, dans la zone nord de Dubréka, hors plateau, plusieurs quartiers présentent des taux d'agression plus élevés qu'ailleurs. Ce sont le quartier de Simbaya (18.2 %) et le quartier contigu de Gbéréyiré (12.5 %).

En revanche, pour les violences sexuelles, les taux dans les deux communes sont proche de la moyenne du DLS 2014 avec respectivement 2 % et 2.3 % de prévalence à Coyah et Dubréka (DLS 2014 : 2.4 %). Les agressions sexuelles ont tendance à se concentrer dans la zone de Dubréka hors plateau. Sur le plateau, le taux est de 1.8 % alors qu'hors plateau dans les parties nord de la commune, il grimpe à 3.9 %.

TABLEAU 3 **TAUX DE CAMBRIOLAGE SUR 3 ANS, EN % AVEC MOYENNE COMPARÉE DES ZONES DE CONAKRY (DLS 2014)**

	Coyah %	Dubréka %	Moyenne Conakry du DLS 2014 %
Non	69.3	74.2	64.5
Oui	30.7	25.8	35.5
	100 %	100 %	100 %
N	**1197**	**1289**	**3637**

TABLEAU 4 **TAUX D'AGRESSION SUR 3 ANS, EN % AVEC MOYENNE COMPARÉE DES ZONES DE CONAKRY (DLS 2014)**

	Coyah %	Dubréka %	Moyenne Conakry du DLS 2014 %
Non	97.2	95.2	89.6
Oui	2.8	4.8	10.4
	100 %	100 %	100 %
N	**1198**	**1291**	**3637**

TABLEAU 5 **LES TAUX D'AGRESSION SEXUELLE SUR 3 ANS, EN % AVEC MOYENNE COMPARÉE DES ZONES DE CONAKRY (DLS 2014)**

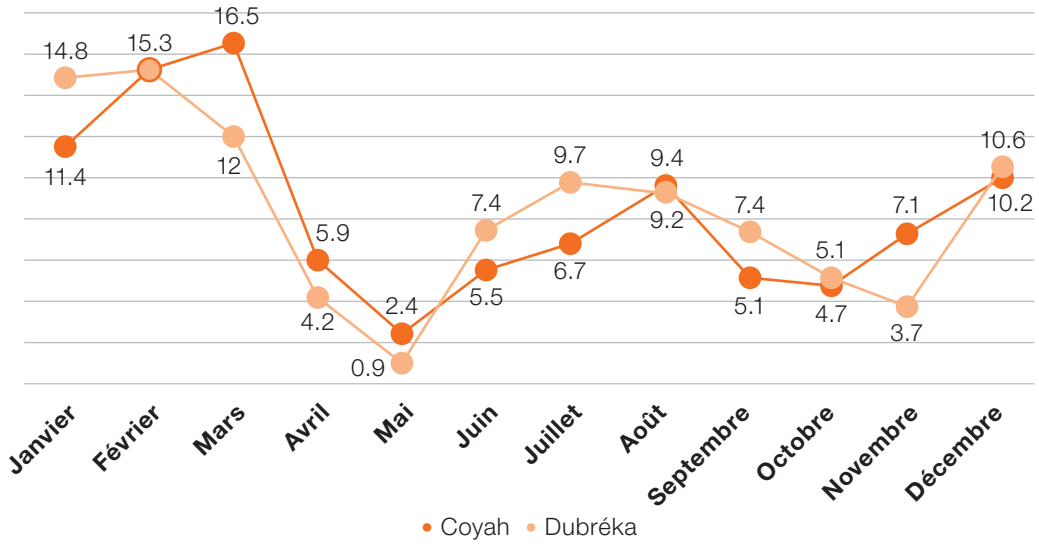
	Coyah %	Dubréka %	Moyenne Conakry du DLS 2014 %
Non	98.0	97.7	97.7
Oui	2.0	2.3	2.3
	100 %	100 %	100 %
N	**1195**	**1286**	**3667**

LES TENDANCES DE LA CRIMINALITÉ

Les cambriolages touchent fréquemment les mêmes personnes. En effet, 54.2 % des victimes de Coyah et 61.4 % à Dubréka ont subi un cambriolage plus d'une fois sur 3 ans. En règle générale, à Coyah, la majeure partie des victimes d'agression ne l'a été qu'une seule fois (70.6 %) sur 3 ans. En revanche à Dubréka, 48.4 % des victimes d'agressions disant l'avoir été au moins deux fois sur les derniers trois ans.

Si l'on avait pu déceler une saison des cambriolages à Conakry (toutes les communes, cf. DLS 2014 et DLS 2016 pour Kaloum et Dixinn) qui équivalait à la saison des pluies, cela n'est pas vrai pour Coyah et Dubréka où les cambriolages ont même tendance à avoir une saison haute entre janvier et mars. On observe une distribution des cambriolages sur l'année très semblable dans les deux communes urbaines avec une légère concentration de janvier à mars.

FIGURE 4 **DISTRIBUTION DES CAMBRIOLAGES DANS L'ANNÉE À COYAH ET DUBRÉKA**



L'essentiel des cambriolages se déroule de nuit dans les deux communes urbaines (80 % et 82 %). C'est également vrai pour les agressions à Dubréka où 64.7 % d'entre elles ont lieu de nuit. A Coyah, cette concentration est moins nette puisque 44.5 % des agressions se sont déroulées dans la journée : 30.6 % le matin et 13.9 % l'après-midi.

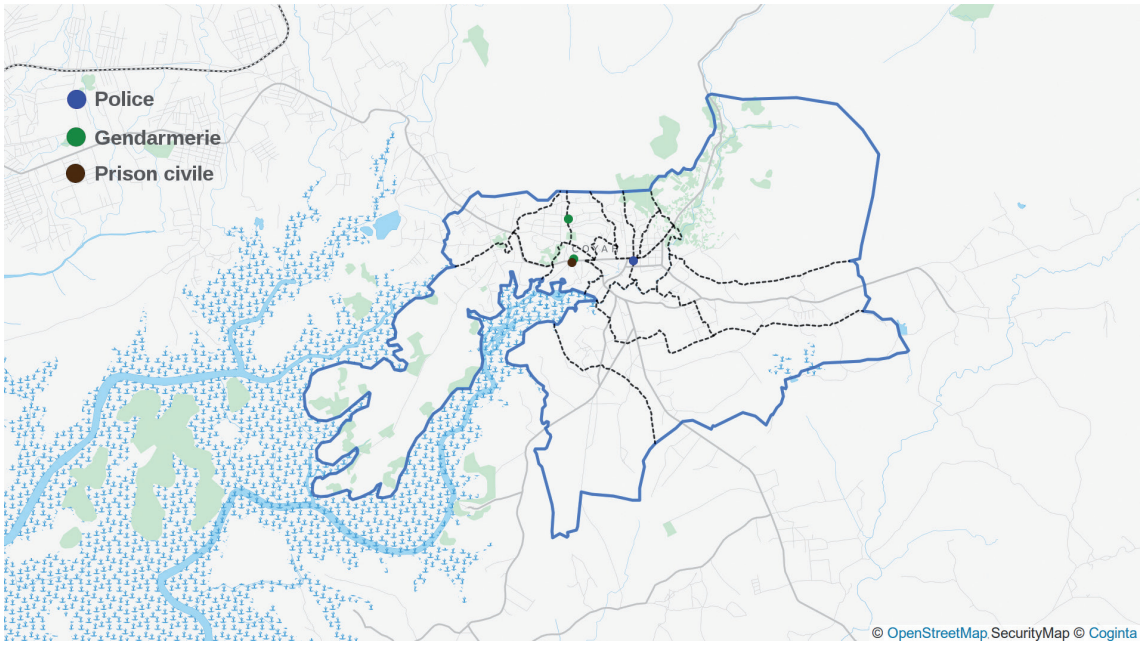
TABLEAU 6 **DISTRIBUTION DES CAMBRIOLAGES ET DES AGRESSIONS DANS LA JOURNÉE À COYAH ET DUBRÉKA, EN %**

	Cambriolages		Agressions	
	Coyah %	Dubréka %	Coyah %	Dubréka %
Entre 22h et 6h	80.0	82.0	38.9	64.7
Entre 6h et 12h	7.1	4.5	30.6	7.8
Entre 12h et 18h	7.1	8.5	13.9	7.8
Entre 18h et 22h	5.0	5.0	16.7	19.6
	100 %	100 %	100 %	100 %
N	**323**	**283**	**36**	**51**

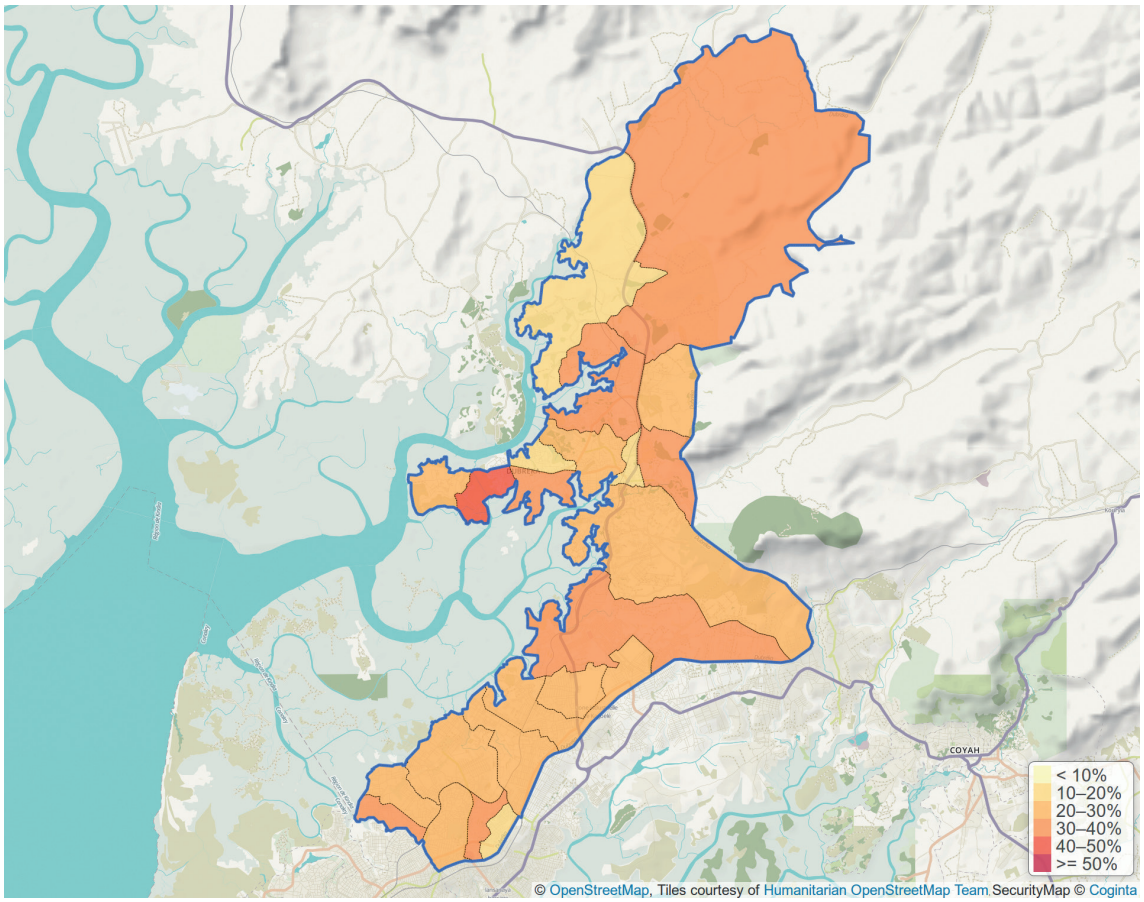
CONTEXTE ET PROFIL DES VICTIMES DE CAMBRIOLAGE ET D'AGRESSION

Les cambriolages se déroulent avant tout dans les quartiers les plus pauvres. 31.6 % des résidents déclarent avoir été cambriolés sur 3 ans dans ces quartiers contre 24.8 % et 26.7 % dans les quartiers modestes et résidentiels respectivement. En revanche, les quartiers les plus riches sont aussi plus vulnérables aux agressions. Le taux d'agression moyen s'élève à 5.6 % dans les quartiers résidentiels contre 3.4 % dans les quartiers modestes et 3.8 % dans les quartiers pauvres.

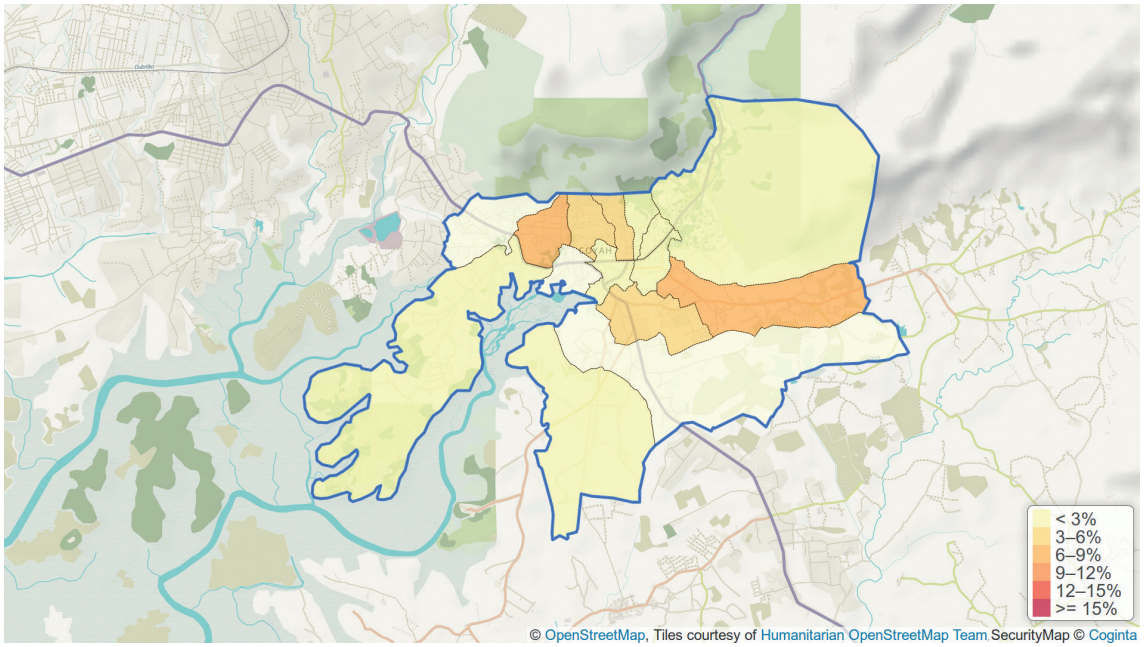
CARTE 7 **DISTRIBUTION GÉOGRAPHIQUE DES TAUX DE CAMBRIOLAGES PAR QUARTIER À COYAH**



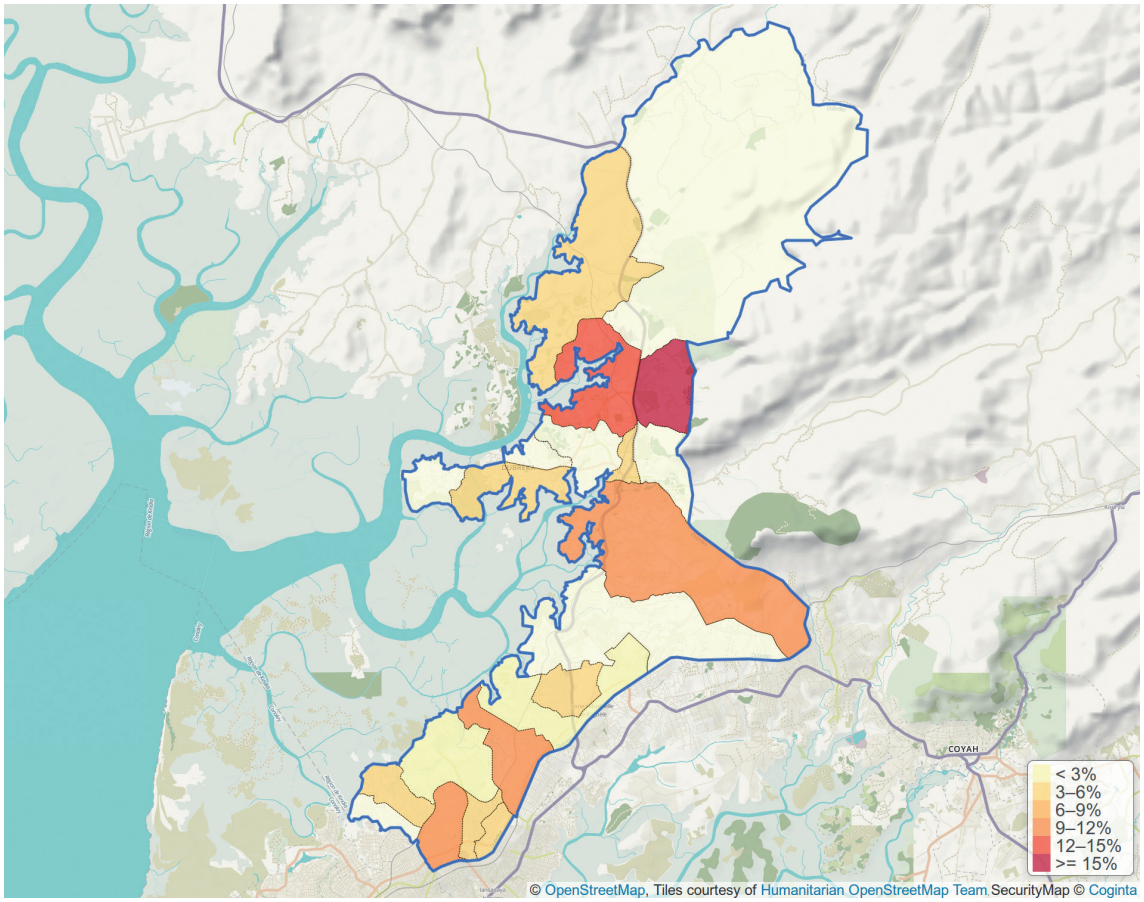
CARTE 8 **DISTRIBUTION GÉOGRAPHIQUE DES TAUX DE CAMBRIOLAGES PAR QUARTIER À DUBRÉKA**



CARTE 9 **DISTRIBUTION GÉOGRAPHIQUE DES TAUX D'AGRESSION PAR QUARTIER À COYAH**



CARTE 10 **DISTRIBUTION GÉOGRAPHIQUE DES TAUX D'AGRESSION PAR QUARTIER À DUBRÉKA**



Les agressions se déroulent en priorité dans des zones où l'incivilité domine. Le contexte typique d'une agression est un quartier où les victimes affirment observer sensiblement plus de problèmes liés à la consommation et vente de drogues, de déprédations et de présence de bandes de jeunes agressives. A titre d'exemple, on peut mentionner que la présence de bandes de jeunes agressives dans un quartier multiplie par un facteur de plus de 2 le risque d'agression : ceux qui déclarent qu'il existe de telles bandes dans leur quartier sont 7.9 % à avoir été victime d'une agression contre 2.9 % pour les autres. La présence de déprédations dans le quartier multiplie également les risques d'agressions par un facteur de 2 : ceux qui déclarent observer des déprédations dans leur quartier sont 6.2 % à avoir été victime d'une agression contre 3.1 % pour les autres. On peut donc dire qu'un contexte d'incivilités dans un quartier engendre des risques accrus d'agressions.

L'agression ne touche cependant pas tout le monde de la même manière. Il s'avère que ce sont avant tout les jeunes hommes les plus éduqués issus dans la tranche d'âge de 18 à 25 ans qui affirment avoir été victimes d'une agression dans le sondage. Ainsi, 5.1 % des hommes déclarent avoir fait l'objet d'une agression contre 2.7 % des femmes. Les 18-25 ans sont 5 % à déclarer avoir été victime d'une agression contre 3.6 % dans les autres catégories d'âge en moyenne.

La seule variable policière à laquelle la prévalence de l'agression est associée est l'opinion sur le fait que la police fait ou non de la prévention. Ceux qui sont d'avis que la police ne fait pas du tout de prévention sont également plus souvent victimes d'agressions (4.8 %) que ce qui estiment qu'elle en fait (2.7 %).

TABLEAU 7 **PRÉVALENCE DE L'AGRESSION EN FONCTION DE L'ÂGE DE LA VICTIME, EN %**

Victime d'agression	18-25 ans %	Plus de 25 ans %
Non	5.0	3.6
Oui	95.0	96.4
	100 %	100 %
N	**559**	**1735**

TABLEAU 8 **PRÉVALENCE DE L'AGRESSION EN FONCTION DU GENRE DE LA VICTIME, EN %**

Victime d'agression	Hommes %	Femmes %
Oui	5.1	2.7
Non	94.9	97.4
	100 %	100 %
N	**1243**	**1246**

TABLEAU 9 **PRÉVALENCE DE L'AGRESSION EN FONCTION DE LA PRÉSENCE DE DÉGRADATIONS DANS LE QUARTIER, EN %**

Victime d'agression	Dégradations %	Pas de dégradations %
Oui	7.3	2.9
Non	92.7	97.1
	100 %	100 %
N	**605**	**1818**

TABLEAU 10 **PRÉVALENCE DE L'AGRESSION EN FONCTION DE LA PRÉSENCE D'INCIVILITÉS DANS LE QUARTIER, EN %**

Victime d'agression	Pas d'incivilités %	Présence d'incivilités %
Oui	2.1	4.1
Non	97.9	95.9
	100 %	100 %
N	**293**	**2196**

LES AGRESSIONS SEXUELLES

Les taux d'agression sexuelle chez les femmes sont de 3.2 % à Coyah et de 3.3 % à Dubréka. Selon les données du diagnostic, les jeunes femmes âgées de 18 à 25 ans à Dubréka sont particulièrement vulnérables aux agressions sexuelles. 8.5 % des femmes de cette catégorie d'âge rapportent avoir été victime d'une agression sexuelle ces derniers trois ans. A Coyah, les plus jeunes femmes ne connaissent pas de taux plus élevés que la moyenne. A Dubréka, la majorité des cas d'agression sexuelle s'est déroulée dans la zone de Kagbelen et le quartier de Gbéréyiré. Kagbelen plateau est mentionné dans 7 cas d'agression sexuelle ; Kagbelen village et Gbéréyiré dans 4 cas.

LES INCIVILITÉS

TABLEAU 11 **PRÉVALENCE DES INCIVILITÉS ET LEUR DEGRÉ DE DÉRANGEMENT SUR UNE ÉCHELLE DE 1 À 10 À COYAH ET DUBRÉKA**

COYAH

	Parking sauvage %	Dégradations %	Bagarres %	Jeunes agressifs %	Drogues %	Tapages nocturnes %	Alcool excessif %	Insalubrité %	Animaux errants %	Bruits route %
					prévalence					
non	88.8	79.7	73.1	68.1	63.8	62.2	57.8	57.8	54.6	52.3
parfois	5.6	7.5	16.1	15.2	17.1	20.2	16.1	15.6	18.2	17.9
souvent	5.6	12.8	10.8	16.7	19.1	17.6	26.1	26.6	27.2	29.8
total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
N	**1190**	**1173**	**1179**	**1167**	**1083**	**1191**	**1113**	**1191**	**1184**	**1194**
					Degré de nuisance					
moyenne	7.87	7.84	7.37	8.25	8.45	7.72	8.1	8.16	7.51	6.84

DUBRÉKA

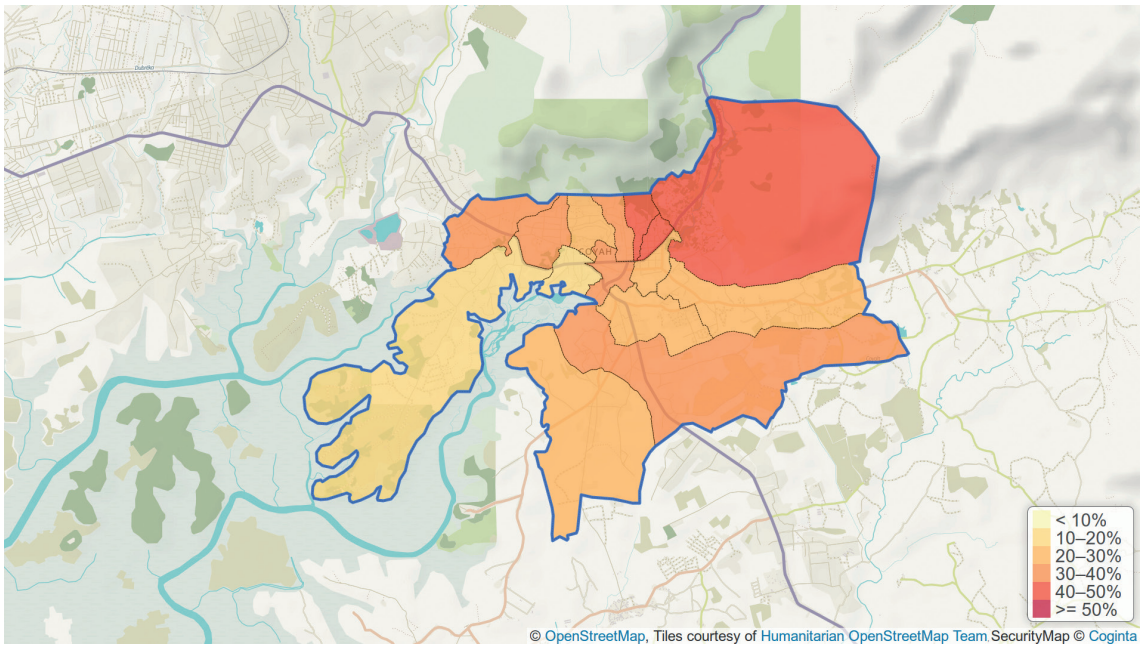
	Parking sauvage %	Dégradations %	Bagarres %	Jeunes agressifs %	Drogues %	Tapages nocturnes %	Alcool excessif %	Insalubrité %	Animaux errants %	Bruits route %
					prévalence					
non	87.5	70.8	71	64.0	48.9	68.6	54.8	50.3	59.7	64.3
parfois	5.5	10.8	19.2	14.5	14.7	17.3	17.6	14.5	14.9	14.6
souvent	7.0	18.4	9.8	21.5	36.4	14.1	27.4	35.2	25.4	21.1
total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
N	**1262**	**1255**	**1242**	**1230**	**1147**	**1272**	**1162**	**1277**	**1270**	**1278**
					Degré de nuisance					
moyenne	7.58	7.38	7.16	8.62	8.43	7.56	7.6	8.39	7.02	6.18

Les incivilités les plus fréquentes à Coyah sont les bruits de circulation qui affectent environ 1 résident sur 2 (47.7 %), suivis des animaux errants (46.4 %), de l'insalubrité (42.2 %) et de la consommation d'alcool excessive (42.2 %). Les problèmes de drogue ou de bandes de jeunes agressives sont moins fréquents mais ils ont tendance à plus déranger les résidents. Sur une échelle de 1 à 10 (où 10 signifie qu'un problème dérange beaucoup), les résidents de Coyah attribuent les notes de 8.25 et de 8.45 aux problèmes des bandes agressives et de drogue respectivement.

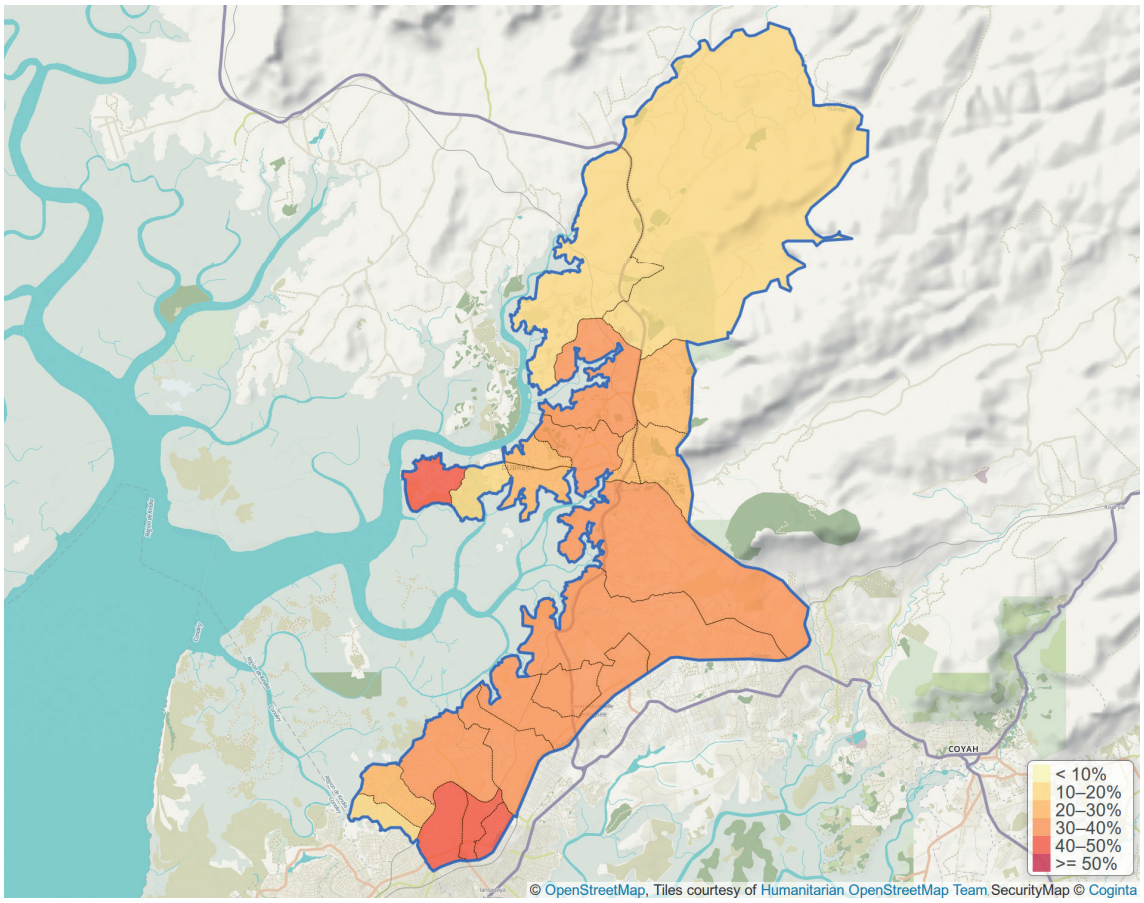
A Dubréka, les problèmes de drogues (51.1 %) et l'insalubrité (49.7 %) sont les deux incivilités qui s'avèrent les plus fréquentes. L'insalubrité tend à se concentrer sur le plateau de Dubréka où 54.4 % des résidents en constatent dans le quartier alors que seulement 35 % des résidents du reste de Dubréka le font. Ces deux problèmes sont nettement plus fréquents qu'à Coyah. Quelques autres incivilités se concentrent sur le plateau de Dubréka. C'est le cas de la drogue et des bandes de jeunes agressives. Les résidents du plateau perçoivent plus de drogue (52.5 % contre 46.8 % hors plateau) et plus de bandes de jeunes agressives (38.9 % contre 27 % hors du plateau). En revanche, les animaux errants se retrouvent plutôt hors plateau (48.3 % contre 37.8 % sur le plateau) ; l'alcool excessif se retrouve dans les mêmes proportions sur le plateau et hors plateau à Dubréka.

Les cartes suivantes présentent la distribution des taux de présence de bandes de jeunes agressives et de problèmes de drogue dans les deux communes étudiées. Géographiquement, les problèmes de bandes de jeunes et de drogue se situent plutôt dans les quartiers nord de Coyah (ainsi qu'à Doumbouya école) et sur le plateau de Dubréka (avec quelques poches au nord).

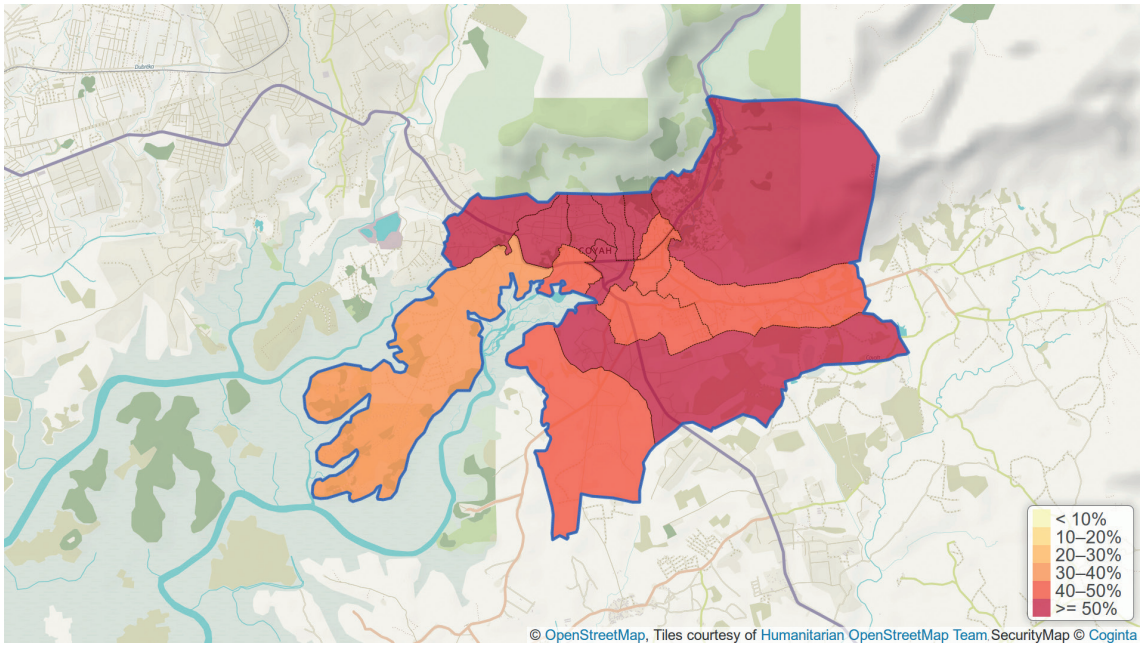
CARTE 11 **DISTRIBUTION TERRITORIALE DES TAUX DE BANDES DE JEUNES AGRESSIVES PAR QUARTIER À COYAH**



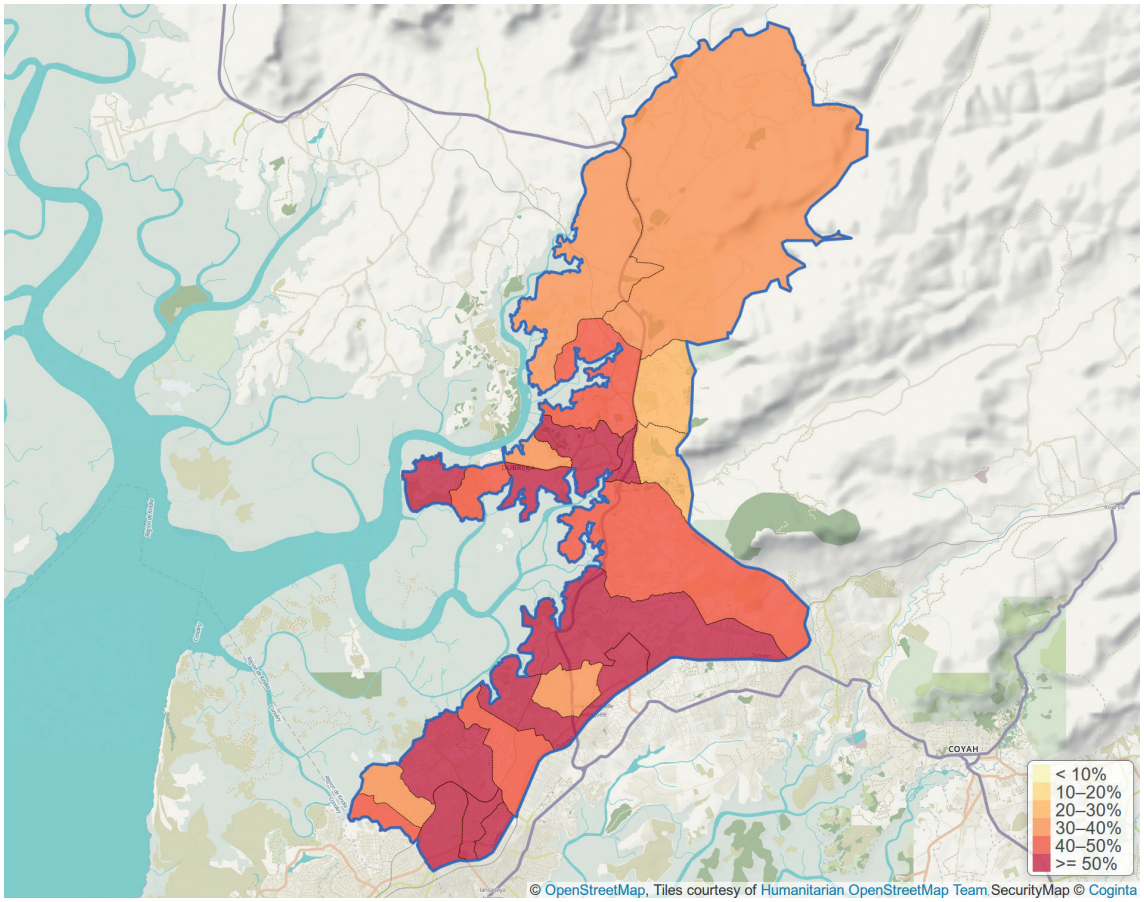
CARTE 12 **DISTRIBUTION TERRITORIALE DES TAUX DE BANDES DE JEUNES AGRESSIVES PAR QUARTIER À DUBRÉKA**



CARTE 13 **DISTRIBUTION TERRITORIALE DES TAUX DE PRÉSENCE DE DROGUE DANS LES QUARTIERS DE COYAH**



CARTE 14 **DISTRIBUTION TERRITORIALE DES TAUX DE PRÉSENCE DE DROGUE DANS LES QUARTIERS DE DUBRÉKA**



Les bandes de jeunes agressives tendent à être plus fréquentes dans les quartiers résidentiels. 41.2 % des résidents de ces quartiers en constatent chez eux contre 32.7 % et 26.4 % dans les quartiers modestes et pauvres respectivement. Cette concentration dans les quartiers résidentiels est également vrai de la problématique de la drogue, mais dans une moindre mesure. 53.6 % des résidents des quartiers résidentiels en constatent contre 50.8 % et 47.5 % dans les quartiers modestes et pauvres respectivement. L'insalubrité et les déprédations, plus étonnamment, se concentrent également dans ces quartiers résidentiels. 55.9 % des résidents de ces quartiers contre 45.5 % et 36.2 % dans les quartiers modestes et pauvres respectivement en constatent.

D'une manière générale, les incivilités qui dérangent le plus sont moins fréquentes à Coyah et Dubréka qu'à Conakry. 77.6 % des résidents de Ratoma et 82 % des résidents de Sonfonia affirmaient, en 2014, observer dans leur quartier des problèmes de drogue alors que seuls 51.1 % des résidents de Dubréka et 36.2 % de ceux de Coyah le font. A Conakry, environ 60 % des résidents disaient observer en 2014 des bandes de jeunes agressives dans leur quartier alors qu'à Coyah et Dubréka seuls 31.9 % et 36 % respectivement le font.



CHAPITRE III

LES QUARTIERS SENSIBLES



CHAPITRE III

CHAPITRE III

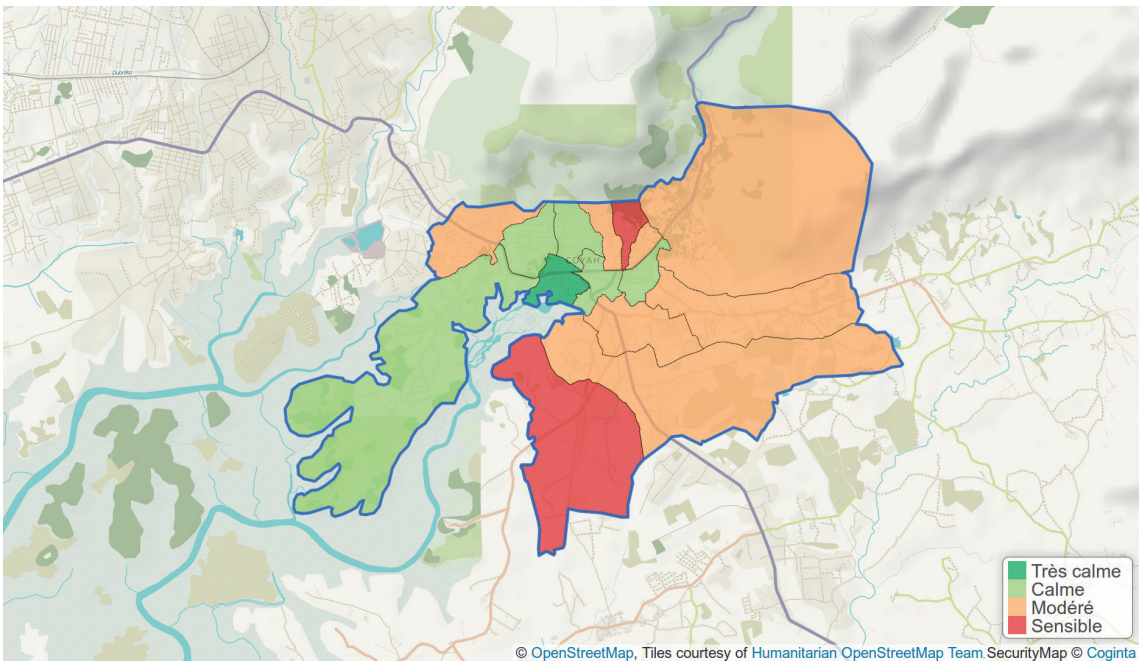
Pour identifier les quartiers les plus problématiques d'un point de vue sécuritaire, le diagnostic a construit un indice de sensibilité des quartiers à partir d'une formule comprenant les taux de criminalité, le sentiment d'insécurité et les taux des incivilités les plus dérangeantes.[3]

A Coyah, deux quartiers s'avèrent passer au-dessus la barre de 40 sur l'indice composite de sécurité. Il s'agit de Doumbouya centre, qui obtient 40.1, et de Nord 2, qui obtient la même valeur. Les quartiers les plus calmes, selon l'indice, sont Labo (19.9), Somaya centre (23) et Nakiri (25.2). La carte 15 plus bas permet d'observer que l'ouest de la commune est plus calme que l'est et le sud.

A Dubréka, le quartier de Bailobaya plateau et celui de Koleyansira obtiennent les valeurs les plus élevées de l'indice avec respectivement 41.3 et 41. Suivent les quartiers de Kagbalen plateau (39.6) et de Gbéréyiré (38.3). Les quartiers les plus calmes sont ceux de Samatran plateau (18.6), Mafoudia Bangoura (20), Toumaniya (20.8) et Yorokogueya (20.8). En règle générale, le nord de la commune est plus calme que le plateau de Dubréka (carte no 16).

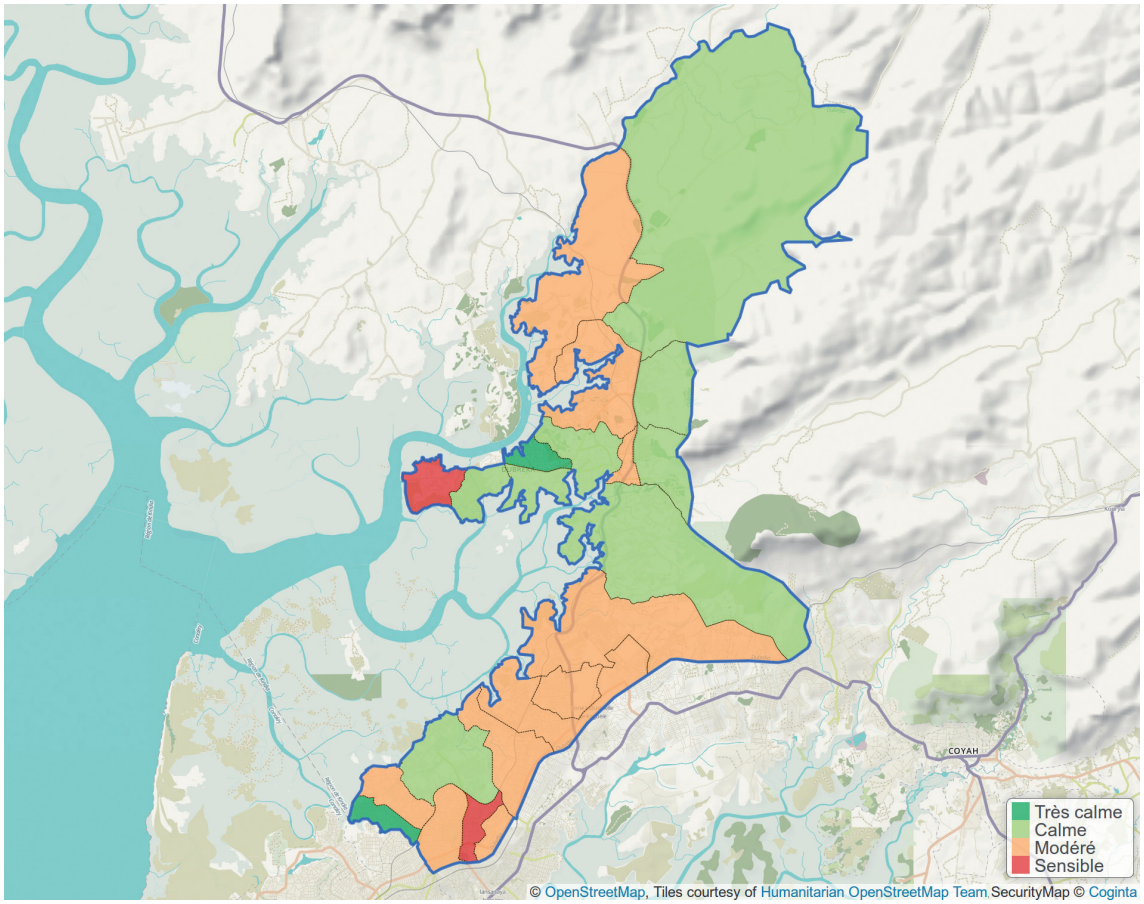
L'indice utilisé dans ce diagnostic étant différent des DLS précédents menés à Conakry, les valeurs ne sont donc pas strictement comparables. Aucun des quartiers de Coyah et de Dubréka ne franchirait le seuil des quartiers appelés sensibles dans les DLS 2014. En mettant à la même échelle les deux indices, le seuil des quartiers sensibles commencerait à 47 seulement. Cette mesure synthétique permet de montrer que les deux communes périphériques de Coyah et de Dubréka bénéficient de niveaux moyens de sécurité nettement supérieurs à ceux de la capitale et que même le plateau de Dubréka, plus vulnérable à l'insécurité, s'avère relativement calme en comparaison avec une commune comme Ratoma ou Matoto.

CARTE 15 **LA SÉCURITÉ DANS LES QUARTIERS DE COYAH SELON L'INDICE DE SENSIBILITÉ**



3 L'indice est construit de la manière suivante. Pour donner du poids aux problèmes de criminalité, l'indice multiplie par deux les taux de cambriolage, d'agression et de violence sexuelle. Le sentiment d'insécurité de jour est également multiplié par deux car particulièrement dérangeant. La valeur du sentiment d'insécurité de nuit reste la même. Deux incivilités sont introduites dans la formule, les problèmes de drogues et les problèmes de bandes de jeunes. Pour réduire leur poids dans l'indice, les valeurs obtenues par ces incivilités sont divisées par deux. La valeur d'un quartier est l'addition des résultats pour chaque indicateur ainsi calculé et le total est divisé par le nombre d'indicateurs dans la formule, soit 7.

CARTE 16 **LA SÉCURITÉ DANS LES QUARTIERS DE DUBRÉKA SELON L'INDICE DE SENSIBILITÉ**



CHAPITRE IV

LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ



CHAPITRE IV

CHAPITRE IV

L'INSÉCURITÉ DE JOUR ET DE NUIT

Malgré les chiffres relativement bons en matière de sécurité, le sentiment d'insécurité de jour est élevé à Coyah et Dubréka et s'avère, a priori paradoxalement, plus élevé que dans les communes urbaines étudiées dans le DLS 2014.

C'est à Dubréka où les taux sont les moins bons avec 25.2 % d'insécurisés de jour contre 23.7 % à Coyah. La moyenne du DLS de 2014 était de 22 % d'insécurisés de jour. Mais certaines communes urbaines de Conakry connaissaient des taux d'insécurisés similaires à Dubréka. Matoto, par exemple, a un taux d'insécurisés de jour de 26.8 % et Matam de 23.2 %. C'est surtout sur le plateau de Dubréka que les résidents se sentent plus insécurisés le jour. Sur le plateau, on compte 26.6 % d'insécurisés de jour contre 20.5 % dans le reste de la commune. Ce taux sur le plateau est pratiquement identique à celui de la commune voisine de Matoto.

De nuit, en revanche, retour à la normale : le sentiment d'insécurité est meilleur à Coyah et Dubréka que dans le reste de Conakry. Le taux d'insécurisés de nuit est de 61.6 % à Coyah. Il est de 68.3 % à Dubréka. Mais encore une fois, c'est surtout sur le plateau de Dubréka que l'on observe plus d'insécurisés la nuit. 72.9 % des résidents du plateau se disent insécurisés de nuit contre seulement 53.3 % dans le reste de la commune. En moyenne, dans le DLS 2014, le taux d'insécurisés nocturnes grimpait à 72.9 % des résidents, soit exactement la même valeur que sur le plateau de Dubréka. Dans les communes urbaines de Conakry voisines du plateau, le taux d'insécurisés de nuit à Matoto culminait à 81.2 % et de 80.6 % à Sonfonia. Comparativement, à part sur le plateau de Dubréka, les résidents de Coyah et Dubréka se disent plus sécurisés de nuit que dans les communes voisines de Ratoma et de Matoto.

TABLEAU 12 **LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ DE JOUR, EN % AVEC MOYENNE COMPARÉE DU DLS 2014**

	Coyah %	Dubréka %	Moyenne Conakry DLS 2014 %
Sécurisé	76.3	74.8	78.0
Insécurisé	23.7	25.2	22.0
	100 %	100 %	100 %
N	**1187**	**1268**	**5049**

TABLEAU 13 **LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ DE NUIT, EN % AVEC MOYENNE COMPARÉE DU DLS 2014**

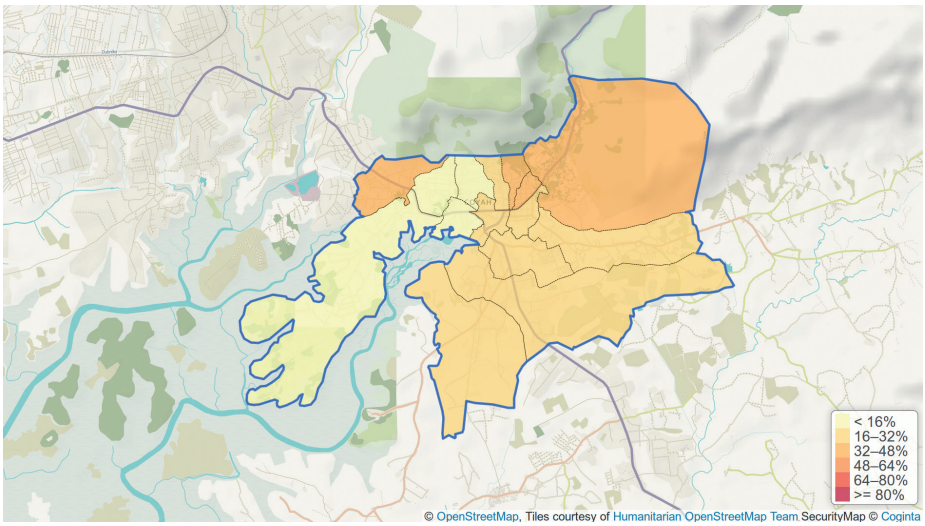
	Coyah %	Dubréka %	Moyenne Conakry DLS 2014 %
Sécurisé	38.4	31.7	27.1
Insécurisé	61.6	68.3	72.9
	100 %	100 %	100 %
N	**1145**	**1235**	**5049**

LA DISTRIBUTION TERRITORIALE DU SENTIMENT D'INSÉCURITÉ

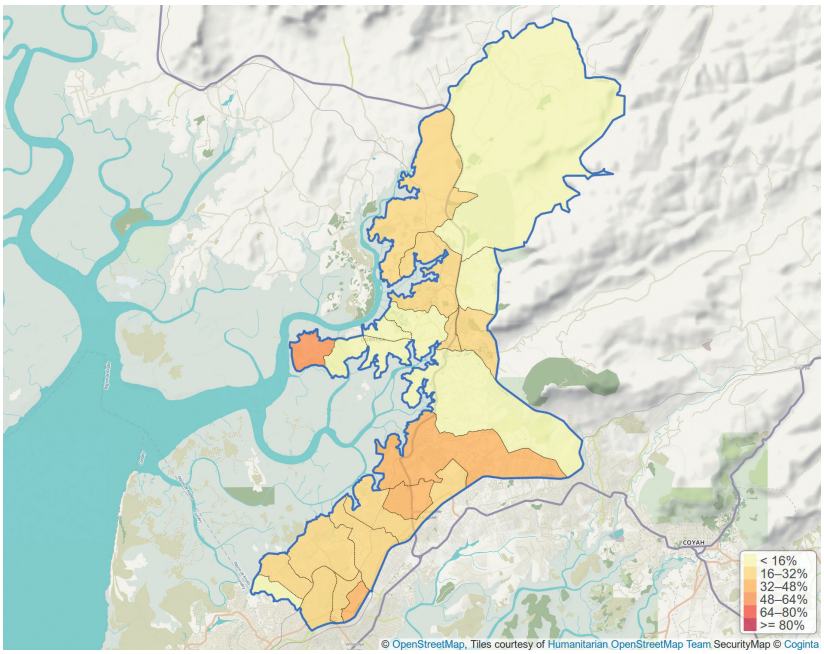
Le nombre d'insécurisés de jour comme de nuit est en règle générale plus élevé dans les quartiers résidentiels de Coyah et de Dubréka. En moyenne, 30.1 % des résidents des quartiers résidentiels se disent insécurisé de jour contre respectivement 22.3 % et 18.4 % dans les quartiers modestes et pauvres. De nuit, le constat est le même. 76 % des résidents des quartiers résidentiels se disent insécurisés contre respectivement 61.7 % et 57.1 % dans les quartiers modestes et pauvres.

Les cartes suivantes présentent la distribution des taux d'insécurisés de jour et de nuit dans les deux communes. A Coyah, le sentiment d'insécurité de jour est un peu plus mauvais à l'est de la commune qu'à l'ouest. Le taux d'insécurisés est plus élevé sur le plateau de Dubréka qu'au nord de la commune.

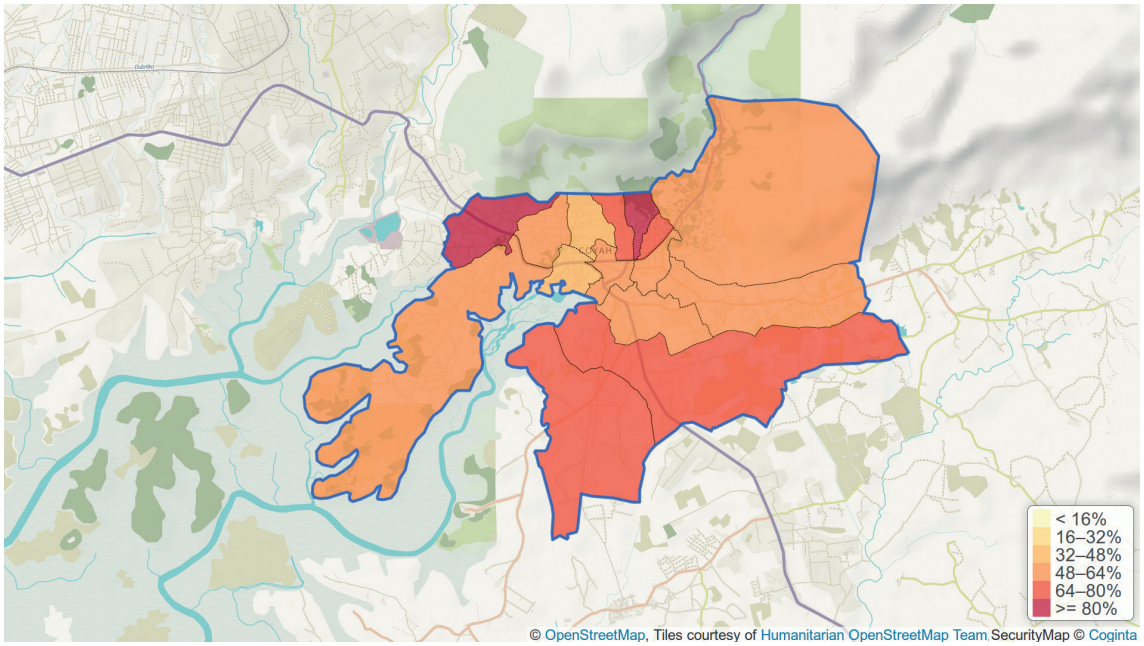
CARTE 17 **DISTRIBUTION GÉOGRAPHIQUE DU SENTIMENT D'INSÉCURITÉ DE JOUR À COYAH (TAUX D'INSÉCURISÉS PAR QUARTIER)**



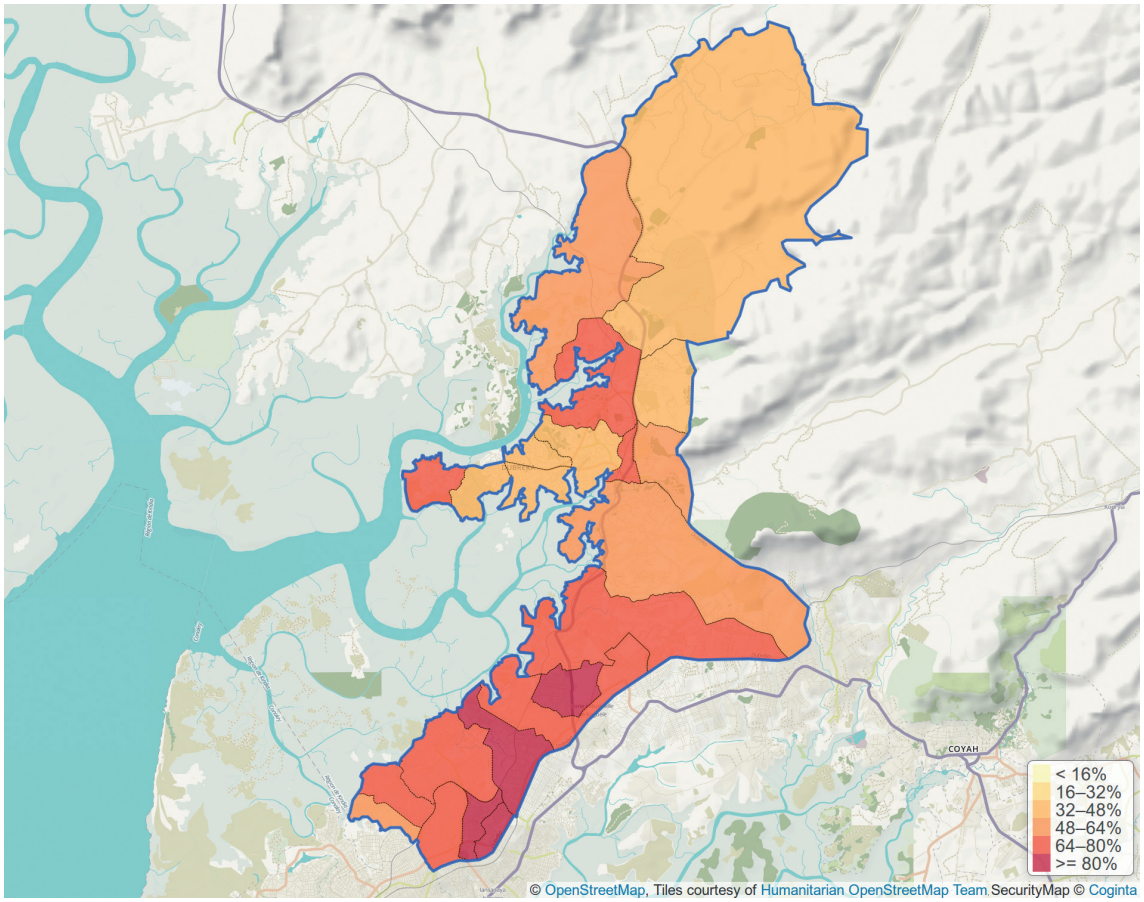
CARTE 18 **DISTRIBUTION GÉOGRAPHIQUE DU SENTIMENT D'INSÉCURITÉ DE JOUR À DUBRÉKA (TAUX D'INSÉCURISÉS PAR QUARTIER)**



CARTE 19 **DISTRIBUTION GÉOGRAPHIQUE DU SENTIMENT D'INSÉCURITÉ DE NUIT À COYAH (TAUX D'INSÉCURISÉS PAR QUARTIER)**



CARTE 20 **DISTRIBUTION GÉOGRAPHIQUE DU SENTIMENT D'INSÉCURITÉ DE NUIT À DUBÉKA (TAUX D'INSÉCURISÉS PAR QUARTIER)**



LES LIEUX D'INSÉCURITÉ

Les résidents de Coyah se déclarent plus en sécurité que ceux de Dubréka. Ils sont également moins nombreux à estimer qu'il existe des endroits peu sûrs dans leur quartier. 44.6 % des résidents de Coyah mentionnent un endroit en particulier contre 48.4 % à Dubréka.

Les lieux les plus souvent mentionnés comme étant générateurs d'insécurité sont des axes routiers, des ponts ou le rail (à Dubréka). Ces éléments d'infrastructure de voies de communication sont les lieux principaux où les résidents de ces cités dortoirs qui font quotidiennement la navette observent de l'insécurité.

Les résidents des deux communes mentionnent également des lieux précis, comme des bars ou des bords de rivière, où peuvent s'installer des petits trafics en tous genres et notamment le trafic de drogues. Les zones d'activités comme les marchés ou les écoles sont rarement mentionnées comme étant des lieux peu rassurants.

Dans ces lieux, la peur d'être agressé est le principal motif d'insécurité. Cette crainte est mentionnée dans 47.1 % des cas à Coyah et dans 40.6 % des cas à Dubréka. Le manque d'éclairage public est également fréquemment mentionné comme générant de l'insécurité. Cela dans 17.9 % des cas à Coyah et dans 13.5 % des cas à Dubréka. La présence de drogués (petit trafic et consommation) génère également de l'insécurité dans 11 % des cas à Coyah et dans 13.1 % des cas à Dubréka. L'absence de passants est également mentionnée dans 8 % des cas à Coyah et dans 15.4 % des cas à Dubréka.

TABLEAU 14 **LES RAISONS INVOQUÉES PAR LES RÉSIDENTS LORSQU'ILS NOMMENT UN LIEU PEU SÛR DANS LEUR QUARTIER, AVEC MOYENNE COMPARÉE DU DLS 2014**

	Coyah %	Dubréka %	Moyenne (2014) %
L'absence de passants	8.0	15.4	1.1
La peur d'être volé ou agressé physiquement	47.1	40.6	50.9
L'existence de graffitis, maque de propreté et insalubrité	0.5	-	0.5
Le manque d'éclairage	17.9	13.5	7.3
L'absence de présence policière	0.7	3.6	1.9
La présence de trafiquants de drogues et les drogués	11.0	13.1	15.9
La présence de mendiants ou vendeurs à la sauvette	-	-	0.1
La présence de maquis avec des personnes ivres	1.6	2.2	1.1
Des groupes de jeunes ou autres bandes agressives	5.5	5.4	14.1
La présence d'étrangleurs	3.9	2.2	2.5
La présence de check points sur les routes	0.9	0.2	0.1
La présence de réfugiés et d'étrangers	-	-	0.1
La présence de maisons ou motels de passe	-	-	0.1

	Coyah %	Dubréka %	Moyenne (2014) %
En cas d'instabilité j'évite les autres quartiers	0.2	-	1.0
Autre	2.8	3.8	3.5
	100 %	100 %	100 %
N	**437**	**635**	**2967**

Pour les résidents, les solutions à l'insécurité dans ces zones chaudes passent par l'installation d'un poste de police dans le quartier (36.8 % à Coyah et 21.5 % à Dubréka), l'amélioration de l'éclairage public (26.1 % à Coyah et 26.7 % à Dubréka), l'augmentation du nombre de policiers (11.6 % à Coyah et 24.5 % à Dubréka) et l'augmentation des patrouilles policières ciblées (10.3 % à Coyah et 9.6 % à Dubréka). A Dubréka, 7.6 % des résidents pensent que la population devrait organiser des groupes d'autodéfense dans ces zones alors qu'à Coyah seuls 4.9 % des résidents appellent de leurs vœux une telle solution. Plus loin, on observera que contrairement à certaines zones de Conakry, la population n'a pas organisé de groupes d'autodéfense dans cette périphérie et, finalement, on voit ici que cette solution communautaire reste très marginale à leurs yeux.

En somme, on peut affirmer que les résidents perçoivent la solution aux problèmes des zones chaudes comme étant une combinaison de mesures urbanistiques (améliorer l'éclairage et qui est souvent du ressort de la commune) et des mesures de police avec, notamment, des effectifs de police augmentés dans ces zones, et le renforcement d'une police de proximité visible et proches des résidents avec un maillage plus dense qu'il ne l'est aujourd'hui de postes de police.

TABLEAU 15 **MESURES PRÉCONISÉES PAR LES RÉSIDENTS POUR SÉCURISER DES LIEUX PEU SÛRS EN % AVEC MOYENNE COMPARÉE DES ZONES DE CONAKRY DU DLS 2014**

	Coyah %	Dubréka %	Moyenne (DLS 2014) %
Plus de policiers	11.6	24.5	10.4
Moins de policiers	2.3	0.7	0.1
Plus de groupes d'autodéfense du quartier	4.9	7.6	0.9
Moins de groupes d'autodéfense du quartier	0.2	1.0	0.4
Plus de nettoyage du quartier	0.6	0.6	0.4
Moins d'attroupement de bandes au bord des routes et des carrefours	0.9	0.7	1.7
Plus d'éclairage public	26.1	26.6	12.3
Plus de patrouilles policières	10.3	9.6	18.5
Disposer d'un numéro gratuit pour une intervention de la police	3.1	2.1	4.0
Avoir un poste de police	36.8	21.5	36.7
Autre	3.3	5.1	13.6
	100 %	100 %	100 %
N	**1161**	**1231**	**2944**

LE CONTEXTE ET PROFIL DES INSÉCURISÉS

C'est l'expérience d'une agression passée qui explique le mieux la peur ressentie par les résidents la nuit. Avoir fait l'objet d'une agression les derniers trois ans multiplie pas un facteur de 5.2 % les craintes des résidents lorsqu'ils marchent seuls dans les rues de leur quartier la nuit. S'ils constatent des bandes de jeunes agressives dans le quartier, le nombre d'insécurisés de nuit est multiplié par un facteur de 2.65.

Le sentiment d'insécurité est également associé de près à l'image de la police. Ceux qui pensent que la police fait du bon travail sont 56 % à se dire insécurisés de nuit ; ce taux bondit à 79.5 % pour ceux qui estiment qu'elle fait du mauvais travail. Si l'on estime que la police est visible dans le quartier, qu'elle intervient dans des délais courts, qu'elle fait de la prévention, qu'elle est proche du public ou encore qu'elle traite tout le monde de la même manière, alors on est nettement insécurisés de nuit que si l'on pense le contraire. Les données du diagnostic démontrent qu'une police appliquant les principes de police de proximité est susceptible d'améliorer significativement le sentiment d'insécurité de nuit mais également de jour, comme on va le voir.

La nuit, le genre, l'âge ou le niveau d'éducation n'ont pas d'effet sur le sentiment d'insécurité. L'insécurité ressentie la nuit ne varie pas en fonction de ces facteurs démographiques contrairement à ce que l'on constate dans la plupart des villes européennes. Le sentiment de vulnérabilité face à l'agression est le même que l'on soit un homme ou une femme, ou que l'on soit plus âgé ou plus jeune. L'insécurité ressentie ne varie pas non plus en fonction du niveau de cohésion sociale ni des mécanismes de contrôle social. C'est très différent de jour.

De jour, le profil des insécurisés est en effet différent. L'existence de bandes de jeunes agressives, de bagarres dans le quartier ou de drogues semble être les raisons principales de l'insécurité ressentie par les résidents pendant la journée dans leur quartier. Ainsi, par exemple, dans les quartiers où sévissent des bandes de jeunes agressives, le sentiment d'insécurité bondit de 20.8 % à 32.4 %. Les classes moyennes et aisées (plus de 30 %) sont plus insécurisées que les plus modestes (env. 22 %). C'est donc surtout dans les quartiers résidentiels, plus riches, que le sentiment d'insécurité grimpe significativement de jour. A Coyah, 39.7 % des résidents des quartiers résidentiels se déclarent insécurisés de jour, dans leur quartier, contre 17.4 % des résidents des quartiers les plus pauvres. A Dubréka, cet effet du type de quartier est moins ample même s'il est également visible. 29.1 % des résidents des quartiers résidentiels se déclarent insécurisés de jour contre 19 % des résidents des quartiers pauvres.

Les femmes sont plus insécurisées de jour (28.6 %) que les hommes (21.1 %). Mais on ne constate pas d'effet de l'âge et l'effet du genre sur le sentiment d'insécurité. Celui-ci disparaît lorsqu'il est contrôlé par d'autres variables.

Si la nuit le contrôle social est inopérant, en revanche, de jour ce contrôle a un effet sur le sentiment d'insécurité. Ainsi, si un résident estime improbable qu'un voisin intervienne en cas de vol chez lui, le sentiment d'insécurité de jour bondit à 39.4 % contre 22.6 % chez les autres. Cet effet s'observe surtout à Dubréka, et un peu moins à Coyah, probablement en raison des distances parfois importantes entre les concessions à Dubréka. A Dubréka, le contrôle social s'avère même le facteur le plus important, avec le plus de poids, pour expliquer le sentiment d'insécurité de jour dans les modèles heuristiques que nous avons testés.

Comme c'était le cas de nuit, les stratégies policières jouent également un rôle prépondérant dans l'explication du sentiment d'insécurité. Pratiquement toutes les dimensions de la police de proximité jouent. Ceux qui estiment que la police est proche du public sont plus sécurisés (22.4 %) que les autres (28.4 %). S'ils estiment que la police connait bien le terrain, ils sont 21.7 % à se déclarer insécurisés contre 34.1 % pour les autres. S'ils estiment que la police intervient dans des délais courts sur appel, ils sont 24.2 % à se déclarer insécurisés contre 29 % pour les autres. S'ils estiment que la police traite tout le monde de la même manière, ils sont 20.2 % à se déclarer sécurisés de jour contre 27.9 % pour les autres. En d'autres termes, l'application des principes de la police de proximité est de nature à rassurer les gens de jour comme de nuit.

TABLEAU 16 **LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ DE JOUR EN FONCTION DE LA PRÉSENCE DE BANDES DE JEUNES AGRESSIVES, EN %**

	Présence de bandes de jeunes agressives	
	Non %	Oui %
Sécurisé	79.2	67.6
Insécurisé	20.8	32.4
Total	100 %	100 %
N	**1908**	**1046**

TABLEAU 17 **LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ DE JOUR EN FONCTION DE LA PRÉSENCE DE DROGUES DANS LE QUARTIER, EN %**

	Consommation de drogues	
	Non %	Oui %
Sécurisé	79.0	71.4
Insécurisé	21.0	28.6
Total	100 %	100 %
N	**1326**	**1427**

TABLEAU 18 **LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ DE JOUR EN FONCTION DU GENRE, EN %**

	Masculin %	Féminin %
Sécurisé	78.9	71.4
Insécurisé	21.1	28.6
Total	100 %	100 %
N	**1545**	**1545**

TABLEAU 19 **LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ DE JOUR EN FONCTION DE L'OPINION SUR LA CONNAISSANCE DU TERRAIN DE LA POLICE, EN %**

	Ne connait pas le terrain %	Connait le terrain %
Sécurisé	65.9	78.3
Insécurisé	34.1	21.7
Total	100 %	100 %
N	**1171**	**1371**

TABLEAU 20 **LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ DE JOUR EN FONCTION DE L'OPINION SUR LE FAIT QUE LA POLICE SOIT PROCHE OU NON DU PUBLIC, EN %**

	N'est pas proche du public %	Est proche du public %
Sécurisé	71.6	77.6
Insécurisé	28.4	22.4
Total	100 %	100 %
N	**1659**	**972**

L'INQUIÉTUDE FACE À LA CRIMINALITÉ

Les résidents des deux communes sont en règle générale assez inquiets ou même très inquiets quant au risque d'être victime d'un vol (67.7 % d'inquiets à Coyah et 64.8 % à Dubréka). C'est surtout sur le plateau de Dubréka que les résidents manifestent plus d'inquiétude à ce sujet (65.8 % sur le plateau contre 61.7 % dans le reste de la commune).

Les résidents sont également plutôt inquiets ou très inquiets quant au risque d'agression (61.7 % et 62.1 % respectivement à Coyah et Dubréka). Là encore, c'est sur le plateau de Dubréka que l'on observe le plus d'inquiets (65.3 % contre 51.8 % ailleurs dans la commune). Ce sont surtout les femmes qui se disent inquiètes face au risque d'agression : en moyenne, 73.6 % des femmes de déclarent inquiètes contre 50.8 % des hommes. Elles sont également plus inquiètes que les hommes quant au risque de cambriolage : 76.8 % contre 54.2 % pour les hommes.

TABLEAU 21 **L'INQUIÉTUDE FACE À LA POSSIBILITÉ D'ÊTRE VICTIME D'UN CAMBRIOLAGE, EN %**

	Coyah %	Dubréka %
Pas ou peu inquiet	32.3	35.2
Assez ou très inquiet	67.7	64.8
	100 %	100 %
N	**1189**	**1261**

TABLEAU 22 **L'INQUIÉTUDE FACE À LA POSSIBILITÉ D'ÊTRE VICTIME D'UNE AGRESSION, EN %**

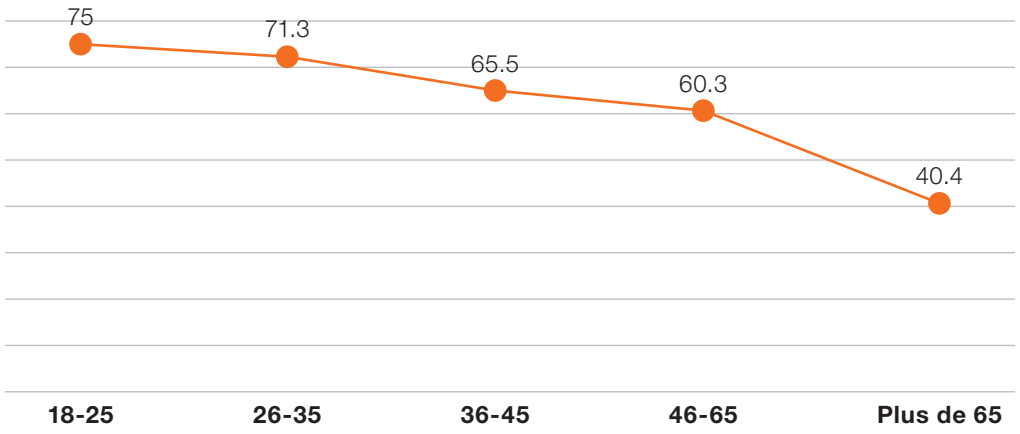
	Coyah %	Dubréka %
Pas ou peu inquiet	38.3	37.9
Assez ou très inquiet	61.7	62.1
	100 %	100 %
N	**1181**	**1249**

Enfin, les femmes manifestent également de l'inquiétude face au risque de viol. 66.8 % des femmes de Coyah et 66.2 % des femmes de Dubréka se disent inquiètes face à ce risque. Et comme on l'observe pour de nombreux indicateurs, l'inquiétude est plus élevée sur le plateau de Dubréka avec 68.6 % des femmes qui se déclarent inquiètes contre 58.6 % dans le reste de la commune. L'inquiétude est également plus élevée dans les quartiers résidentiels (70.9 %) que dans les quartiers pauvres (61.7 %). Ce sont surtout les plus jeunes femmes qui manifestent de l'inquiétude face au risque de viol. 74.3 % des jeunes femmes de 18 à 25 ans sont inquiètes. Ce taux diminue ensuite en fonction de l'âge.

TABLEAU 23 **L'INQUIÉTUDE DES FEMMES FACE AU RISQUE D'UNE AGRESSION SEXUELLE, EN %**

	Coyah %	Dubréka %
Pas ou peu inquiet	33.2	33.8
Assez ou très inquiet	66.8	66.1
	100 %	100 %
N	**582**	**588**

FIGURE 5 **LE TAUX DE FEMMES INQUIÈTES FACE AU RISQUE D'AGRESSION SEXUELLE EN FONCTION DE L'ÂGE (DONNÉES PONDÉRÉES)**



Les résidents de Dubréka sont sensiblement plus inquiets face à l'éventualité d'être victime d'un délit dans les 12 prochains mois. 47.6 % pensent que cela est probable à Dubréka alors que, à Coyah, 42.1 % pensent également ainsi. Ce sont surtout les femmes qui sont insécurisées : 57.2 % contre 36.6 % des hommes. Une expérience récente de victimisation, la présence de bandes de jeunes agressives dans le quartier, l'absence de visibilité de la police et la faiblesse du contrôle social local sont les principaux facteurs qui affectent le sentiment face au risque de délit.

TABLEAU 24 **L'INQUIÉTUDE FACE À LA PROBABILITÉ D'ÊTRE VICTIME D'UN CRIME LES 12 PROCHAINS MOIS, EN %**

	Coyah %	Dubréka %
Peu ou pas probable	57.9	52.4
Assez ou très probable	42.1	47.6
	100 %	100 %
N	**1057**	**1097**

ÉCHELLE DE 1 – 10

Sur une échelle de 1 à 10 mesurant le niveau de sécurité, les résidents des deux communes attribuent une note sensiblement supérieure à la moyenne : 5.34 à Coyah et 5.19 à Dubréka. C'est mieux qu'à Matoto et Matam, qui obtenaient respectivement 4.7 et 4.8 sur la même échelle. Les zones de Sonfonia et de Dixinn à Conakry obtenaient le même score que Coyah : 5.3. Seule Kaloum fait mieux avec un score de 6.

TABLEAU 25 **LE NIVEAU DE SÉCURITÉ AUTO-ESTIMÉ PAR LES RÉSIDENTS SUR UNE ÉCHELLE DE 1 À 10, MOYENNE COMPARÉE AVEC LES ZONES DE CONAKRY (DLS 2014)**

	Coyah %	Dubréka %	Moyenne des zones Matam, Matoto, Ratoma DLS 2014 %
Moyenne	5.34	5.19	4.9
N	**1200**	**1295**	**5022**

Les quartiers résidentiels attribuent de moins bonnes notes à la sécurité publique. Ces quartiers obtiennent la note de 4.96, les quartiers modestes 5.32 et les quartiers les plus pauvres 5.61.

L'estimation que font les résidents de la sécurité dans le quartier dépend de plusieurs facteurs. Le facteur principal est le sentiment d'insécurité et on a vu plus haut que le sentiment d'insécurité est plus élevé dans les quartiers résidentiels. Si on ne se sent pas du tout en sécurité de jour, on note nettement moins bien la sécurité en général (4.31 contre 5.61 pour les très sécurisés). De nuit, les « très peu sécurisés » attribuent la note de 4.67 à la sécurité contre 6.78 pour les « très sécurisés ».

L'expérience d'un cambriolage, l'inquiétude face au risque de cambriolage et l'inquiétude face au risque d'agression amènent les résidents à moins bien noter la sécurité. Ceux qui ont fait l'objet d'un cambriolage ces derniers trois ans donnent 4.82 à la sécurité du quartier contre 5.36 pour les autres. Ceux qui sont inquiets quant au risque d'un vol donnent 4.91 à la sécurité contre 5.80 pour les autres. De même, les résidents inquiets face au risque d'agression donnent 4.87 à la sécurité contre 5.83 pour les autres. Ceux qui pensent probable d'être victime d'un crime dans les prochains 12 mois attribuent la note de 4.84 contre 5.70 pour les autres.

La dégradation du contexte urbain, avec la présence de saletés et d'insalubrité dans le quartier, génèrent également des avis négatifs sur la sécurité. Dans un quartier jugé sale, la sécurité obtient la note de 4.98 alors que dans un quartier jugé propre elle obtient 5.47. De la même manière, les présences de scènes de drogues et de bandes de jeunes agressives pèsent sur les notes attribuées par les résidents à la sécurité. On avait vu plus haut que les quartiers résidentiels s'avèrent également plus touchés que les autres par l'insalubrité et les bandes de jeunes agressives.

L'absence de patrouilles de police visible et les délais longs pour la police d'arriver sur le lieu d'un crime génèrent également de moins bonnes notes. Ceux qui estiment que la police patrouille fréquemment leur quartier donnent 6.41 à la sécurité contre 5.1 chez ceux qui ne voient jamais de patrouilles. Ceux qui estiment que la police intervient rapidement sur appel donnent le bon score de 6.67 à la sécurité contre 4.66 pour ceux qui estiment qu'elle n'intervient pas rapidement.

ÉVOLUTION DE LA SÉCURITÉ

Les avis sont assez partagés sur l'évolution de la sécurité dans les quartiers. Ils oscillent entre un sentiment que la situation s'améliore (respectivement 40.5 % et 39.6 %) et qu'elle ne change pas (39.9 % et 42.3 %). Une minorité de moins de 20 % des résidents est d'avis que la situation s'empire sur les derniers 6 mois. Ces chiffres sont très similaires à ce qu'on observait déjà dans le DLS 2014 ou à Kaloum et Dixinn en 2015.

D'une manière générale, on peut parler d'une opinion publique plutôt positive sur l'évolution de la sécurité. Il est assez encourageant d'observer que les plus jeunes générations sont plus positives que les précédentes. Ainsi, si 26.8 % des plus de 65 ans estiment que la situation se dégrade, les 18-25 ans ne sont que 14.4 % à penser ainsi. On observe d'une manière générale assez peu de variations de l'opinion en fonction de caractéristiques démographiques. Mentionnons que les plus pauvres sont plus positifs que les autres sur l'évolution de la sécurité. 43.6 % d'entre eux pensent que la situation s'améliore contre 31.3 % des plus riches. Dans les quartiers résidentiels, seuls 32.1 % des résidents pensent que la situation s'améliore contre 48.5 % dans les quartiers pauvres et 44.2 % dans les quartiers modestes. Les femmes sont légèrement plus positives (41.1 %) que les hommes (38.5 %).

TABLEAU 26 **L'ÉVOLUTION DE LA SÉCURITÉ**

	Coyah %	Dubréka %	Moyenne 2014 %
Amélioré	40.5	39.6	40.6
N'a pas changé	39.9	42.3	39.4
Dégradé	19.6	18.1	20.0
	100 %	100 %	100 %
N	**1052**	**1155**	**5022**





CHAPITRE V

LA DÉNONCIATION



CHAPITRE V

CHAPITRE V

LES TAUX DE DÉNONCIATION

A l'exception des violences sexuelles, les victimes entreprennent rarement des démarches même s'ils le font plus souvent que les résidents de Conakry (cf. DLS 2014). Pour les cambriolages, seuls 38.7 % des répondants rapportent leur cas à Coyah contre 45.1 % à Dubréka. La notion de rapporter un cas peut signifier déposer plainte, annoncer son cas auprès des chefs de quartier ou, par exemple, prévenir ses voisins. On peut dire que la stratégie dominante face aux cambriolages est la résignation car une majorité de victime n'entreprennent aucune de ces démarches. Pour les agressions, environ une victime sur deux rapporte le fait à Coyah et 58.1 % à Dubréka. Les taux pour violence sexuelle sont en revanche très élevés : 91.7 % à Coyah et 73.3 % à Dubréka. En règle générale, les résidents des deux communes périphériques de Conakry s'avouent moins résignés que leurs collègues dans l'espace urbain de Conakry et entreprennent des démarches.

TABLEAU 27 **LES TAUX DE DÉNONCIATION POUR CAMBRIOLAGE, AGRESSION ET AGRESSION SEXUELLE, EN % AVEC MOYENNE COMPARÉE DU DLS 2014**

	Coyah %	Dubréka %	Moyenne 2014 %
Cambriolages	38.7	45.1	39.1
Agressions	52.9	58.1	50.0
Violences sexuelles	91.7	73.3	40.6

Lorsqu'elles entreprennent cependant des démarches, les victimes de cambriolage s'adressent très peu à la gendarmerie, un peu plus à la police, et surtout aux chefs de quartiers ou à des parents. Pour les agressions, la police joue un rôle plus important que les autres acteurs, et c'est vrai également des violences sexuelles.

Le taux de plainte pour cambriolage auprès de la police n'est que de 9.6 % à Coyah et Dubréka. Il est d'un peu plus de 20 % pour les agressions et pratiquement de 50 % pour les violences sexuelles. Les résidents de Coyah et de Dubréka déposent plus souvent plainte à la police qu'ailleurs à Conakry. A Conakry, les taux de plainte à la police sont de 8 % pour les cambriolages et de 8.9 % pour les agressions.

TABLEAU 28 **LES TAUX DE DÉNONCIATION/PLAINTE DANS LES COMMUNES DE COYAH ET DUBRÉKA EN FONCTION DES TYPES DE DÉLIT**

	Cambriolage		Agressions		Violences sexuelles	
	Coyah %	Dubréka %	Coyah %	Dubréka %	Coyah %	Dubréka %
Police	9.6	9.6	23.5	21.0	50.0	43.3
Gendarmerie	3.8	5.1	14.7	8.1	50.0	10.0
Chef de quartier	11.7	13.5	14.7	12.9	4.2	6.7
Parent	12.5	10.5	11.8	16.1	12.5	16.7

Il est à noter qu'aucune victime ne s'est adressée à la société civile (une ONG) pour un cas de violence sexuelle alors que 75 % des cas sont dénoncés aux ONGs à Dixinn et 34.6 % à Kaloum (cf. diagnostic local de sécurité pour Dixinn et Kaloum, Coginta 2015). Dans la périphérie de Conakry, les ONGs ne jouent semble-t-il aucun rôle dans l'accompagnement des victimes. Pour tous les délits, les victimes s'adressent de temps à autre à plusieurs institutions pour dénoncer, ce qui explique pourquoi les totaux des pourcentages peuvent être supérieurs à 100 %.

LA SATISFACTION AVEC LE TRAITEMENT DES PLAINTES

La faiblesse des taux de dénonciation à la police pour cambriolage s'explique en partie par l'insatisfaction avec la manière dont la police traite ce type de plainte. Seuls 17.1 % des plaignants de Coyah et 12.5 % des plaignants de Dubréka se sont déclarés satisfaits de la manière dont celle-ci a traité leur affaire. Ces taux sont plus faibles que ceux que l'on avait constatés dans le DLS 2014 où le taux de satisfaction était de 26.8 % en moyenne. Les taux de satisfaction avec les chefs de quartier sont sensiblement meilleurs mais restent très modestes également : 23.8 % de satisfaction à Coyah et 31.1 % à Dubréka. Dans le DLS 2014, ces taux de satisfaction avec le chef de quartier étaient nettement plus élevés : 54.5 % en moyenne.

L'insatisfaction avec la manière dont les acteurs formels et hybrides traitent les cas de cambriolage domine dans ces deux communes et explique partiellement pourquoi, au final, les victimes choisissent plutôt de renoncer à dénoncer. Il existe bien sûr d'autres raisons à cela, comme le fait que les victimes ne sont pas assurées conte le vol et ne peuvent donc espérer une compensation après une dénonciation formelle. Dans le DLS 2014, on avait également pu constater que la police ne prenait pas de plaintes contre X et, comme en règle générale la victime ne connait pas le voleur, elle ne prenait pas les plaintes pour cambriolages. Plusieurs raisons concourent donc à expliquer ces faibles taux de dénonciation à la police. On verra cependant que les attentes des résidents en matière de lutte contre les vols sont élevées et qu'ils pensent que cette lutte devrait être la grande priorité de la police.

Etant donné le faible nombre de cas recensés par le sondage, les taux de satisfaction avec le traitement des plaintes pour agression par la police, le chef de quartier ou des parents ne peuvent être déterminés avec certitude. A titre purement indicatif, on peut mentionner qu'un tiers de ceux qui dénoncent une agression à la police se sont déclarés satisfaits du traitement policier de la plainte. Ce taux est identique au taux de satisfaction avec le traitement des plaintes par les chefs de quartier. Sans grands risques de se tromper, on peut avancer que pour les cambriolages comme pour les agressions, les acteurs formels (police, gendarmerie) et hybrides (chefs de quartier) n'apportent pas de réponse très satisfaisante aux victimes. Sachant que les cambriolages sont une problématique majeure pour les résidents, qui peuvent tout perdre à la suite d'un vol chez eux, l'insatisfaction avec le traitement des plaintes par la police influence fortement leur opinion sur l'efficacité de ces services et l'image de la police en pâtit fortement. On reviendra sur cela plus loin dans le diagnostic.

PROFIL DES PERSONNES QUI DÉNONCENT À LA POLICE

Parmi ceux qui dénoncent, les femmes dénoncent nettement moins souvent à la police (15.3 %) que les hommes (27.6 %). Elles ne s'adressent pas pour autant plus aux chefs de quartier, comme on avait pu l'observer à Conakry. Ce sont plutôt les hommes (27.8 %) qui s'adressent aux chefs de quartier plutôt que les femmes (22.5 %). Hommes et femmes dénoncent pratiquement aussi souvent aux parents, soit respectivement 22.1 % et 23.5 %.

CHAPITRE VI

LA POLICE, SA PRÉSENCE ET SON IMAGE



CHAPITRE VI

CHAPITRE VI

LE DISPOSITIF POLICIER

Le ratio de policiers pour 100'000 habitants est de 120 à Coyah et de 243 à Dubréka. Si l'on ajoute les gendarmes, le ratio de forces de sécurité pour 100'000 habitants grimpe à 378 à Dubréka et à 605 à Coyah. Ce sont des ratios élevés qui, pour Coyah, s'apparentent aux ratios observés dans la zone de Sonfonia et, pour Dubréka, sont plus élevés que ceux qu'on a pu observer à Matoto par exemple mais moins élevés qu'à Sonfonia. Rappelons cependant que les valeurs élevées de présence de gendarmes à Coyah s'exliquent par la présence dans la commune urbaine du Haut Commandement départemental de la gendarmerie qui, lui, œuvre pour tout le département.

TABLEAU 29 **NOMBRE ET RATIO POUR 100'000 HABITANTS DE LA POLICE ET LA GENDARMERIE DANS LES COMMUNES DE COYAH ET DUBRÉKA**

	Coyah	Dubréka
Policiers	60	372
Gendarmes	242	208
Policiers et gendarmes	308	580
Population totale (INS)[4]	49'896	153'330
Ratio de policiers pour 100'000 habitants	120	242
Ratio de gendarmes pour 100'000 habitants	485	136
Ratio de policiers et gendarmes pour 100'000 habitants	605	378
Ratio de policiers pour 100'000 ha. Matoto	**151**	
Ratio policiers et gendarmes pour 100'000 ha. Matoto	**297**	
Ratio de policiers pour 100'000 ha. Sonfonia	**339**	
Ratio de policiers et gendarmes pour 100'000 ha. Sonfonia	**595**	

A Dubréka, pratiquement 1 policier sur 2 (47.9 %) est rattaché à une compagnie mobile d'intervention et de sécurité (une CMIS). Si l'on exclut ces unités (qui ne sont pas stationnées à Coyah) et qui sont spécialisées dans le maintien de l'ordre, le ratio de policiers pour 100'000 habitants à Dubréka (121) est pratiquement identique à celui de Coyah (120).

En comparaison, Dubréka est plutôt bien dotée en éléments de police judiciaire mixtes (Brigades Anti-Criminalité, ou BAC) avec deux BAC de 14 agents situés sur le plateau de Dubréka. Coyah ne dispose d'aucun BAC. La zone couverte par le commissariat central de Sonfonia ne dispose que d'un seul BAC. Ratoma et Matoto, en revanche, en ont deux comme sur le plateau de Dubréka.

A la lecture des cartes permettant de visualiser le dispositif sécuritaire ci-dessous (cartes 24 et 25), ce qui frappe cependant c'est le nombre très limité de postes de police sur le plateau de Dubréka dont il faut se souvenir que la démographie a explosé et où résident aujourd'hui 75 % de la population de Dubréka. Si l'on excepte le commissariat urbain proche de la Cimenterie (avec le commissariat spécial de la sécurité routière adjacent) à l'extrémité sud de la commune, tout le plateau n'est couvert que par un seul et unique poste de police, celui de Kagbalen plateau en pleine zone industrielle, et ses effectifs sont de deux policiers.

La gendarmerie nationale, en revanche, est nettement plus présente sur le plateau avec 4 postes de gendarmerie auquel s'ajoute un escadron mobile d'intervention.

4 Ratio de policiers et gendarmes pour 100'000 ha. Sonfonia

La police de Dubréka est plus présente dans le nord de la commune avec le commissariat central et 4 postes de police et fait jeu égal avec la gendarmerie qui y dispose également de 4 postes, d'une brigade de recherche et d'une compagnie territoriale dans cette zone. Les communes urbaines de Coyah et de Dubréka sont sécurisées aujourd'hui par un dispositif mixte de police et de gendarmerie qui semble hérité du passé et ne pas forcément s'être adapté au nouveau statut de haute banlieue densément peuplée de ces zones urbanisées. Le plateau de Dubréka connait un réel déficit en matière de postes de police et le dispositif semble déséquilibré en faveur des unités de maintien de l'ordre et des postes de gendarmerie.

Dans ces conditions, on ne s'étonnera guère si les résidents des deux communes urbaines font davantage confiance à la gendarmerie pour assurer la sécurité publique comme on va le voir plus loin. C'est vrai en particulier sur le plateau où résident les 75 % de la population de Dubréka. Les résidents du plateau attribuent un rôle tout à fait mineur à la police dans la protection des populations. La faiblesse du dispositif policier, à l'exception des unités de maintien de l'ordre, contraste avec l'implantation importante de la police dans la zone voisine de Sonfonia, plus petite mais densément peuplée avec environ 180'000 habitants, et dont 8 des 10 quartiers sont dotés d'une structure policière. Sonfonia est couverte par un commissariat central, quatre commissariats urbains et trois postes de police. Le plateau de Dubréka, avec ses 115'000 habitants, ne dispose que d'un commissariat urbain et d'un poste de police, si l'on excepte la police routière et les unités de maintien de l'ordre.

TABLEAU 30 **DISPOSITIF DE LA POLICE NATIONALE DANS LES COMMUNES DE DUBRÉKA ET DE COYAH**

DUBRÉKA

Nom	Quartier	Effectif	Moyens Roulants		
			Pick-up	Camion	Moto
Commissariat central de Dubréka	Mafoudia Bangoura	84	2	-	-
Commissariat urbain Cimenterie	Ansoumaniya plateau	19	-	-	-
Poste de police de Bondabon	Bondabon	2	-	-	-
Poste de police de Kagbalen plateau	Kagbalen plateau	2	-	-	-
Poste de police du port	Koleyansira	1	-	-	-
Poste de police de Négueya	Négueya	2	-	-	-
Poste de police de Simbaya	Simbaya	2	-	-	-
Commissariat spécial de la sécurité routière	Ansoumaniya plateau	54	-	4	-
BAC 9	Ansoumaniya plateau	14	1	-	-
BAC 12	Kéitaya	14	1	-	-
CMIS 5	Kagbalen plateau	150	3	3	-
CMIS 5 position avancée	Ansoumaniya village	13	-	1	-
CMIS 5 position avancée	Tobolon	15	-	-	-
Total		**372**			

COYAH

Nom	Quartier	Effectif	Moyens Roulants		
			Pick-up	Camion	Moto
Commissariat central	Doumbouya centre	60	2	-	2
Total		**60**			

TABLEAU 31 **DISPOSITIF DE LA GENDARMERIE DANS LES COMMUNES DE DUBRÉKA ET DE COYAH**

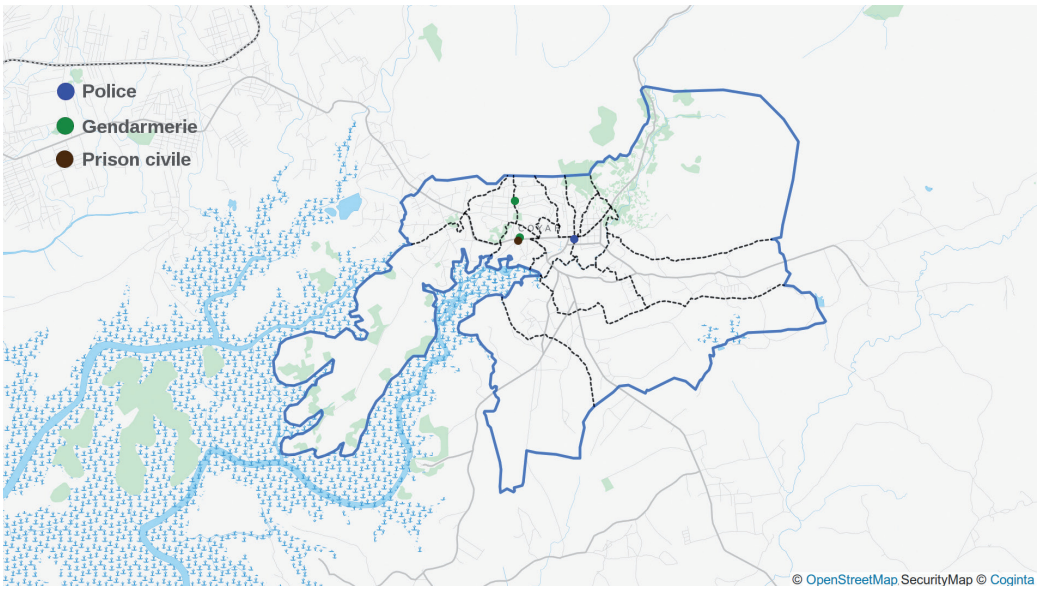
DUBRÉKA

Nom	Quartier	Effectif	Moyens Roulants		
			Pick-up	Camion	Moto
Escadron gendarmerie mobile no 16	Samatran plateau	138	5	1	-
Poste de gendarmerie	Ansoumaniya plateau	1	-	-	-
Poste de gendarmerie Bondabon	Bondalon	2	-	-	-
Poste de gendarmerie de Kéitaya	Kéitaya	4	-	-	-
Poste de gendarmerie de Kénendé	Kénendé	3	-	-	-
Poste de gendarmerie de Kakoulima	Kénendé	2	-	-	-
Brigade de recherche de Dubréka	Négueya	14	-	-	3
Poste de gendarmerie de Simbaya	Simbaya	2	-	-	-
Poste de gendarmerie de Djoumayah	Yorokogueya	3	-	-	-
Poste de gendarmerie	Tobolon	12	-	-	-
Compagnie de gendarmerie territoriale	Toumaniya	28	2	3	-
Total		**208**			

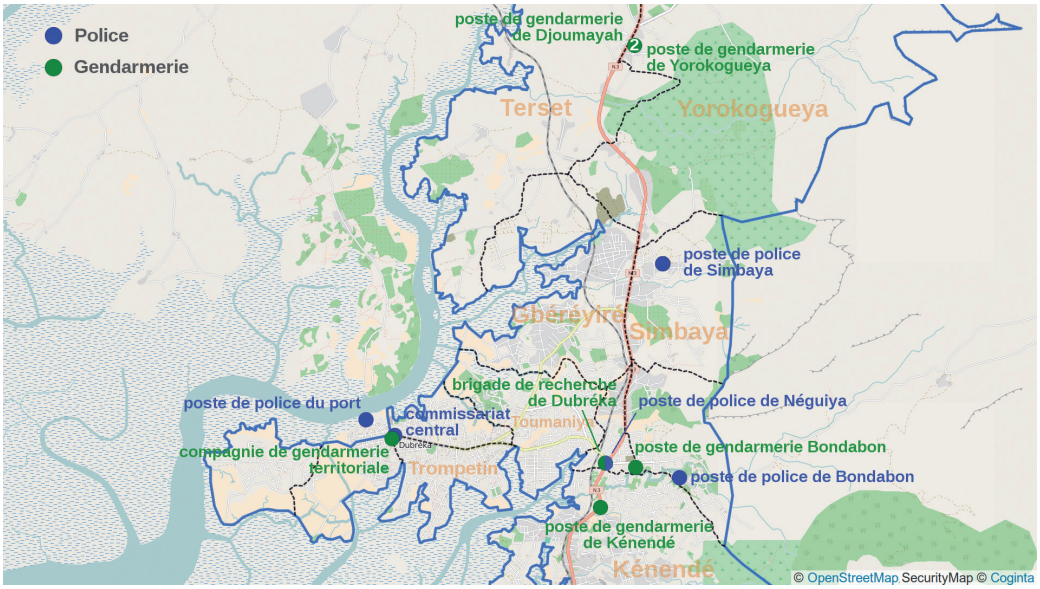
COYAH

Nom	Quartier	Effectif	Moyens Roulants		
			Pick-up	Camion	Moto
Haut Commandement départemental	Labo	220	2	-	-
Gendarmerie de l'Habitat	Somaya plateau	22			
Total		**242**			

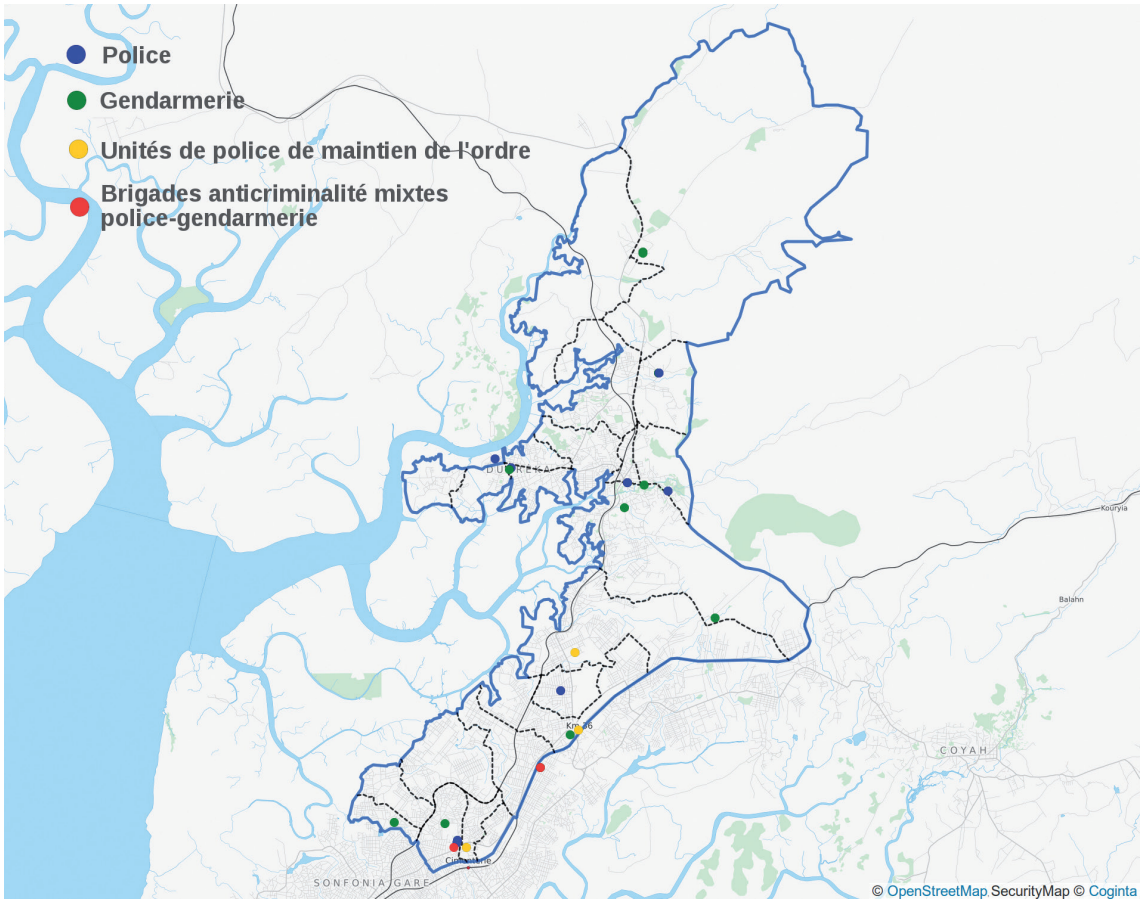
CARTE 21 **DISPOSITIF POLICIER ET GENDARMIQUE DANS LA COMMUNE DE COYAH**



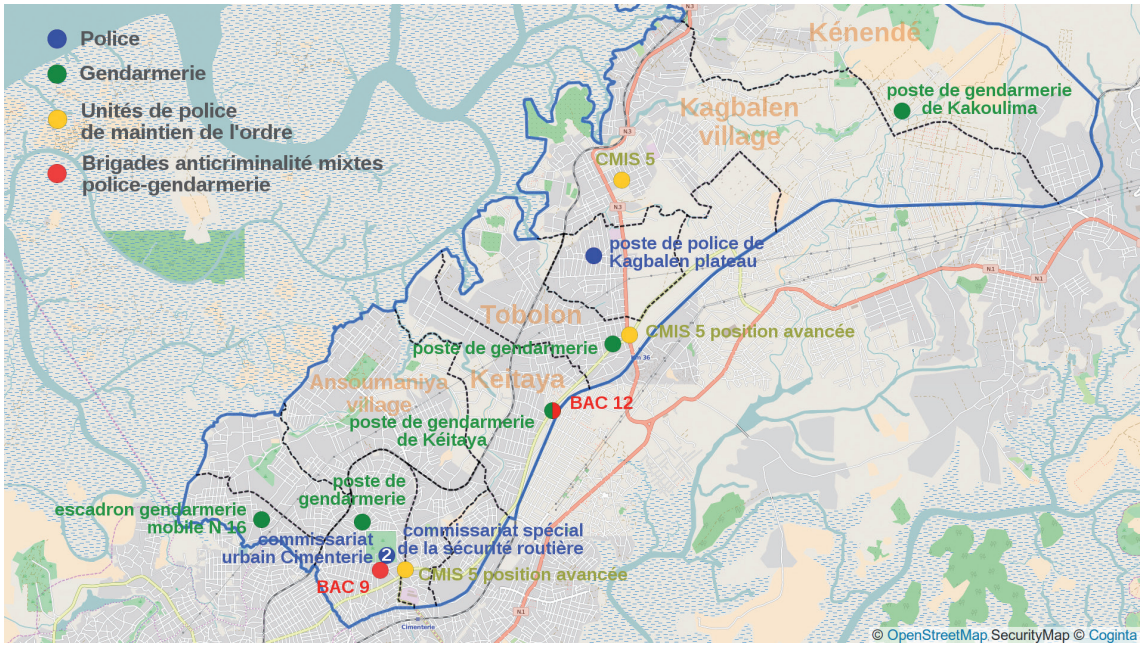
CARTE 22 **ZOOM SUR LE DISPOSITIF SÉCURITAIRE À COYAH**



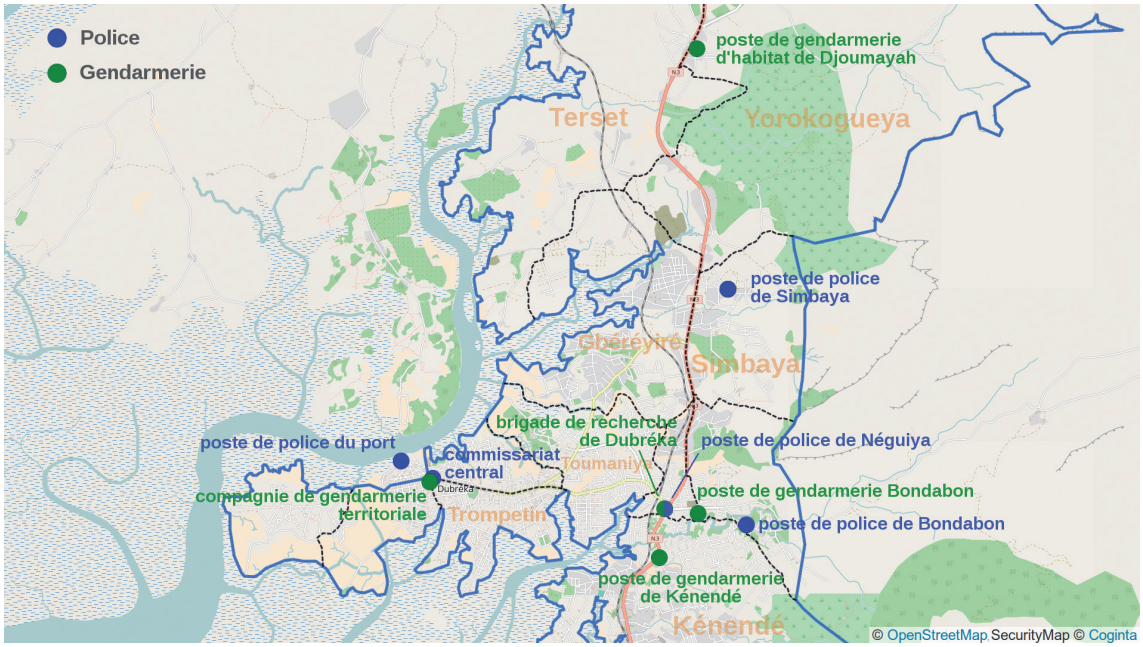
CARTE 23 **DISPOSITIF POLICIER ET GENDARMIQUE DANS LA COMMUNE DE DUBRÉKA**



CARTE 24 **DISPOSITIF POLICIER ET GENDARMIQUE SUR LE PLATEAU DE DUBRÉKA**



CARTE 25 **DISPOSITIF POLICIER ET GENDARMIQUE DANS LA ZONE NORD DE DUBRÉKA**



PERCEPTION DU TRAVAIL DE LA POLICE DANS LES QUARTIERS

Il se dégage une nette majorité pour penser que la police fait du mauvais travail en matière de lutte contre la criminalité. C'est surtout le cas à Coyah où 63.1 % des résidents pensent ainsi. Les avis des habitants de la commune sont sensiblement plus négatifs encore pour les services de police de la circulation et les services en matière de violences sexuelles (cf. tableau 32).

L'image de la police est sensiblement meilleure à Dubréka qu'à Coyah, et cela pour tous les services étudiés. Dubréka obtient des scores supérieurs dans tous les registres. Pratiquement 1 résident sur 2 (47.1 %) estime que la police fait de l'assez bon ou du très bon travail en matière de lutte contre la criminalité. Les autres services obtiennent de moins bonnes notes tout en restant proches de la moyenne des zones de Conakry du DLS 2014. A Dubréka, les avis sont en général plus négatifs sur le plateau que dans le reste de la commune. Sur le plateau, 55 % des résidents estiment que la police fait du mauvais travail en matière de lutte contre la criminalité. Ailleurs dans la commune, seuls 45.8 % pensent ainsi. 54.2 % sont d'avis que la police fait plutôt du bon travail en la matière.

Notons qu'un assez grand nombre de résidents ne répondent pas à ces questions sur l'image de la police. 32.4 %, ou pratiquement un tiers des résidents, déclarent ne pas être au courant de la qualité du travail de la police sur les violences sexuelles. Pour les autres services, cette proportion de « sans avis » varie entre 22 % environ et 27 %, soit entre un cinquième et un quart des répondants environ. Les enquêteurs ont observé une certaine réticence des répondants à s'exprimer directement sur la qualité du travail de la police.

TABLEAU 32 **IMAGE DE LA POLICE EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ, EN % AVEC LA MOYENNE DES ZONES DE CONAKRY (DLS 2014)**

	Coyah %	Dubréka %	Moyenne des zones Conakry DLS 2014 %
Bon travail	36.9	47.1	38.0
Mauvais travail	63.1	52.9	61.0
Total	100 %	100 %	100 %
N	**914**	**1034**	**3637**

TABLEAU 33 **IMAGE DE LA POLICE EN MATIÈRE DE POLICE DE CIRCULATION, EN % AVEC LA MOYENNE DES ZONES DE CONAKRY (DLS 2014)**

	Coyah %	Dubréka %	Moyenne des zones Conakry DLS 2014 %
Bon travail	35.3	43.0	30.1
Mauvais travail	64.7	57.0	64.9
Total	100 %	100 %	100 %
N	**869**	**956**	**3637**

TABLEAU 34 **IMAGE DE LA POLICE EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES, EN % AVEC LA MOYENNE DES ZONES DE CONAKRY (DLS 2014)**

	Coyah %	Dubréka %	Moyenne des zones Conakry DLS 2014 %
Bon travail	34.7	41.2	35.3
Mauvais travail	65.3	58.8	66.6
Total	100 %	100 %	100 %
N	**813**	**874**	**3637**

Quelle est la tendance de l'image de la police sur les six derniers mois ? L'optimisme est de rigueur. En effet, 39.9 % des résidents de Coyah et 41.1 % à Dubréka estiment que la police fait des progrès. Une proportion similaire (38.2 % et 38.9 % à Coyah et Dubréka) pensent que la situation reste inchangée. Ce qui est important c'est que les pessimistes, ceux qui estiment que le travail se dégrade, ne sont que 21.8 % et 20.0 % respectivement dans ces deux communes. Ces taux sont très similaires à ceux que l'on avait pu constater dans le DLS 2014. La tendance globale depuis quelques années en Guinée est une amélioration progressive du travail de la police ou, du moins, c'est l'avis des résidents à ce sujet.

TABLEAU 35 **EVOLUTION DE L'IMAGE DE LA POLICE, EN % AVEC LA MOYENNE DES ZONES DE CONAKRY (DLS 2014)**

	Coyah %	Dubréka %	Moyenne des zones Conakry DLS 2014 %
Amélioration	39.9	41.1	41.9
Pas de changement	38.2	38.9	38.1
Détérioration	21.8	20.0	20.0
Total	100 %	100 %	100 %
N	**957**	**1059**	**3637**

LE PROFIL DES INSATISFAITS

L'image de la police est fortement liée à trois facteurs dont le poids varie dans l'explication. Le facteur explicatif le plus important, à la fois en termes de poids et d'amplitude de l'effet sur l'image que se font les résidents de la police, est la victimisation. Les victimes – surtout les victimes d'agression – ont une plus mauvaise image de la police que les autres. Ensuite, la manière dont la police réalise son mandat influence fortement son image. Lorsque la police applique les principes de la police de proximité, son image s'améliore très significativement. En règle générale, aucun caractère sociodémographique n'influence l'image de la police (genre, âge, revenu), mais le lieu de résidence compte : les résidents des quartiers plus résidentiels ont une image nettement moins bonne de la police que les autres.

Voyons cela par le menu. Les victimes d'agression sont 2.2 fois plus susceptibles que les autres d'avoir une piètre image de la police. Les victimes d'agression sexuelle expriment même 3 fois plus d'avis négatifs que les autres sur la police, un chiffre que l'on peut interpréter comme une forte intolérance au phénomène des viols et une forte demande en matière d'action de la police pour les prévenir et les traiter.

La manière dont la police réalise son mandat compte également. Trois principes de la police de proximité ont un effet plus important sur l'image de la police que les autres. Une mauvaise opinion sur le degré de connaissance de terrain de la police multiplie par trois l'image négative de la police. Si les résidents sont d'avis que la police n'est pas proche d'eux, l'opinion négative est multipliée par 2.3. Si les résidents sont d'avis que la police n'est pas équitable, l'opinion négative est multipliée par un facteur de 1.7.

Comme indiqué ci-dessus, les résidents des quartiers résidentiels sont les plus critiques face au travail policier. 58.1 % ont une image négative contre 53 % dans les quartiers modestes et 50.8 % dans les quartiers pauvres.

LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLICE DE PROXIMITÉ

On vient de le voir, le degré d'application des principes de la police de proximité affecte fortement l'image de la police. C'est donc à Dubréka, où l'image de la police est un peu meilleure, que ces principes s'avèrent le plus appliqué même s'il reste du chemin à parcourir. Voyons cela.

38.9 % des résidents de Dubréka estiment que la police est proche du public contre 28.4 % à Coyah. 36.1 % des résidents de Dubréka pensent également que la police intervient dans des délais courts sur appel contre 33.8 % à Coyah. Toujours à Dubréka, la police fait sensiblement plus de prévention, est plus visible dans les quartiers ou encore fait légèrement plus de partenariats selon l'opinion des résidents. Sur le plateau de Dubréka, les résidents sont d'avis que la police fait moins de prévention, intervient moins souvent dans des délais courts et est moins proche qu'ailleurs dans la commune. Les résidents du plateau voient cependant plus souvent la police dans leur quartier (34.3 %) qu'ailleurs dans la commune (29 %).

La mise en œuvre de la police de proximité ne semble pas varier en fonction du type de quartier. Les degrés de visibilité, de prévention et de proximité avec les résidents sont assez similaires entre les quartiers résidentiels, modestes et pauvres. Les résidents des quartiers résidentiels sont cependant moins bien desservis que les autres quartiers par l'intervention d'urgence. 70.2 % des résidents de ces quartiers estiment que la police n'intervient pas dans des délais courts contre 63.3 % pour les quartiers modestes et 50.6 % pour les quartiers pauvres.

TABLEAU 36 **LE CONSTAT PAR LES RÉSIDENTS DE LA MANIÈRE DONT LA POLICE MET EN ŒUVRE LES PRINCIPES DE LA POLICE DE PROXIMITÉ, EN % DE OUI**

	Coyah %	Dubréka %
Proche du public	28.4	38.9
Intervient dans des délais courts sur appel	33.8	36.1
Fait de la prévention	22.9	31.7
Est visible dans le quartier	24.9	33.1
Fait des partenariats	28.2	30.1

Si la plupart des principes de police de proximité sont sensiblement moins bien appliqués à Coyah qu'à Dubréka, en revanche, la police de Coyah applique plus strictement le principe déontologique de l'impartialité. 42.4 % des résidents de Coyah estiment que la police est plutôt impartiale contre 36.7 % à Dubréka. L'opinion dominante dans ces deux communes reste néanmoins que la police favorise certaines personnes au détriment d'autres. Les résultats sont assez proches de ceux que l'on avait obtenus à Conakry dans le DLS de 2014.

TABLEAU 37 **CONSTAT PAR LES RÉSIDENTS DE LA MANIÈRE DONT LA POLICE APPLIQUE LE PRINCIPE DE L'ÉQUITÉ DANS LE TRAITEMENT DES PERSONNES, EN %**

	Coyah %	Dubréka %	Moyenne des zones Conakry DLS 2014 %
Même traitement	42.4	36.7	37.5
Traitement différent	57.6	63.3	62.5
Total	100 %	100 %	100 %
N	**1196**	**1286**	**3637**

Les motifs principaux du manque d'impartialité de la police tiennent, selon les résidents, avant tout à la corruption. 64.2 % des résidents de Coyah pensent que la corruption est à l'origine d'un traitement favorable de certaines personnes tandis qu'à Dubréka 53.9 % des résidents pensent de même. A Dubréka 25.5 % des résidents pensent que la police avantage certains résidents également en vertu de leur statut social contre 16.3 % des résidents à Coyah.

L'appartenance à un groupe ethnique est avancée par 18.9 % des résidents comme expliquant la partialité de la police à Coyah et par 19.3 % des résidents à Dubréka. En règle générale, les locuteurs soussous citent plus fréquemment que les locuteurs d'autres langues la corruption comme facteur explicatif du favoritisme de la police que la moyenne. Les locuteurs peuls et koniakas citent plus fréquemment que les autres le facteur ethnique comme étant à l'origine du favoritisme.

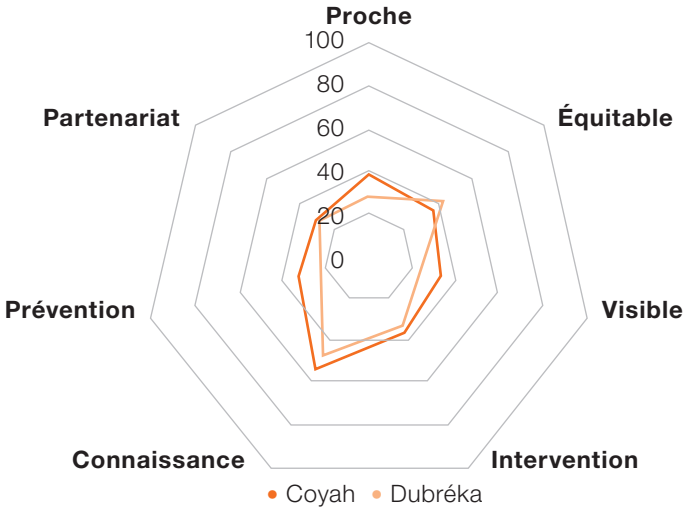
TABLEAU 38 **LES RAISONS DE L'INÉGALITÉ DE TRAITEMENT PAR LA POLICE SELON LES RÉSIDENTS, EN %**

	Coyah %	Dubréka %
Genre	-	0.6
Age	0.6	-
Statut social	16.3	25.5
Corruption	64.2	53.9
Groupe ethnique	18.9	19.3
Relations	-	0.2
Manque de formation	-	0.6
Total	100 %	100 %
N	**492**	**529**

Si pour une majorité de résidents la corruption est à l'origine de favoritisme dans la police, très peu ont été victime directement de demandes d'argent de forces de sécurité intérieure. 94.9 % des résidents de Coyah et 92.2 % des résidents de Dubréka n'ont pas fait l'objet de telles demandes. Et parmi ceux qui ont fait l'objet de demandes d'argent, pratiquement personne n'a dénoncé le fait. Ceux qui dénoncent tendent encore une fois à se tourner vers les chefs de quartier. C'est vrai pour 33.3 % des cas à Coyah et pour 50 % des cas à Dubréka. Il est intéressant de noter qu'aucun résident ne dit avoir fait appel à l'Inspection générale des services pour dénoncer un cas de corruption par un membre de la police.

La figure suivante permet de visualiser le degré de mise en œuvre de la police de proximité dans les deux communes. Les polygones sont de petite taille couvrant, à Dubréka, 37.4 % de la surface disponible et à Coyah 32.7 % de cette surface, Les différences entre les deux communes sont minces. La forme du polygone est similaire dans les deux zones avec les meilleurs scores obtenus pour la connaissance du terrain et des valeurs faibles pour pratiquement toutes les autres dimensions. La distance entre le polygone effectif et le polygone idéal (100 %) mesure le chemin à parcourir pour appliquer raisonnablement la police de proximité.

FIGURE 6 **POLYGONE DE LA POLICE DE PROXIMITÉ À COYAH ET DUBRÉKA**



LES ORGANISATIONS QUI ASSURENT LE MIEUX LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DANS LES QUARTIERS

La confiance dans la police pour assurer la sécurité dans le quartier est minimale à Dubréka. Seuls 15.8 % des résidents pensent qu'elle est la mieux outillée pour le faire. A Coyah, ceux qui font confiance dans la police sont encore plus rares (9.7 %). Les résidents des deux communes font plus confiance à la gendarmerie et aux chefs de quartier pour assurer leur sécurité.

La gendarmerie nationale obtient 33 % et 36.7 % des suffrages respectivement à Coyah et Dubréka. A Dubréka, c'est surtout sur le plateau où est stationnée la gendarmerie que l'on pense qu'elle est le mieux à même d'assurer la sécurité : 38.5 % des résidents du plateau le pensent contre 31 % dans le reste de la commune.

Les chefs de quartier ou de secteur viennent ensuite avec 22.5 % et 18.8 % d'avis positifs respectivement à Coyah et Dubréka. A Dubréka, c'est surtout hors du plateau que les résidents font ainsi confiance aux chefs de quartier : 22.7 % leur font confiance contre 17.7 % sur le plateau. Ces derniers sont considérés par la population comme étant plus à même que la police nationale d'assurer la sécurité publique, un fait qu'on avait pu également observer dans le DLS 2014 et qui explique en partie pourquoi les résidents ont tendance à s'adresser à eux également pour déposer plainte.

Les groupes d'autodéfense ont moins d'importance dans ces deux villes que dans d'autres zones de Guinée. Seuls 9.2 % des résidents de Coyah et 6 % à Dubréka les estiment plus à même d'assurer la sécurité à Coyah alors que cette proportion était de 27.7 % en moyenne dans le DLS 2014.

Ce qui frappe également dans les chiffres du tableau 39 c'est l'ampleur du nombre de « sceptiques ». La proportion de résidents qui pensent qu'aucune organisation n'est à même d'assurer leur sécurité est de 21 % à Coyah et de 17.4 % à Dubréka. En 2014, seuls 2 % des répondants du DLS 2014 manifestaient le même scepticisme à l'égard des entités formelles et informelles de sécurité publique.

TABLEAU 39 **LES ORGANISATIONS LES PLUS À MÊME D'ASSURER LA SÉCURITÉ DU QUARTIER, EN % AVEC MOYENNE PONDÉRÉE DES ZONES DE CONAKRY (DLS 2014)**

	Coyah %	Dubréka %	Moyenne Conakry (DLS 2014) %
La police nationale	9.7	15.8	11.7
La gendarmerie	33.0	36.7	24.7
La police communale	1.0	1.5	0.8
Les sociétés privées de gardiennage	0.4	1.3	2.1
Les chefs de quartier ou de secteur	22.5	18.9	15.5
Les groupes d'autodéfense	9.2	6.0	29.9
Personne	21.0	17.4	13.3
Autre	3.3	2.5	2.0
Total	100 %	100 %	100 %
N	**1057**	**1097**	**3637**

Les plus sceptiques, ou ceux qui pensent qu'aucune entité n'est à même d'assurer la sécurité, sont avant tout les femmes, les plus pauvres, mais aussi les résidents qui ne voient pas la police dans leur quartier et y constatent de l'incivilité. Ainsi, 24.9 % des femmes se déclarent-elles sceptiques contre 14.6 % des hommes.

TABLEAU 40 **LES ENTITÉS LES PLUS À MÊME D'ASSURER LA SÉCURITÉ DANS LES QUARTIERS SELON LE GENRE, EN %**

	Hommes %	Femmes %
La police nationale	15.3	10.3
La gendarmerie	39.6	31.2
La police communale	1.0	1.4
Les sociétés privées de gardiennage	0.8	1.0
Les chefs de quartier ou de secteur	17.1	24.1
Les groupes d'autodéfense	9.5	5.6
Personne	14.2	24.0
Autre	2.5	3.3
Total	100 %	100 %
N	**1168**	**1178**

Les résidents des quartiers résidentiels de ces deux communes sont les plus nombreux à estimer que la gendarmerie est la mieux placée pour assurer la sécurité. 43.4 % des habitants de ces quartiers le pensent contre 20.3 % des résidents des quartiers pauvres. Les chefs de quartiers sont plus importants pour les résidents des quartiers pauvres (26.8 %) que pour ceux des quartiers résidentiels (15.5 %). Il en va de même des groupes d'autodéfense, plus importants dans les quartiers pauvres (10.7 %) que dans les quartiers résidentiels (4.9 %). Sur le plateau de Dubréka, les résidents font nettement plus confiance à la gendarmerie pour assurer la sécurité publique qu'hors du plateau (respectivement 38.5 % et 31 %) et la confiance dans la police y est plus faible (respectivement 15.4 % et 17.1 %).

TABLEAU 41 **LES ENTITÉS LES PLUS À MÊME D'ASSURER LA SÉCURITÉ DANS LES QUARTIERS SELON LE TYPE DE QUARTIER, EN %**

	Pauvre %	Modeste %	Résidentiel %
La police nationale	14.5	14.8	14.2
La gendarmerie	20.3	35.9	43.4
La police communale	0.6	1.7	1.4
Les sociétés privées de gardiennage	0.2	1.1	1.6
Les chefs de quartier ou de secteur	26.8	20.7	15.5
Les groupes d'autodéfense	10.7	6.7	4.9
Personne	2.6	1.8	3.5
Total	100 %	100 %	100 %
Personne	**503**	**1199**	**1232**

Comme dans le DLS 2014, on observe que ce sont les plus démunis, résidant dans les quartiers les plus pauvres, mais aussi les femmes et les moins éduqués pour lesquels les chefs de quartier jouent un rôle plus important dans la sécurité publique. Même si toutes catégories confondues la gendarmerie est en principe considérée comme l'entité la plus à même d'assurer la sécurité, les couches de la population les plus vulnérables (femmes, pauvres, moins éduqués) sont à la fois les plus sceptiques et celles qui tendent à considérer que les chefs de quartier jouent un rôle important dans la sécurité publique.





CHAPITRE VII

LES ATTENTES DES RÉSIDENTS



CHAPITRE VII

CHAPITRE VII

LES PRÉFÉRENCES EN MATIÈRE DE PRESTATIONS

La majorité des résidents appelle de ses vœux un poste de police dans leur quartier (51.3 %) à Dubréka alors que, à Coyah, les demandes sont plus partagées entre un poste de police (43.1 %) et des patrouilles à pied en uniforme dans le quartier (37.5 %). A Dubréka, les patrouilles visibles à pied et en uniforme recueillent 32.5 % d'avis positifs. L'intervention d'urgence arrive en troisième et dernière position à la fois à Coyah (19.4 %) et Dubréka (16.2 %). Hors du plateau de Dubréka, les patrouilles visibles à pied de quartier sont légèrement plus populaires et recueillent 35.6 % d'avis positifs.

TABLEAU 42 **LES PRÉFÉRENCES DES RÉSIDENTS EN MATIÈRE DE TACTIQUE POLICIÈRE, EN % AVEC LA MOYENNE DES ZONES DE CONAKRY (DLS 2014)**

Les préférences tactiques des résidents, en % avec moyenne des zones pondérée			
	Coyah %	**Dubréka %**	**Moyenne des zones Conakry DLS 2014 %**
Une patrouille intervient dans un délai court sur appel	19.4	16.2	22.5
Voir des patrouilles à pied et en uniforme dans le quartier	37.5	32.5	25.4
Avoir un poste de police de quartier	43.1	51.3	52.1
Total	100 %	100 %	100 %
N	**1181**	**1266**	**3637**

Par rapport aux communes de Matoto, Matam et Ratoma, les patrouilles pédestres sont nettement plus demandées à Coyah et Dubréka.

Le profil des résidents favorisant les patrouilles pédestres est le suivant : ce sont avant tout des femmes de Coyah, vivant dans des quartiers à faibles taux de cohésion sociale, des quartiers pauvres, qui voient plus souvent la police que les autres et qui ont fait l'objet d'une agression récemment. 38.9 % des femmes préfèrent en effet la patrouille à pied contre 30.9 % des hommes. Dans les quartiers à faibles taux de cohésion sociale, 40.9 % des résidents préfèrent la patrouille à pied contre 33.5 % des résidents de quartiers où règne l'entraide. Parmi ceux qui ont fait l'objet d'une agression récemment, 40 % préfèrent la patrouille à pied contre 34.8 % chez les autres.

Le profil de ceux qui préfèrent un poste de quartier est le suivant : il s'agit de résidents masculins, vivant plutôt à Dubréka et dans des quartiers à forte cohésion sociale, plutôt insécurisés de nuit, qui estiment que la police ne fait pas de prévention et est distante du public. Quelques chiffres illustrent en effet ce portrait : 52.3 % des hommes (contre 42.5 % des femmes) préfèrent le poste de police. 53.5 % de ceux qui pensent que la police n'est pas du tout proche du public préfèrent le poste de police contre 36.2 % de ceux qui, au contraire, pensent qu'elle l'est. 49.7 % de ceux qui résident dans un quartier où règne plutôt l'entraide préfèrent le poste contre 36.9 % de ceux qui estiment que la cohésion sociale est faible dans leur quartier. Les « très insécurisés de nuit » sont 52 % à préférer le poste de police contre 43.2 % des « très sécurisés ».

Dans les quartiers résidentiels et modestes, 1 résident sur 2 souhaite un poste de police de quartier. En revanche, dans les quartiers pauvres, cette proportion tombe à 39.9 %. La patrouille pédestre en uniforme recueille 39 % d'avis positifs dans ces quartiers alors qu'elle est nettement moins prioritaire dans les quartiers modestes (35 %) et les quartiers résidentiels (31.2 %).

LES PRÉFÉRENCES THÉMATIQUES

La lutte contre les cambriolages et les braquages reste la grande priorité des résidents. C'est vrai pour 48.7 % des résidents de Coyah et de 46.9 % pour les résidents de Dubréka. Ce résultat – avec des taux nettement plus élevés qu'ailleurs à Conakry selon le DLS 2014 (33.7 %) – confirme que les cambriolages sont la problématique la plus sérieuse pour les résidents des deux communes et que ces derniers ont de fortes attentes en matière d'action policière dans ce domaine. Rappelons que très peu de résidents des deux communes urbaines dénoncent un cambriolage à la police notamment en raison d'une forte insatisfaction avec le traitement de l'affaire par la police. Fort insatisfaits, les résidents n'en estiment pas moins que cette lutte contre le cambriolage devrait être la grande priorité de la police, loin devant la lutte contre les agressions, la lutte contre le tapage nocturne ou la lutte contre les bandes de jeunes agressives.

TABLEAU 43 **PRÉFÉRENCES THÉMATIQUES, EN % AVEC MOYENNE DES ZONES DE CONAKRY (DLS 2014)**

	Coyah %	Dubréka %	Moyenne des zones Conakry du DLS 2014 %
Lutte contre les cambriolages et les braquages	48.7	46.9	33.7
Lutte contre les problèmes de drogues	34.1	33.2	33.3
Poursuite des infractions routières	1.4	0.7	1.7
Prévention des violences sexuelles	3.8	5.4	5.5
Lutte contre les agressions physiques	3.0	4.3	5.9
Lutte contre les tapages nocturnes	2.0	1.3	1.4
Lutte contre les bandes de jeunes agressives et les clans	2.5	2.9	4.7
Lutte contre l'insalubrité et les atteintes à l'environnement	3.3	4.2	11.8
Lutte contre les violences scolaires	1.2	1.1	2.7
Total	100 %	100 %	100 %
N	**1191**	**1270**	**3637**

La seconde priorité des résidents est la lutte contre la drogue. Des taux similaires à la moyenne du DLS 2014 à Conakry peuvent être constatés dans les deux communes avec respectivement 34.1 % pour Coyah et 33.2 % pour Dubréka. Rappelons que c'est à Dubréka où la problématique de la drogue est particulièrement présente dans les quartiers. A Coyah comme à Dubréka, la problématique de drogues importune fortement les résidents qui en font, juste après les vols, la seconde priorité en matière de police.

Normalement, la question de la drogue aurait dû être une préoccupation plus importante à Coyah qu'à Dubréka en raison du fait que cette localité est un centre de culture, mais surtout un centre de transit de la drogue entre Forécariah, la Sierra-Leone et Conakry. Mais il est aussi possible que son ancienneté et le fait qu'elle soit devenue une composante de la vie « socioéconomique » la rende moins « visible » et donc moins problématique.

Les priorités varient sensiblement selon le type de quartier. La lutte contre les cambriolages est la grande priorité des quartiers résidentiels (52.3 %) et est suivie d'assez loin par la lutte contre la drogue (29.1 %). En revanche, dans les quartiers pauvres, la lutte contre la drogue (37.9 %) talonne la lutte contre les cambriolages (43.5 %) dans l'ordre des priorités. Ces différences de priorités ne s'expliquent pas par des différences de prévalence des drogues et des cambriolages dans ces quartiers : aucune différence significative n'a été décelée dans les taux entre ces quartiers.

Quant aux solutions préconisées pour améliorer le travail de la police, les résidents des deux communes s'accordent pour estimer important de mieux payer les policiers (36.5 % à Coyah et 36.3 % à Dubréka) et améliorer la formation (29.1 % à Coyah et 30.1 % à Dubréka). Les autres propositions comme améliorer la discipline, augmenter le nombre de policiers ou encore améliorer leur mobilité et leur recrutement recueillent moins de 10 % respectivement des avis. Il n'y a pas de différence significative entre les deux communes. En revanche, les opinions diffèrent assez fortement entre les types de quartiers. Dans les quartiers résidentiels, l'amélioration de la formation emporte le plus de suffrages (33.7 %) alors que, dans les quartiers pauvres et modestes, le salaire des policiers est jugé prioritaire (45.7 % et 36.7 % respectivement). Les quartiers résidentiels mentionnent plus souvent l'amélioration de la discipline comme priorité (12.2 %) contre seulement 3.4 % dans les quartiers pauvres.

TABLEAU 44 **SOLUTIONS POUR AMÉLIORER LA POLICE, EN % AVEC MOYENNE DES ZONES DE CONAKRY (DLS 2014)**

	Coyah %	Dubréka %	Moyenne des zones Conakry du DLS 2014 %
Mieux payer les policiers	36.5	36.3	39.1
Mieux former les policiers	29.1	30.1	17.3
Améliorer la discipline	8.2	9.2	5.5
Augmenter le nombre de policiers	6.6	6.7	3.4
Augmenter la mobilité de la police	9.0	7.2	7.8
Améliorer le recrutement de la police	7.4	7.3	10.6
Autre	3.2	3.2	16.2
Total	100 %	100 %	100 %
N	**1181**	**1266**	**3637**



CHAPITRE VIII

RÉSUMÉ ET CONCLUSION



CHAPITRE VIII

CHAPITRE VIII

Coyah et Dubréka sont deux communes urbaines situées à la périphérie de Conakry, chacune d'elle étant traversée par un axe routier majeur reliant Conakry au reste du pays. Leurs profils sont pourtant assez différents. Le plateau de Dubréka s'avère une zone industrialisée, avec une assez forte activité commerçante également, et comparativement plus riche que le nord de la commune qui est quant à lui sensiblement plus rural notamment dans sa partie la plus septentrionale. La petite bourgade de Coyah, à l'est de Dubréka, partage plutôt les caractéristique du plateau de Dubréka, notamment grâce à quelques industries (embouteillage d'eau, usine de sel), mais s'avère moins résidentielle et les ménages y sont moins fortunés que sur le plateau de Dubréka.

Les quartiers résidentiels (un peu mieux lotis, plus aisés, plus scolarisés) peuplent en effet essentiellement le plateau de Dubréka qui, par son urbanisme, est essentiellement un prolongement naturel des faubourgs de Conakry (Ratoma, Matoto). Les populations résidant sur ce plateau sont plus mixtes qu'au nord de Dubréka ou à Coyah où les Soussous sont largement majoritaires. Sur le plateau de Dubréka, aucun groupe n'est majoritaire : les Peuls forment une forte minorité de près de 40 %, mais l'on y trouve également des Malinkés (11.6 %) et des Soussous (env. 40 %). C'est la zone qui a sans doute bénéficié le plus de l'immigration récente des deux communes étudiées. Ce qui prédomine malgré tout dans cette périphérie, c'est une pauvreté importante, plus marquée qu'à Conakry, et qui pourrait s'expliquer en partie par un taux très élevé de résidents n'ayant pas fini l'école primaire qui s'ajoute au phénomène de paupérisation des cités guinéennes que l'on constate depuis quelques années.

Dans cette zone périurbaine, la criminalité n'atteint pas les niveaux de Conakry, loin s'en faut. Les taux de cambriolage y sont 27.3 % plus bas à Dubréka et 13.5 % plus bas à Coyah qu'à Conakry (Ratoma, Matoto et Matam). Les différences sont plus spectaculaires encore pour les agressions. A Dubréka, les taux d'agression y sont en effet 54.4 % moins élevés qu'à Conakry ; à Coyah, ils y sont même 73.8 % moins élevés qu'à Conakry. La seule exception vient des taux d'agression sexuelle qui sont assez similaires à ceux de Conakry : 2 % à Coyah et 2.3 % à Dubréka. Le plateau de Dubréka fait un peu figure d'exception. Ses taux d'agression sont plus élevés que dans le reste de la commune sans toutefois atteindre ceux de Conakry. En termes sécuritaires, seul le plateau de Dubréka paraît le prolongement naturel, mais amoindri, des problématiques de Conakry alors que Coyah et le nord de Dubréka voient la criminalité chuter de manière considérable.

Le même constat s'impose pour les incivilités dont les deux villes satellites paraissent quelque peu préservées ou, du moins, les niveaux d'incivilités y sont nettement moins élevés qu'à Conakry. C'est vrai surtout pour les problèmes de drogue et les bandes de jeunes agressives. Ce sont avant tout les quartiers résidentiels, et donc plutôt le plateau de Dubréka, qui sont confrontés à ces problèmes sans cependant atteindre les niveaux de Conakry. On a vu, par exemple, que les problèmes de drogues ne sont constatés « que » par 51 % des résidents de Dubréka alors que ces taux grimpent à 77.6 % à Ratoma et 82 % à Sonfonia (qui jouxte le plateau de Dubréka).

En conséquence, aucun des quartiers de Coyah et de Dubréka n'atteint le seuil critique des quartiers sensibles et encore moins des quartiers hypersensibles selon l'indice de sensibilité construit par le diagnostic. Même si quelques quartiers obtiennent des valeurs un peu plus élevées, comme c'est le cas de Bailobaya plateau ou Koleyansira à Dubréka ou Doumbouya centre et Nord 2 à Coyah, ces valeurs – environ 40 – sont assez éloignées du seuil de sensibilité de 47. Les résidents de ces deux communes ne s'y trompent pas puisqu'ils attribuent une note légèrement supérieure à la moyenne de 5 à la sécurité dans leur quartier. Trois des quatre quartiers les plus sensibles s'avèrent des quartiers résidentiels.

Malgré ces bons chiffres, les résidents des deux communes – mais c'est surtout le cas sur le plateau de Dubréka – se sentent peu en sécurité le jour dans les rues de leur quartier. Sur le plateau, le sentiment d'insécurité bondit à 26.6 % contre 20.5 % dans le nord de la commune. En moyenne, un quart des résidents (25.2 %) de Dubréka se sentent insécurisés et 23.7 % à Coyah. L'insécurité ressentie varie donc selon les zones de Dubréka, et le sentiment d'insécurité de 26.6 % sur le plateau est très similaire au niveau constaté à Matoto (26.8 %, DLS 2014) mais nettement plus élevé qu'à Ratoma (18.1 %) ou la section contiguë de Sonfonia (19.7 %). De nuit, en revanche, le sentiment d'insécurité est nettement meilleur qu'à Conakry à part sur le plateau de Dubréka où, encore une fois, on retrouve les mêmes niveaux de sentiment d'insécurité qu'à Ratoma par exemple.

La raison principale du niveau relativement élevé du sentiment d'insécurité de jour est la présence de bandes de jeunes agressive, des mécanismes un peu moins performants de contrôle social et la relative faiblesse de l'application par la police des principes de la police de proximité. Cela nous amène à évoquer maintenant la question policière.

A lire les chiffres sur les effectifs policiers, la densité des forces de sécurité paraît de prime abord plutôt élevée dans cette périphérie de Conakry et tout à fait comparable à celle de communes voisines comme Matoto par exemple. Dubréka a un ratio de 242 policiers pour 100'000 habitants (en plus des 136 gendarmes pour 100'000 habitants) ; à Coyah, le ratio pour la police est nettement plus modeste et se réduit à 120 policiers pour 100'000 habitants mais la présence du Haut Commandement départemental de la gendarmerie de la commune fait grimper le taux de gendarmes pour 100'000 habitant à 485. Sachant qu'à Dubréka, 1 policier sur 2 appartient à une unité spécialisée de maintien de l'ordre et, en ce sens, ne fait pas de police administrative ordinaire, il s'avère en seconde analyse que le ratio de police est assez similaire à celui de Coyah et qu'il reste donc somme toute très modeste. Le plateau de Dubréka, le plus populeux avec 75 % de la population de la commune, et 12 quartiers, est peu couvert par la police si l'on excepte les unités de maintien de l'ordre et cela se traduit par une confiance très relative dans la capacité de la police à sécuriser la zone.

Le degré d'application des principes de la police de proximité est minimal dans les deux communes étudiées et Coyah s'avère même légèrement par rapport à Dubréka. Ce qu'on a appelé le polygone de la police de proximité – une sorte d'indice mesurant le degré d'application de la police de proximité – n'occupe qu'un petit tiers (32.7 %) des possibilités d'une police de proximité satisfaisante à Coyah et, à Dubréka, il en occupe 37.4 %. La marge de progrès est donc conséquente. Si en règle générale les résidents sont d'avis que la police connait assez bien le terrain, elle s'avère plutôt éloignée du public, n'intervient que rarement dans des délais courts, fait peu de prévention et n'est pas très présente sur le terrain. Au final, seuls 36.9 % des résidents de Coyah estiment que la police fait du bon travail en matière de lutte contre la criminalité ; mais ce pourcentage d'avis positifs grimpe à 47.1 % à Dubréka où la satisfaction dépasse de 9 points le degré de satisfaction moyen de Matoto, Matam et Ratoma avant l'introduction de la police de proximité. La lutte contre les violences sexuelles est un maillon un peu plus faible encore de la police avec seulement 34.7 % et 41.2 % d'avis positifs à Coyah et Dubréka respectivement.

Les résidents des quartiers plus bourgeois, ou du moins résidentiels, qui sont également les moins sécurisés, ont l'image de la police la plus négative. Les plus sceptiques sur la capacité des institutions à assurer la sécurité se rencontrent surtout dans ces quartiers. Pas forcément plus touchés par les cambriolages que les autres, ces quartiers connaissent cependant plus d'agressions et, surtout, font face plus souvent que les autres à un problème lancinant de bandes de jeunes agressives dont on a vu qu'il pèse lourdement dans le sentiment d'insécurité, provoque des agressions et dérange énormément les résidents.

La faiblesse de l'image de la police a des conséquences. Les résidents portent en effet rarement plainte auprès de la police. Seuls 9.6 % des cambriolages font l'objet d'un dépôt de plainte dans toute cette zone périphérique. A Conakry cependant les taux sont même légèrement inférieurs à ceux de Coyah et de Dubréka. Le traitement des cambriolages est un véritable problème pour la police guinéenne qui ne dispose pas d'identité judicaire pour réaliser ses enquêtes et doit se contenter de témoignages aléatoires. Les taux de plainte auprès de la police sont significativement plus élevés pour les agressions ou les agressions sexuelles. Les chefs de quartier jouent un rôle non négligeable comme récipiendaires des plaintes notamment pour cambriolage, mais ce rôle est beaucoup plus marginal qu'à Conakry où, à Ratoma par exemple, ces derniers recevaient plus de 35 % des plaintes pour cambriolage. A Coyah, ils en reçoivent 11.7 % et à Dubréka 13.5 %. La satisfaction lors du dépôt de plainte par les victimes de délit reste le tendon d'Achille de la police. Elle ne dépasse pas les 17.1 % de satisfaits à Coyah et les 12.5 % à Dubréka. C'est plus bas que la moyenne constatée à Conakry en 2014 (26.8 %).

Ces faiblesses expliquent pourquoi si peu de résidents pensent que la police est véritablement à même d'assurer la sécurité dans leur quartier. Une infime minorité de 9.7 % des résidents de Coyah et 15.8 % de ceux de Dubréka pensent qu'elle est en mesure de le faire. Les résidents estiment que la gendarmerie est mieux outillée que la police et ont tendance à lui faire confiance. Comme on avait pu l'observer à Conakry, ils font également sensiblement plus confiance aux chefs de quartier qu'à la police pour assurer la sécurité publique. C'est vrai de 22.5 % des résidents de Coyah et de 18.9 % des résidents de Dubréka. Les groupes d'autodéfense, si importants à Conakry, ne jouent pratiquement aucun rôle dans ces deux communes périphériques.

Encore une fois, le renforcement de la police de proximité dans ces zones doit chercher à améliorer ces taux de plainte et la satisfaction lors du traitement de celles-ci comme parte intégrante de sa mise en œuvre. Les bases sont là. Les résidents des deux communes périphériques, comme leurs contemporains de Conakry, manifestent un certain optimisme quant au développement de la police. Une partie significative d'entre eux pensent que la police s'améliore et progresse. Parmi les leviers de l'image de la police, il faut songer à deux éléments : la baisse de la criminalité et des progrès en matière de mise en œuvre de la police de proximité. Si la police parvient à améliorer ces deux indicateurs clefs, elle marquera des points aux yeux des résidents.

En résumé, le chemin est encore long pour que la police gagne la confiance de la population comme l'acteur principal de leur sécurité. Elle progresse, on l'a dit, et la mise en œuvre d'un programme de police de proximité à l'instar des communes de Conakry, devrait lui permettre d'accélérer sa progression et de regagner peu à peu la confiance des sceptiques, d'améliorer son image et de permettre au sentiment d'insécurité de retrouver des niveaux acceptables. C'est dans les quartiers résidentiels que la police peine le plus à convaincre, en raison notamment des taux d'agression qui y sont plus élevés qu'ailleurs et de la présence de bandes de jeunes agressives qui dérangent, volent et insécurisent. Ces bandes de jeunes, et la problématique de la drogue qui va parfois avec, doivent devenir une priorité de l'action policière.



CHAPITRE IX
RECOMMANDATIONS



CHAPITRE IX

CHAPITRE IX

INTRODUIRE LA POLICE DE PROXIMITÉ

L'image de la police et de l'insécurité, le sentiment d'insécurité, la disposition des résidents à déposer plainte sont fortement liés à la manière dont la police exerce son mandat et si elle applique ou non les principes de la police de proximité. Progresser dans l'application de ces principes est de nature à renforcer la confiance dans la police. Le polygone de la police de proximité, une sorte d'indice créé par le diagnostic, permet de mesurer la distance qui sépare encore aujourd'hui la police d'une application raisonnable de ces principes. Dans les mois et les années à venir, introduire ces principes et les renforcer progressivement est un levier très important de l'amélioration de la sécurité.

FORMATIONS DE LA POLICE POUR RENFORCER LEURS COMPÉTENCES ET LA FIERTÉ D'ÊTRE POLICIER

Sachant qu'un policier sur le terrain répond avant tout à son superviseur hiérarchique immédiat et que celui-ci joue, dans un commissariat, toujours un rôle de modèle, l'introduction de la police de proximité pourrait débuter par une formation des cadres supérieurs et intermédiaires aux principes de la police de proximité et, par la suite, aux personnels de police de terrain. Ces formations doivent renforcer la confiance du policier dans son métier, dans lui-même et la fierté d'exercer le métier de policier et d'appartenir à la Police nationale guinéenne. Les prix Nobel d'économie Georges Akeriof et Rachel Kranton ont pu démontrer comment les organisations qui ont du succès motivent leurs employés par l'identité. En les paraphrasant, on peut dire ceci : ce qui fait un bon policier n'est pas avant tout lié à ses compétences techniques ou sa motivation financière, mais dépend du fait qu'il ait fait le pas pour penser « je suis un bon policier ». L'introduction de la police de proximité, et les formations qui vont avec, est l'opportunité pour qu'il devienne fier d'être policier en leur procurant une nouvelle identité, celle d'un policier proche et au service de la population.

INTRODUIRE LA GESTION PAR OBJECTIF, DÉVELOPPER UNE CULTURE DU RÉSULTAT

Le diagnostic, et le tableau de bord que la police guinéenne introduit dans son management central, amène une culture du résultat au sein de la police. Développer cette culture du résultat devrait être l'ambition des commissaires centraux de police qui prolongeraient ainsi la démarche initialisée avec le diagnostic. Il sera possible, désormais, de mesurer la productivité de la police à partir de la série d'indicateurs qui, pour la première fois, sont mesurés dans ce diagnostic. Cette culture du résultat devrait permettre à la police d'augmenter sa productivité, de mieux s'orienter stratégiquement, et d'améliorer la sécurité locale.

DÉVELOPPER LE RÉSEAU DE POSTES DE POLICE

La demande pour des postes de police est forte dans les deux communes de Coyah et de Dubréka. Il faut dire que le plateau de Dubréka, mais aussi Coyah, ne disposent que d'un réseau minimal de postes de police. Le développement très important de la banlieue de Conakry dans ces zones de forte croissance démographique a transformé la nature de ces banlieues qui deviennent résolument urbaines. Un rééquilibrage des forces de sécurité au profit de la police pour lui permettre de mieux desservir ces zones en prestations ordinaires, quotidiens, pourrait être entrepris dans la perspective de l'émergence du Grand Conakry et sur le modèle du développement de la police dans la zone de Sonfonia.

METTRE EN PLACE DES PATROUILLES PÉDESTRES DANS LES QUARTIERS NOTAMMENT RÉSIDENTIELS, PLUS INSÉCURISÉS, OÙ LES TAUX D'AGRESSION SONT PLUS ÉLEVÉS ET QUI ONT UNE MAUVAISE IMAGE DE LA POLICE

Les quartiers résidentiels où la richesse de ces zones s'est accumulée se sentent moins en sécurité qu'ailleurs, notamment de jour mais aussi de nuit, ont peu confiance dans la capacité de la police à les protéger et font face à des agressions et un phénomène de bandes de jeunes agressives qui contribue à les insécuriser et à péjorer l'image de la police. Ces quartiers réclament plus de policiers, plus de postes de police et une police qui sache intervenir dans des délais courts sur appel. La police pourrait cibler ces quartiers de manière préventive, assurer une présence visible durant la journée et développer son réseau de postes de police en priorité dans ces quartiers. Elle devrait imaginer un catalogue de mesures pour rétablir la confiance dans ces quartiers qui se sentent exclus du dispositif.

AMÉLIORER LA PRISE EN CHARGE DES PLAINTES POUR CAMBRIOLAGE, INTRODUCTION DE L'IDENTITÉ JUDICIAIRE

Véritable tendon d'Achilles de la police, l'enquête criminelle peine à convaincre les résidents qui se montrent dans leur très grande majorité insatisfaits du traitement par la police de leurs plaintes si bien qu'ils renoncent le plus souvent, notamment pour les cambriolages, à déposer plainte. La police perd ainsi une source importante d'information sur la criminalité dans les quartiers. Même si les policiers ont développé un savoir-faire en matière d'enquêtes, le défaut structurel de l'absence d'une identité judiciaire est un handicap pratiquement insurmontable. Ce diagnostic renforce la conviction que l'identité judiciaire devrait être un chantier de la Police nationale guinéenne et qu'elle pourrait être introduite dans un premier temps dans le Grand Conakry.

DÉVELOPPER L'OFFRE EN MATIÈRE DE PRISE EN CHARGE DES VIOLENCES SEXUELLES, Y COMPRIS DANS LA SOCIÉTÉ CIVILE

La problématique des violences sexuelles reste relativement limitée à Coyah et Dubréka mais insécurise beaucoup les femmes qui, même si elles s'adressent à la police bien souvent dans ce cas, ne disposent d'aucune ONG locale pour les accompagner dans leurs démarches. Il n'existe pas d'antenne des services spécialisés de la police (OPROGEM) pour traiter ce genre d'affaires qui insécurisent les femmes. Les femmes ont une mauvaise image du travail de la police en la matière. Ces zones étant situées à 50 km de Kaloum, il y a lieu de réfléchir à l'installation d'une antenne de l'OPROGEM notamment à Dubréka où la problématique est un peu plus saillante.

DÉVELOPPER DES PARTENARIATS POUR CANALISER LA VIOLENCE DES JEUNES

Le phénomène des bandes de jeunes agressives est sans doute à étudier de manière plus approfondie. Les populations des deux communes sont jeunes, voire très jeunes, et le chômage des jeunes reste une préoccupation majeure qui touche la Guinée toute entière. Le ralentissement économique vécu ces dernières années n'est pas pour améliorer les choses. L'infrascolarisation chez les plus jeunes a certes diminué mais reste élevée en comparaison avec Conakry. La relative absence de lotissement de ces zones nouvelles d'occupation signifie aussi des carences en espaces de sport, de loisir ou même d'écoles. Des projets partenariaux devraient voir le jour qui donnent des perspectives aux jeunes et les occupent pour éviter que certains d'entre eux ne sombrent dans la violence. D'autres initiatives visant plus particulièrement à prévenir et contenir la violence et la délinquance en milieu scolaire doivent être soutenues, à l'image des policiers « référents » qui ont pour mission de sensibiliser les collégiens et lycéens sur les droits et devoirs du citoyen, la toxicomanie/consommation de stupéfiants, les violences sexuelles et domestiques à l'égard des filles ; la délinquance des mineurs, etc. L'objectif est de rétablir le dialogue et la confiance entre les jeunes et les forces de l'ordre, et d'amener les jeunes à être des citoyens responsables.

LUTTER CONTRE LA PROLIFÉRATION DE LA DROGUE

La problématique de la drogue est prioritaire aux yeux des résidents qui attendent des mesures de police pour la traiter. Là aussi des projets partenariaux devraient voir le jour qui permettent la réduction de la production, du trafic et de la consommation de la drogue qui, on le sait, est bien souvent liée à la petite délinquance et qui tend à insécuriser les résidents.

RENFORCER LA GOUVERNANCE LOCALE DE LA SÉCURITÉ

L'adoption récente de l'Arrêté conjoint N°3887/SGG/2016 portant création, organisation et fonctionnement des Conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) doit favoriser une meilleure gestion de la sécurité au niveau communal. Les fora locaux de sécurité, véritables espaces de concertation et d'échange sur les problèmes d'insécurité qui se posent au niveau des quartiers, doivent permettre d'identifier les problèmes et de mieux comprendre les attentes de la population. L'objectif consiste à parvenir au consensus le plus large possible sur une approche locale de la prévention de la délinquance et la lutte contre l'insécurité, notamment en définissant des objectifs communs et en organisant des partenariats avec les organisations/acteurs aptes à contribuer à la résolution des problèmes identifiés.



CHAPITRE X
MÉTHODOLOGIE



CHAPITRE X

CHAPITRE X

Les résultats présentés dans ce diagnostic local de sécurité reposent pour l'essentiel d'un sondage représentatif à l'échelle communale mené auprès de près de 2500 résidents des communes urbaines de Coyah et de Dubréka réalisé en mars 2016. Le sondage a été précédé d'un traçage à l'aide d'instruments de mesures GPS des limites des quartiers dans les communes étudiées et s'est accompagné de la géolocalisation du réseau de postes de police, des écoles ou encore des principaux marchés ainsi que des points chauds des zones d'études pour permettre la représentation cartographique de l'insécurité.

POURQUOI FAIRE UN SONDAGE DE VICTIMISATION

Le sondage de victimisation est l'outil privilégié en Afrique pour objectiver la réalité de la criminalité. La raison sans doute principale au fait que les victimes de délits et crimes dénoncent peu à la police et que, même si les statistiques policières étaient très bien tenues, seule une petite proportion de la criminalité n'y figurerait. L'outil le plus valide reste le sondage qui, cependant, ne peut porter que sur quelques délits ou crime et ne permet pas d'obtenir une image exhaustive de la criminalité. Le sondage est également un outil unique pour obtenir des informations sur les incivilités, c'est-à-dire des troubles à l'ordre public qui ne relèvent pas du cadre pénal. Le sondage, finalement, permet d'obtenir des informations sur les comportements et opinions des résidents sur la sécurité et la police, des informations qui comptent lorsqu'une police introduit la police de proximité pour se rapprocher des résidents et délivrer des services qui correspondent à leurs attentes et leurs problèmes.

LE QUESTIONNAIRE ET LA LANGUE DES ENTRETIENS

Le questionnaire de base du sondage utilisé pour ce diagnostic local de sécurité s'inspire des enquêtes internationales en matière de représentations sociales sur l'insécurité moyennant un certain nombre d'adaptations que nous avons apportées au fils des ans. Il porte donc sur la victimisation, le sentiment d'insécurité, les comportements de dénonciation face à l'insécurité ainsi que les représentations de la police et de la sécurité. Un nombre conséquent de questions reprend le libellé exact de questions standards afin de permettre des comparaisons internationales. Le questionnaire s'est en outre construit à partir d'échanges et d'expériences avec ce type de sondage accumulés au fil des ans.

Le questionnaire de sondage a été traduit dans les langues locales principales (soussou, kpélé, maninka, poular et koniaka) en Guinée par un groupe d'experts de l'Université de Sonfonia qui ont également assuré la formation des enquêteurs dans ces langues. Les entretiens se sont majoritairement déroulés en soussou à Coyah (67.3 %) et à Dubréka (55.9 %). A Dubréka, où la communauté peule est plus importante, 20.1 % des entretiens se sont déroulés en poular contre 10.5 % à Coyah. Environ 18 % des entretiens se sont déroulés en français.

TABLEAU 45 **LA LANGUE DES ENTRETIENS À COYAH ET DUBRÉKA**

	Coyah %	Dubréka %
Français	17.9	18.0
Soussou	67.3	55.9
Kpélé	0.1	0.2
Maninka	4.1	5.9
Poular	10.5	20.1
Koniaka	0.1	-
Total	100 %	100 %
N	**1200**	**1296**

LES ENQUÊTEURS ET LEUR FORMATION

Les enquêteurs ont été identifiés par le professeur Alpha Amadou Bano Barry, de l'Université de Sonfonia. La plupart d'entre eux participent à des sondages de diagnostics de sécurité depuis 2013 pour Coginta. Dans la mesure où pour ce sondage-ci de nouvelles approches avaient été décidées sur la collecte de données de points chauds, 4 jours de formation ont été réalisés pour ces enquêteurs expérimentés dans les bureaux de Coginta à la veille du sondage. La moitié des enquêteurs étaient des femmes. Outre le profil usuel d'enquêteur (tous les enquêteurs sont des diplômés de l'Université avec une expérience préalable en matière de sondage), la condition était de maîtriser le français et le soussou, les deux langues principalement parlées dans les zones du sondage.

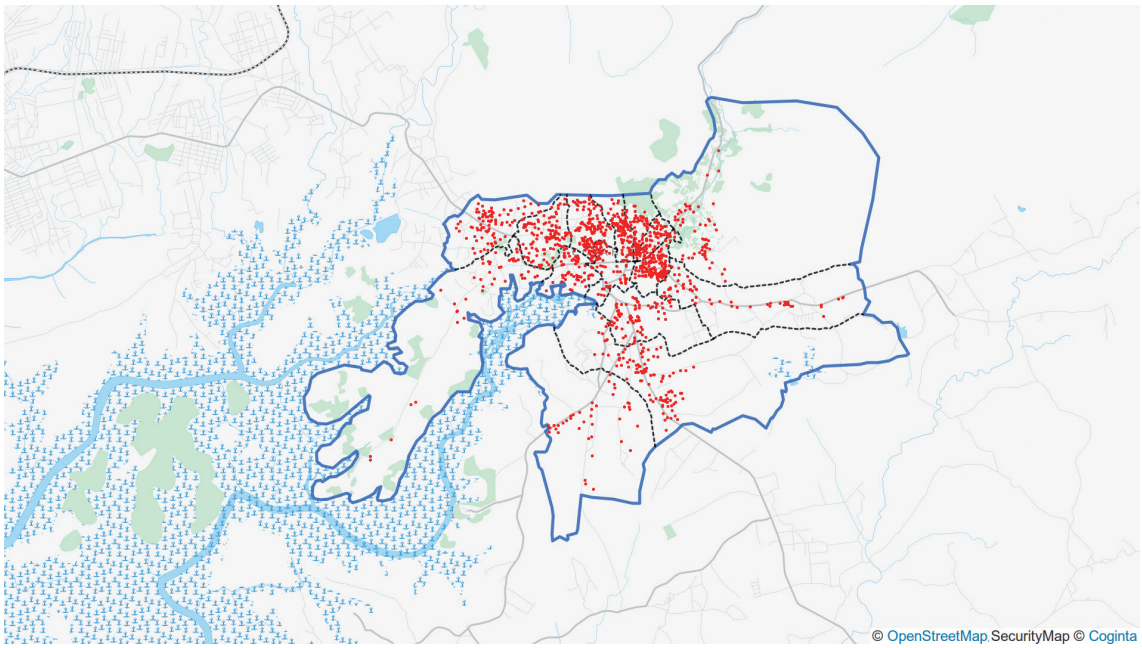
DONNÉES TECHNIQUES DU SONDAGE

Le sondage s'est déroulé entre le 3 et le 20 mars 2016.

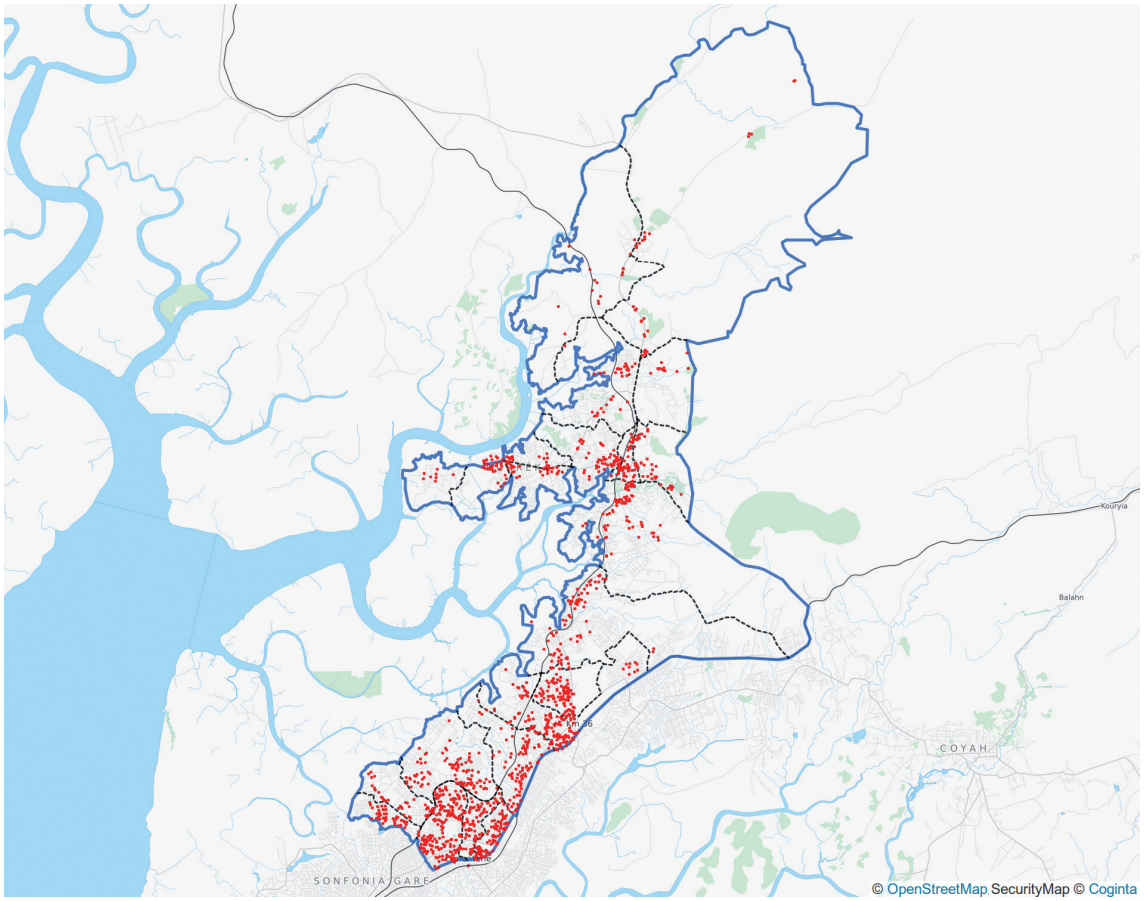
L'équipe d'enquêteurs était composée de 10 hommes et de 10 femmes réunis en pairs. En moyenne chaque enquêteur a réalisé 8 entretiens par jour. 1200 entretiens ont été réalisés à Coyah et 1296 à Dubréka.

Les enquêteurs avaient pour consigne de prendre le point GPS de la localisation de l'entretien pour des raisons de contrôle du plan d'échantillonnage. La distribution géographique des entretiens est représentée dans les cartes ci-dessous.

CARTE 26 **RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ENTRETIENS DANS LA COMMUNE DE COYAH**



CARTE 27 **RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ENTRETIENS DANS LA COMMUNE DE DUBRÉKA**



LA TECHNIQUE D'ÉCHANTILLONNAGE

L'objectif de l'échantillon était d'obtenir un échantillon représentatif à l'échelon de la commune avec, dans la mesure du possible, des données aussi bonnes que possible à l'échelon des quartiers. L'échantillonnage a pu se dérouler dans des conditions idéales puisque l'Institut national de la statistique a pu tirer les échantillons de manière aléatoire à partir des données de recensement collectées en 2014. Pour ce sondage, nous avons utilisé les Zones de Dénombrement (ZD) comme bases de calcul. Toutes les ZD devaient être représentées dans le sondage et ceci proportionnellement au nombre de ménages des ZD. Cette technique permet une excellente distribution territoriale des ménages enquêtés et facilitait le travail de l'INS qui dispose de listes de ménages par ZD. Nous avons ajouté une contrainte de 8 entretiens minimum par ZD.

Une fois dans le ménage, les enquêteurs féminins interviewaient les femmes et les enquêteurs masculins les hommes. Les enquêteurs travaillaient par pair (1 homme, 1 femme) dans chaque quartier avec le même nombre fixe d'entretiens à réaliser par chacun quotidiennement. La technique ensuite pour identifier à l'intérieur du ménage le répondant consistait à rassembler les membres féminins (pour les enquêteurs femmes) et masculins (pour les enquêteurs masculins) et tirer au sort le répondant afin de garantir une distribution représentative de l'âge.

QUELQUES ÉTAPES ET OUTILS DU TRAVAIL

LE TRAÇAGE DES QUARTIERS ET DES CELLULES

Pour la présentation cartographique des données, le projet a procédé à un traçage des limites des quartiers à l'aide de la fonction GPS de téléphones portables dotés d'une précision de 3 à 5 mètres. Une équipe de 5 traceurs a été formée par Coginta et celle-ci a réalisé en l'espace d'une dizaine de jours le traçage des quartiers de Coyah et de Dubréka. Les chefs de quartiers ont été contactés et réunis par les maires des deux communes pour démarrer le processus. C'est en compagnie des chefs de quartier que les équipes de traceurs ont pris les points GPS du périmètre de leur quartier à pied ou en moto et cela sous la supervision de Malek Garbouj (Coginta). Les conflits de limites administratives des quartiers ont été très nombreux et, pour Dubréka, les arbitrages se sont révélés difficiles à réaliser par le coordonnateur du traçage, Malek Garbouj.

Les traces ont été chargées sur OpenStreetMap (OSM) et sont désormais accessibles librement sur le site d'OSM. Ce travail technique a été réalisé par Rafael Coya Avila qui a également produit l'intégralité de cartes de ce rapport et le site web qui l'accompagne.

LES POINTS CHAUDS

Pour la première fois, nous avons testé la prise du point GPS et de photographies d'un point chaud (zone où l'enquêté dit être particulièrement insécurisé dans son quartier) par les enquêteurs eux-mêmes. Au lieu de décrire l'endroit pour être identifié difficilement par une autre équipe, les enquêteurs avaient pour consigne, après l'entretien, d'aller faire le repérage visuel et prendre le point GPS du point chaud identifié par les répondants. Les points chauds qui n'ont pas pu être pris par les enquêteurs – car trop éloignés de la zone d'entretien – l'ont été par la suite par un enquêteur dépêché pour l'occasion.

C'est l'itération de la nomination d'un point chaud mentionné par les répondants qui détermine l'intensité du point chaud. En d'autres termes, plus un point chaud est nommé de fois par les différents répondants et plus il apparait comme zone chaude sur les cartes des points chauds. En règle générale, la méthode de collecte directe par les enquêteurs a été concluante bien que nécessitant une formation spécifique pour comprendre la logique de collecte de données. Les enquêteurs ont utilisé l'application Kobo pour collecter les données. Malheureusement, une partie des données – trois jours de collecte – a été perdue et nous avons renoncé, dans ce diagnostic, à les utiliser.

LES POINTS D'INTÉRÊT : MÉTHODE DE COLLECTE DE DONNÉES

Un enquêteur a collecté des points d'intérêt aussi systématiquement que possible après le sondage. Ces points d'intérêt ont compris le dispositif de sécurité publique, les marchés, les centres scolaires ainsi que les centres administratifs (préfectures, bureaux de quartier).

LES OUTILS STATISTIQUES UTILISÉS DANS CE SONDAGE

Les données de sondage sont, dans ce diagnostic, le plus souvent présentées sous forme de tableaux croisés. C'est le cas, par exemple, quand nous présentons les indicateurs de manière purement descriptive : taux de victimisation, image de la police, etc. par commune. Lorsque le diagnostic présente à l'aide de tableaux croisés le profil des victimes, celui des individus qui ont la meilleure image de la police ou, pour prendre un autre exemple, le profil de ceux qui dénoncent plus souvent aux chefs de quartier qu'à la police, des analyses plus sophistiquées sont réalisées en amont de ces présentations. Des modèles explicatifs sont élaborés à partir des ouvrages théoriques sur ces questions avec des hypothèses testées à l'aide de régressions. Les variables explicatives significatives sont triées en fonctions de leur poids dans l'explication et seules les variables explicatives principales sont retenues pour être présentées sous forme de tableaux croisés. Comme l'audience des diagnostics n'est pas la communauté scientifique, nous ne présentons ensuite que des tableaux croisés pour ces variables les plus importantes et non les résultats des régressions.

LA CARTOGRAPHIE DE LA CRIMINALITÉ

Pour chacune des communes, nous avons produit une série de cartes choroplèthes (c'est-à-dire des cartes thématiques où les régions sont colorées) afin de présenter la distribution géographique de certains indicateurs-clefs tels que le taux de victimisation, le sentiment d'insécurité le jour et la nuit, le taux de confiance dans la police, les chefs de quartier ou les groupes d'autodéfense, le taux de satisfaction à l'égard du travail de la police, le dispositif sécuritaire de chaque commune ou encore la distribution des ménages enquêtés. La production de ces cartes s'est faite à partir de logiciels de système d'information géographique.

Le lecteur des cartes choroplèthes doit garder à l'esprit que les données présentées sont des approximations. Les données du sondage ne sont pas représentatives à l'échelon du quartier, mais uniquement de la commune. Cela signifie que la marge d'erreur des données présentées sous cette forme peut être assez grande et cela surtout dans les petits quartiers avec peu d'entretiens. Du coup, il vaut mieux parler d'une présentation de « tendances » sous ce format cartographique. Deuxièmement, les valeurs donnant lieu à une « couleur » dans les cartes sont une moyenne du quartier. Cette moyenne n'implique pas que les valeurs sont uniformes dans tout le quartier et peuvent, pour donner un exemple, être tirées à la hausse car le quartier possède une zone particulièrement chaude. Finalement, ces cartes ne présentent pas les valeurs absolues, mais des taux (par exemple le taux d'opinions favorables à la police). Il faudra donc se souvenir de ces éléments en lisant les cartes géographiques proposées.

Ces cartes ont le mérite de présenter les données à l'échelon de base de la police et de l'approche sécuritaire, à savoir le quartier. Elles donnent de bonnes indications, même s'il s'agit surtout de tendances, pour les chefs de quartier et les chefs de poste de police de quartier en quête de stratégie et pour adapter leur action aux réalités locale. Elles sont également de grande utilité pour une approche en mode de « résolution de problèmes ». En effet, dans une perspective partenariale fédérant l'action de plusieurs services ou de collaboration avec la société civile sous la direction du chef de quartier, la cartographie sécuritaire apporte un plus. Elle favorise l'identification, la compréhension, l'échange et le partage d'informations. La cartographie permet également de faire prendre conscience aux policiers de l'importance des caractéristiques géographiques, sociales ou économiques de la délinquance et d'y apporter des réponses novatrices privilégiant des résultats évaluables et s'appuyant sur une expertise pluridisciplinaire. Pour les chefs de quartier qui, demain, auront à présider des séances de forums locaux de sécurité et de prévention de la délinquance, ces cartes seront un formidable outil de communication et de partage.


BAR UNION
NOUVELLE
PLANETE
SKOL
SKOL

TABLES

TABLE DES CARTES

Carte 1 : Limites administratives des quartiers de la commune de Coyah 4

Carte 2 : L'insalubrité dans les quartiers de Coyah 7

Carte 3 : Limites administratives des quartiers de la commune de Dubréka 8

Carte 4 : Les revenus moyens des ménages dans les quartiers de Dubréka 11

Carte 5 : Les problèmes prioritaires dans les quartiers de Dubréka 13

Carte 6 : Insalubrité dans les quartiers de la commune de Dubréka 14

Carte 7 : Distribution géographique des taux de cambriolages par quartier à Coyah 21

Carte 8 : Distribution géographique des taux de cambriolages par quartier à Dubréka 22

Carte 9 : Distribution géographique des taux d'agression par quartier à Coyah 22

Carte 10 : Distribution géographique des taux d'agression par quartier à Dubréka 23

Carte 11 : Distribution territoriale des taux de bandes de jeunes agressives par quartier à Coyah 27

Carte 12 : Distribution territoriale des taux de bandes de jeunes agressives par quartier à Dubréka 27

Carte 13 : Distribution territoriale des taux de présence de drogue dans les quartiers de Coyah 28

Carte 14 : Distribution territoriale des taux de présence de drogue dans les quartiers de Dubréka 28

Carte 15 : La sécurité dans les quartiers de Coyah selon l'indice de sensibilité 33

Carte 16 : La sécurité dans les quartiers de Dubréka selon l'indice de sensibilité 34

Carte 17 : Distribution géographique du sentiment d'insécurité de jour à Coyah (taux d'insécurisés par quartier) 38

Carte 18 : Distribution géographique du sentiment d'insécurité de jour à Dubréka (taux d'insécurisés par quartier) 38

Carte 19 : Distribution géographique du sentiment d'insécurité de nuit à Coyah (taux d'insécurisés par quartier) 39

Carte 20 : Distribution géographique du sentiment d'insécurité de nuit à Dubéka (taux d'insécurisés par quartier) 39

Carte 21 : Dispositif policier et gendarmique dans la commune de Coyah 58

Carte 22 : Zoom sur le dispositif sécuritaire à Coyah 58

Carte 23 : Dispositif policier et gendarmique dans la commune de Dubréka 59

Carte 24 : Dispositif policier et gendarmique sur le plateau de Dubréka 59

Carte 25 : Dispositif policier et gendarmique dans la zone nord de Dubréka 60

Carte 26 : Répartition géographique des entretiens dans la commune de Coyah 90

Carte 27 : Répartition géographique des entretiens dans la commune de Dubréka 91

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Pyramide des âges de la population de la commune urbaine de Coyah 5

Figure 2 : Revenu des ménages des sondés des communes urbaines de Coyah et Dubréka (en %) 6

Figure 3 : Pyramide des âges de la commune urbaine de Dubréka 9

Figure 4 : Distribution des cambriolages dans l'année à Coyah et Dubréka 20

Figure 5 : Le taux de femmes inquiètes face au risque d'agression sexuelle en fonction de l'âge (données pondérées) 45

Figure 6 : Polygone de la police de proximité à Coyah et Dubréka 64

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Classement des quartiers par type de quartier 15

Tableau 2 : Problèmes principaux selon le type de quartier 16

Tableau 3 : Taux de cambriolage sur 3 ans, en % avec moyenne comparée des zones de Conakry (DLS 2014) 19

Tableau 4 : Taux d'agression sur 3 ans, en % avec moyenne comparée des zones de Conakry (DLS 2014) 19

Tableau 5 : Les taux d'agression sexuelle sur 3 ans, en % avec moyenne comparée des zones de Conakry (DLS 2014) 20

Tableau 6 : Distribution des cambriolages et des agressions dans la journée à Coyah et Dubréka, en % 21

Tableau 7 : Prévalence de l'agression en fonction de l'âge de la victime, en % 24

Tableau 8 : Prévalence de l'agression en fonction du genre de la victime, en % 24

Tableau 9 : Prévalence de l'agression en fonction de la présence de dégradations dans le quartier, en % 24

Tableau 10 : Prévalence de l'agression en fonction de la présence d'incivilités dans le quartier, en % 24

Tableau 11 : Prévalence des incivilités et leur degré de dérangement sur une échelle de 1 à 10 à Coyah et Dubréka 25

Tableau 12 : Le sentiment d'insécurité de jour, en % avec moyenne comparée du DLS 2014 37

Tableau 13 : Le sentiment d'insécurité de nuit, en % avec moyenne comparée du DLS 2014 37

Tableau 14 : Les raisons invoquées par les résidents lorsqu'ils nomment un lieu peu sûr dans leur quartier, avec moyenne comparée du DLS 2014 40

Tableau 15 : Mesures préconisées par les résidents pour sécuriser des lieux peu sûrs en % avec moyenne comparée des zones de Conakry du DLS 2014 41

Tableau 16 : Le sentiment d'insécurité de jour en fonction de la présence de bandes de jeunes agressives, en % 43

Tableau 17 : Le sentiment d'insécurité de jour en fonction de la présence de drogues dans le quartier, en % 43

Tableau 18 : Le sentiment d'insécurité de jour en fonction du genre, en % 43

Tableau 19 : Le sentiment d'insécurité de jour en fonction de l'opinion sur la connaissance du terrain de la police, en % 43

Tableau 20 : Le sentiment d'insécurité de jour en fonction de l'opinion sur le fait que la police soit proche ou non du public, en % 44

Tableau 21 : L'inquiétude face à la possibilité d'être victime d'un cambriolage, en % 44

Tableau 22 : L'inquiétude face à la possibilité d'être victime d'une agression, en % 44

Tableau 23 : L'inquiétude des femmes face au risque d'une agression sexuelle, en % 45

Tableau 24 : L'inquiétude face à la probabilité d'être victime d'un crime les 12 prochains mois, en % 46

Tableau 25 : Les taux de dénonciation pour cambriolage, agression et agression sexuelle, en % avec moyenne comparée du DLS 2014 46

Tableau 26 : Les taux de dénonciation/plainte dans les communes de Coyah et Dubréka en fonction des types de délit 47

Tableau 27 : Le niveau de sécurité auto-estimé par les résidents sur une échelle de 1 à 10, moyenne comparée avec les zones de Conakry (DLS 2014) 51

Tableau 28 : L'évolution de la sécurité 51

Tableau 29 : Nombre et ratio pour 100'000 habitants de la police et la gendarmerie dans les communes de Coyah et Dubréka 55

Tableau 30 : Dispositif de la police nationale dans les communes de Dubréka et de Coyah 56

Tableau 31 : Dispositif de la gendarmerie dans les communes de Dubréka et de Coyah 57

Tableau 32 : Image de la police en matière de lutte contre la criminalité, en % avec la moyenne des zones de Conakry (DLS 2014) 61

Tableau 33 : Image de la police en matière de police de circulation, en % avec la moyenne des zones de Conakry (DLS 2014) 61

Tableau 34 : Image de la police en matière de lutte contre les violences sexuelles, en % avec la moyenne des zones de Conakry (DLS 2014) 61

Tableau 35 : Evolution de l'image de la police, en % avec la moyenne des zones de Conakry (DLS 2014) 62

Tableau 36 : Le constat par les résidents de la manière dont la police met en œuvre les principes de la police de proximité, en % de oui 63

Tableau 37 : Constat par les résidents de la manière dont la police applique le principe de l'équité dans le traitement des personnes, en % 63

Tableau 38 : Les raisons de l'inégalité de traitement par la police selon les résidents, en % 64

Tableau 39 : Les organisations les plus à même d'assurer la sécurité du quartier, en % avec moyenne pondérée des zones de Conakry (DLS 2014) 65

Tableau 40 : Les entités les plus à même d'assurer la sécurité dans les quartiers selon le genre, en % 66

Tableau 41 : Les entités les plus à même d'assurer la sécurité dans les quartiers selon le type de quartier, en % 67

Tableau 42 : Les préférences des résidents en matière de tactique policière, en % avec la moyenne des zones de Conakry (DLS 2014) 71

Tableau 43 : Préférences thématiques, en % avec moyenne des zones de Conakry (DLS 2014) 72

Tableau 44 : Solutions pour améliorer la police, en % avec moyenne des zones de Conakry (DLS 2014) 73

Tableau 45 : La langue des entretiens à Coyah et Dubréka 89

NOTES